



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 FÉVRIER 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 2nd, 1946

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number, the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"A. E. Whitehouse and Sons Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit décembre 1945, constituant en corporation: Albert Edward Whitehouse, de la cité de Westmount, Arthur Herbert Whitehouse et Leslie James Whitehouse, tous de la cité de Montréal, tous manufacturiers, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter un atelier de construction mécanique, et construire et la machinerie et des machines de tout genre, outils, outillage, pièces de machinerie, et en général manufacturer toutes sortes d'articles en métal;

Manufacturer, façonner, mouler et dessiner des articles en plastique et en bois;

Réparer, remodeler et refaire tous articles en métal, plastique ou bois, sous le nom de "A. E. Whitehouse and Sons Limited."

Letters Patent

"A. E. Whitehouse and Sons Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1945, incorporating: Albert Edward Whitehouse, of the City of Westmount, Arthur Herbert Whitehouse and Leslie James Whitehouse, both of the City of Montreal, all manufacturers, of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the operations of a machine shop, to make machinery and machines of all kinds, tools, equipment, machinery parts, and generally to manufacture all metal articles of every kind;

To manufacture, fashion, mould and design articles of plastics and wood;

To repair, remodel and remake all articles in metal, plastic or wood, under the name of "A. E. Whitehouse and Sons Limited."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux mille actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital total avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de dix mille dollars;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12438

L. DESILETS.

"Alice Adrian Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Max N. Crestohl, avocat de la cité d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, Harry M. Adelstein, gérant, et Sema Schwartz, secrétaire, fille majeure, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce en gros et en détail de vêtements pour bébés et enfants, vêtements de sport pour hommes, dames et enfants, robes, blouses, robes de maison, pyjamas, robes de soirée, négligés pour dames et de tous autres articles semblables qui peuvent être fabriqués de textiles;

Faire le commerce de tous les articles précédents qui sont fabriqués de soie, rayon, coton, laine, toile, crêpe, jersey, tissus tricotés, et de tout autre genre de textiles, sous le nom de "Alice Adrian Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 170 ouest, rue Jean Talon, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12439

L. DESILETS.

"Canadian Reconditioning & Sales Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize décembre 1945, constituant en corporation: John Bumbray, Robert Lévêque, Jean-Paul Cardinal, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et en général faire le commerce de tout genre d'automobiles, moteurs, machines, machinerie, carburateurs, accessoires, pièces, et tout genre de machinerie, instruments, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et dispositifs, soit incidents à la construction d'automobiles ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées relativement à ceux, ou à leur fabrication, entretien et fonctionnement et respectivement;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et en général faire le commerce du caoutchouc et d'articles et marchandises dont le caoutchouc est une partie composante, et de divers matériaux qui entrent dans la fabrication de ces articles et marchandises;

The capital stock of the company is divided into two thousand shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be Ten thousand dollars;

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1945.

L. DESILETS,

12438-o

Deputy Attorney General.

"Alice Adrian Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1945, incorporating: Max N. Crestohl, advocate, of the city of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, Harry M. Adelstein, manager, and Sema Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, the three latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and generally deal in both wholesale and retail in infants' and children's wear, men's, ladies' and children's sportswear, ladies' dresses, blouses, housecoats, pajamas, evening gowns, dressing gowns and all such other similar articles as can be manufactured from textiles;

To deal in all of the foregoing articles which are manufactured from silks, rayon, cottons, woollens, linen, crepe, jersey, knitted materials, and from all any other form of textiles, under the name of "Alice Adrian Inc.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 170 Jean Talon Street West, city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1945.

L. DESILETS,

12439-o

Deputy Attorney General.

"Canadian Reconditioning & Sales Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1945, incorporating: John Bumbray, Robert Lévêque, Jean-Paul Cardinal, all advocates, of the city and district of Montreal Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions, and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To manufacture, buy, sell, import, export and generally deal in rubber, and articles and goods of all kinds of which rubber is a component part, together with the various materials which enter into the manufacture of such articles and goods;

Manufacture, acheter, vendre ou autrement acquérir et faire le commerce d'appareils et dispositifs mécaniques et électriques pour économie de combustible;

Réparer, reconstruire et autrement faire le commerce d'automobiles, véhicules moteurs et de tous accessoires s'y rapportant;

Manufacture, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, remettre en bon état et en général faire le commerce de toute espèce de fermes portées à air comprimé, sous le nom de "Canadian Reconditioning & Sales Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 698 ouest, rue Craig, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12440

L. DESILETS.

To manufacture, buy, sell, lease or otherwise acquire and deal in fuel-saving, mechanical and electrical apparatus and devices;

To repair, reconstruct and otherwise deal with automobiles, motor vehicles and any appliances in connection therewith;

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange, recondition and generally deal in all kinds of door-checks, under the name of "Canadian Reconditioning & Sales Limited": with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 698 Craig Street, West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1945.

L. DESILETS,

12440-o

Deputy Attorney General.

"Chevalier & Pauzé Compagnie Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de décembre 1945, constituant en corporation: J.-Georges Chevalier, Joseph-Clément-Marcel Pauzé, marchands, Mlle Lina Delorme, fille majeure, Robert Fleury et Roland Dion, voyageurs tous des cité et district de Joliette, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'épicerie, peinture, chaussures, biscuits, en gros et en détail, et, à cette fin acheter, vendre, importer, exporter, fabriquer, préparer, distribuer les épices, denrées, victuailles, fruits, légumes, liqueurs, viandes, produits agricoles et généralement toutes marchandises quelconques pouvant faire l'objet d'un tel commerce;

Agir comme intermédiaire entre les producteurs ou manufacturiers d'une part et les actionnaires de la compagnie faisant le commerce d'épicerie, de peinture, de chaussures, de biscuits, d'autre part, dans le but de procurer à ces derniers aux meilleures conditions possibles les marchandises nécessaires ou utiles à l'exploitation de leur commerce, sous le nom de "Chevalier & Pauzé, Compagnie Limitée", avec un capital total de \$199,900.00, divisé en 1,999 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district de Joliette, au numéro 89, St-Charles Borromée.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12441-o

L. DESILETS.

"Chevalier & Pauzé Compagnie Limitée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1945, incorporating: J. Georges Chevalier, Joseph Clément Marcel Pauzé, merchants, Mlle Lina Delorme, spinster, Robert Fleury and Roland Dion, travellers, all of the city and district of Joliette, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in groceries, paint, footwear, biscuits, wholesale and retail, and for such purpose, to purchase, sell, import, export, manufacture, prepare, distribute spices, wares, food, fruit, vegetables, beverages, meat, agricultural products and, generally, any merchandise whatsoever, capable of being the object of such business;

To act as intermediaries between producers of manufacturers on the one part and the shareholders of the company carrying on the grocery, paint, footwear, biscuits, business, on the other part, for the purpose of procuring for the latter, under the best possible conditions, the merchandise required or useful for the operating of their business, under the name of "Chevalier & Pauzé Compagnie Limitée", with a total capital stock of \$199,900, divided into 1,999 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, district of Joliette, at number 89 St-Charles Borromée.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1945.

L. DESILETS:

12441

Deputy Attorney General.

"Cinema Alhambra Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Marcel-G. Robitaille, avocats et Alice Globensky, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres et donner en spectacle au public, moyennant rémunération, des représentations théâtrales, des vues animées, du vaudeville, des reproductions phonographiques, des chansons illustrées, des

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1945, incorporating: Henri-Paul Lemay, Marcel G. Robitaille, advocates, and Alice Globensky, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own, lease and operate theatres and give performances to the public, for remuneration, of theatrical plays, moving pictures, vaudeville, phonographic reproductions, illustrated songs, coloured songslides and in general artistic

verres colorés pour chansons et en général des exhibitions et spectacles artistiques de toutes sortes, sous le nom de "Cinema Alhambra Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions communes sans valeur au pair ou nominale et trois mille (3,000) actions privilégiées d'une valeur de \$10.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de pas moins de \$7, 95.00.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour de novembre, 1945.

L'Assistant-procureur général,

12442-o

L. DÉSILETS.

exhibitions and performances of all kinds, under the name of "Cinema Alhambra Inc."

The capital stock of the company is divided into nine hundred and ninety-nine (999) common shares without par or nominal value and three thousand (3,000) preferred shares of a value of \$10 each, and the amount with which the company will commence its operations shall be not less than \$7,995.

The head office of the company will be at Ste-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"City Wholesale and Jobbing Company Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze décembre 1945, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, tous deux de la cité de Montréal, et Joseph Malen, de la cité d'Outremont, tous avocats, du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de manufacturier, acheteur, vendeur, importateur, exportateur et autrement faire le négoce, en gros et en détail, de marchandises sèches de toute sorte et description et tous autres articles se rapportant, généralement, au commerce de marchandises sèches, sous le nom de "City Wholesale and Jobbing Company Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12443

L. DÉSILETS.

"City Wholesale and Jobbing Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1945, incorporating: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, both of the city of Montreal, and Joseph Malen, of the city of Outremont, all advocates, of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying, selling, importing, exporting and otherwise deal, wholesale and retail, in dry goods of all natures and descriptions and all other such things as are generally connected with a dry goods business, under the name of "City Wholesale and Jobbing Company Ltd", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Dinsmore & Company, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Hugh Hatheway Turnbull, John Fitzwilliam Stairs et Edward William Rowat, avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme gérants de ventes, agents, facteurs, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations, soit canadiennes, britanniques ou étrangères, soit à commission, par consignation ou autrement; et relativement à ce commerce, acheter, vendre et autrement disposer, détenir, posséder, exporter, importer et faire le commerce, soit comme mandats ou agents, de toutes sortes de produits et sous produits faits en tout ou en partie de bois, métal, verre, plastique, cuir, pierre, fourrure, papier, caoutchouc, textile et matière animale, végétale ou minérale et toutes combinaisons desdits articles;

Obtenir et acquérir par achat ou par aucun autre moyen légal des renseignements, statistiques, faits et circonstances se rapportant ou affectant le commerce, le capital, les dettes, la solvabilité, le crédit, la responsabilité et les con-

"Dinsmore & Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1945, incorporating: Hugh Hatheway Turnbull, John Fitzwilliam Stairs and Edward William Rowat, advocates, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as sales managers, agents, factors, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations, whether Canadian, British or Foreign, either upon commission, consignment or otherwise; and in connection with such business to buy, sell, and otherwise dispose of, hold, own, export, import and deal in, either as principal or agent, all kinds of products and by-products made in whole or in part of wood, metal, glass, plastic, leather, stone, fur, paper, rubber, textile and animal, vegetable or mineral matter and any combination of said articles;

To obtain and acquire by purchase, or in any other lawful manner, information, statistics, facts and circumstances of, relating to or effecting the business, capital, debt, solvency, credit, responsibility and commercial conditions and stand-

ditions et la réputation commerciales d'aucun et tous individus, firmes et corporations s'occupant ou se rapportant à tout commerce, occupation, industrie ou emploi dans aucune partie du monde et disposer, vendre, prêter, nantir, louer et utiliser par aucun et tous moyens légaux les renseignements, statistiques et faits ainsi obtenus et acquis, sous le nom de "Dinsmore & Company, Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12444

L. DÉSILETS.

"Doctor X Preparations Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, avocat et conseil en loi du Roi, Madeline Frances Brennan, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Jean Martineau, avocat et conseil en loi du Roi, de Ste-Geneviève de Pierrefonds, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sujet à la Loi de pharmacie de Québec, préparer, mélanger, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de préparations chimiques industrielles, préparations chimiques industrielles et préparations biologiques industrielles;

Exercer le commerce qui consiste à préparer et vendre des réceptacles contenant différentes préparations chimiques, bio-chimiques et biologiques pour faire disparaître les taches et souillures, sous le nom de "Doctor X Preparations Ltd", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de décembre 1945.

L'Assistant procureur général,

12445

L. DÉSILETS.

"Eagle Toys Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Harold Margolese, comptable, Louis Dubrovsky, marchand, Thomas Michael Tansey, avocat, et Mademoiselle Dorothy Katz, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, scit comme grossistes ou détaillants, donner le service, exporter, importer et négocier et faire le commerce de jouets, nouveautés, étalages, publicité en général, enseignes Néon, enseignes en général, appareils et dispositifs de toutes sortes et descriptions, et toutes fournitures, accessoires, outillage et instruments s'y rapportant, sous le nom de "Eagle Toys Limited", avec un capital total de \$49,030, divisé en 240 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées rachetables d'une valeur au pair de \$100 chacune.

ing of any and all individual firms and corporations engaged in or connected with any business, occupation, industry or employment in any part of the world and to dispose of, sell, loan, pledge, hire and use in any and all lawful ways the information, statistics and facts so obtained and acquired, under the name of "Dinsmore & Company, Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12444-o

Deputy Attorney General.

"Doctor X Preparations Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1954, incorporating: Frank Bernard Chauvin, advocate and King's Counsel, Madeleine Frances Brennan, stenographer, spinster of the full age of majority, both of the city of Montreal, and Jean Martineau, advocate and King's Counsel, of Ste Geneviève de Pierrefonds, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Subject to the Quebec Pharmacy Act, to prepare, compound, manufacture, buy, sell, import, export and deal in industrial chemical preparations, industrial bio-chemical preparations and industrial biological preparations;

To carry on the business of preparing and selling kits of various chemical, bio-chemical and biological preparations for the removal of spots and stains, under the name of "Doctor X Preparations Ltd." with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12445-o

Deputy Attorney General.

"Eagle Toys Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1945, incorporating: Harold Margolese, accountant, Louis Dubrovsky, merchant, Thomas Michael Tansey, advocate, and Miss Dorothy Katz, secretary, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, either as wholesalers or retailers, servicing, exporting, importing, and dealing in and with toys, novelties, displays, general advertising, Neon Signs, general signs, appliances, and devices of all kinds and descriptions, and all supplies, accessories, equipment and implements connected therewith, under the name of "Eagle Toys Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 240 common shares of the value of \$100.00 each and 250 redeemable preferred shares of the par value of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à 1223 rue Amherst, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12446 L. DESILETS.

The head office of the Company will be at 1223 Amherst St., Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1945.

L. DESILETS,
12446-o Deputy Attorney General.

"Excel Distributing Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce et distribuer des radios, pièces de radios, appareils électriques et appareils ménagers et leurs pièces, produits de l'acier et du fer et leurs sous-produits, machinerie, fournitures de maison, objets émaillés, faïencerie, verrerie, articles en métal, vaisselle, appareils électriques, chirurgicaux et scientifiques, poêles, plaques chaudes, chauffeuses, fours, lessiveuses, machines à repasser, réfrigérateurs, fers, grille-pain, machines à coudre et leurs pièces, gramophones, phonographes, outils (à la main ou à l'électricité) bibelots, menus objets, nouveautés, meubles, porcelaine, plastiques, poterie, ferronnerie, coutellerie, sous le nom de "Excel Distributing Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12447 L. DESILETS.

"Excel Distributing Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1945, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, spinster, the two latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade in and deal in and distribute radios, radio parts, electrical appliances and household appliances and parts thereof, steel and iron products and by-products thereof, machinery, house furnishings, enamelware, crockery, glassware, metalware, tableware, electrical, surgical and scientific apparatus, stoves, hot plates, heaters, ovens, washing machines, ironing machines and parts for same, gramophones, phonographs, tools (hand and electric) notions, smallwares, novelties, furniture, china, plastics, pottery, hardware, cutlery, under the name of "Excel Distributing Inc.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1945.

L. DESILETS,
12447-o Deputy Attorney General.

"Excel 5c. to \$1.00 Stores Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, avocat et conseil en loi du Roi, Evelyn Agnes Lehman et Helen Hague, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, exportateurs et importateurs et généralement de marchands en gros et en détail de nouveautés, ornements et jouets d'aucune sorte et description, comprenant des nouveautés de publicité, nouveautés d'ameublement, nouveautés utilisées comme effets ménagers, nouveautés, de divertissement et de vêtement, objets religieux et statues, articles de sport et autres articles d'amusement, pipes et accessoires de fumeurs, crayons mécaniques et plumes-réservoirs, bric-à-brac, vases, tentures gravures, objets en cuivre, bronzes et articles et marchandises semblables;

Exercer le commerce de manufacturiers, exportateurs et importateurs et généralement de marchands en gros et en détail de bijouterie et ornements, montres et horloges, ainsi que le

"Excel 5c. to \$1.00 Stores Ltd."

Notice is hereby given that under Part I. of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1945, incorporating: Kenneth Albert Wilson, advocate and King's Counsel, Evelyn Agnes Lehman and Helen Hague, secretaries, spinsters, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, exporters and importers and wholesale and retail dealers generally in novelties, ornaments and toys of every kind and description, including advertising novelties, furniture novelties, novelties used as household effects, amusement and wearing apparel novelties, religious goods and statuary, sporting goods and other articles of amusement, pipes and smokers' accessories, mechanical pencils and fountain-pens, bric-à-brac, vases, hangings, pictures, copper wares, bronzes and like goods and merchandise;

To carry on the business of manufacturers, exporters and importers and wholesale and retail dealers generally in jewellery and ornaments, watches and clocks, as well as the business of

commerce d'orfèvres et argentiers et de manufacturiers et marchands de tous articles en or, argent, cuivre et tout autre métal et de coutellerie, objets en fer et en acier, instruments, articles et appareils électriques, d'optique, excepté les verres ophtalmiques et instruments scientifiques, porcelaine et feronnerie, instruments de musique, meubles et articles en bois, caméras et accessoires photographiques, marchandises en cuir, teintures, savons, parfums, cosmétiques, ivoire, marbre et autres marchandises de même nature;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'articles et de marchandises faits de papier, carton, papier gaufré, carton à boîte, carton épais, carton de paille, et relativement à iceux, colle, pâte, encre, teintures, mordants, peintures et vernis et tous autres articles, appartenances, produits, produits et sous-produits d'iceux;

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce d'articles, objets, effets et marchandises dans lesquels le caoutchouc, guttapercha, un mélange de caoutchouc et d'autres matières et ingrédients, compositions végétales et chimiques, produits chimiques, soie traitée et caoutchouctée, soie huilée, marchandises en soie, articles en coton, cuir et imitation de cuir, cellophane, celluloides, plastiques, toutes sortes de substances fibreuses et articles imperméables et tissus d'aucune sorte et description et toutes substances semblables peuvent être utilisés, et de toutes marchandises ou articles faits d'étoffes imperméables ou quelques substances semblables, comprenant entre autres choses rideaux de bain, imperméables, capes pour shampoo et choses semblables;

Exercer le commerce de manufacturiers, exportateurs et importateurs et généralement de marchands de toutes sortes de vêtements pour hommes et femmes, comprenant toutes sortes de vêtements pour enfants et bébés, et exercer tous ou aucun des commerces de marchands d'habits, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, gantiers et chapeliers, et exercer le commerce de manufacturiers, marchands en gros et en détail de lainages, marchandises en coton, satins, velours, velantaine, dentelles, articles en soie, textiles et tissus textiles d'aucune sorte et description, fourrures et garnitures de robes, galons, cordons et boutons et tous articles dans la fabrication desquels entrent aucun ou tous des précédents;

Exercer le commerce de propriétaires de journaux, libraires, marchands d'instruments de musique, manufacturiers et marchands de bicyclettes, tricycles et pièces et accessoires s'y rapportant, ainsi que des articles de sport de toutes sortes; fournisseurs de rafraîchissements et restaurateurs et marchands d'eau minérale et gazeuse et autres liquides; barbiers et coiffeurs, photographes, imprimeurs, lithographes et graveurs; marchands d'animaux domestiques, entraînés, et de fantaisie; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de pain, gâteaux, tartes, biscuits, épicerie, viande, poisson, fruits, produits laitiers, bonbons, confiserie et tous autres produits semblables, sous le nom de "Excel 5c. to \$1.00 Stores Ltd."

Le capital-actions de la compagnie consistera en cinq cents (500) actions privilégiées non-cumulatives à six pourcent (6%) d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

goldsmiths and silversmiths and manufacturers of and dealers in all articles of gold, silver, copper and any other metal and in cuttlery, iron and steel wares, electrical, optical excluding ophthalmic glasses and scientific instruments, goods and appliances, china and hardware, musical instruments, furniture and articles of wood, cameras and phogographic supplies, leather goods, dyes, soaps, perfumes, cosmetics, ivory, marble and other goods of like nature;

To manufacture, buy, sell and deal in articles and goods made of paper, cardboard corrugated paper, boxboard, millboard and strawboard, and in connection therewith, glues, pastes, inks, dyes, stains, paints and varnishes and any other articles appurtenances, products and by-products thereof;

To manufacture, buy, sell and deal in generally all articles, goods, wares and merchandise in which rubber, gutta percha, a combination of rubber and other materials and ingredients, vegetable and chemical compositions, chemicals, processed and rubberized silk, oil silk, silk goods, cotton goods, leather and imitation leather, cellophane, celluloids, plastics, all kinds of fibrous substances and waterproof goods and fabrics of every kind and description of any similar substances may be used, and any merchandise or articles made out of waterproof cloth or some similar substances, including amongst other things, showercurtains, raincoats, shampoo capes and the like;

To carry on the business of manufacturers, exporters and importers and dealers generally in all kinds of clothing, both men's and women's, including all kinds of children's and babies' wear, and to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, gloves and hatters, and to carry on the business of manufacturers, wholesale and retail dealers in woollens, cotton goods, satins, velvets, velvetene, lace, silk goods, textiles and textile fabrics of every kind and description, furs and dress trimmings, braids, cords and buttons and all articles into the manufacture of which any or all of the foregoing enter;

To carry on the business of newspaper proprietors, book-sellers, dealers in musical instruments, manufacturers of and dealers in bicycles, tricycles and appurtenant parts and supplies, as well as sporting goods of all kinds; refreshment contractors and restaurant keepers and dealers in mineral, aerated water and other liquids; barbers and hairdressers photographers, printers, lithographers and engravers; dealers in domestic, trained and fancy animals; to manufacture, buy, sell and deal in bread, cakes, pies, biscuits, crackers, groceries, meat, fish, fruit, dairy products, candies, confectionery and all other like products, under the name of "Excel 5c. to \$1.00 Stores Ltd."

The capital stock of the Company shall consist of Five hundred (500) Six per cent (6%) Non-Cumulative Preferred shares of the par value of One hundred dollars (\$100.00) each, and Four hundred and Ninety (490) Common shares having the par value of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

12448

"E. et A. Crelinsten Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Abe Crelinsten, marchand, Moses Abraham Fels et Sol Sidney Fels, avocats, tous de la cité de Montréal, et Benjamin A. Schwartz, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce général de gérants, agents et producteurs de représentations musicales et artistiques, spectacles et divertissements en général, de toute nature et sorte et dans toutes leurs spécialités;

Exercer le commerce général de marchands de musique, et de marchands d'aucune et toutes choses et objets procurant et connexes à la production de musique dans toutes ses spécialités, sous le nom de "E. & A. Crelinsten Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 190 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 10 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5177 Boulevard Décarie, cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

12449

"Four Star Fashions Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Louis Golfman, gérant de ventes, Jack Starr, manufacturier, tous deux de la cité de Montréal, et Alexander Salomon, manufacturier, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce, en gros et en détail, de manufacturiers de robes, manteaux, costumes pour dames, vêtements, vêtements de sport pour dames, habits et vêtements de toutes sortes pour hommes et enfants, et marchands de lainages et soieries, toutes sortes de marchandises à la pièce, et autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter, et agir comme agents manufacturiers ou commissionnaires d'articles, objets, effets, marchandises et matières manufacturés ci-dessus mentionnés;

Acheter, vendre, manufacturer, négocier et faire le commerce de robes, manteaux, costumes pour dames, vêtements, vêtements de sport pour dames et tous articles représentés dans l'utilisation ou se rapportant ou qui peuvent ou peuvent être utilisés relativement aux actes ou commerce y référés ci-dessus ou aucun d'eux, sous le nom de "Four Star Fashions Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de vingt mille dollars, divisé en deux cents actions de cent dollars chacune, comprenant cent

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

12448-o

"E. et A. Crelinsten Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1945, incorporating: Abe Crelinsten, marchand, Mosses Abraham Fels and Sol Sidney Fels, advocates, all of the city of Montreal, and Benjamin A. Schwartz, notary, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the general business of managers, agents and producers, of musical and artistic productions, performances and entertainments in general, of all nature and kind, and in all branches;

To carry on the general business of music dealers, and dealers in any and all things and objects producing and allied to the production of music in all its branches, under the name of "E. & A. Crelinsten Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 190 preferred shares of the par value of \$100.00 each and 10 common shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 5177 Decarie Boulevard, city of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

12449-o

"Four Star Fashions Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1945, incorporating: Louis Golfman, sales manager, Jack Starr, manufacturer, both of the city of Montreal, and Alexander Salomon, manufacturer, of the city of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business, wholesale and retail, of manufacturers of ladies' dresses, cloaks, suits, ladies' wear, sportswear, men's and children's clothing and wearing apparel of all kinds, and dealers in woollens and silks, all kinds of piece goods, and other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purpose of the company, with the right to manufacture, import and export, and to act as manufacturer's agents or commissioners of manufactured articles, goods, wares, merchandise and material, hereinabove mentioned;

To buy, sell, manufacture, trade and deal in ladies' dresses, cloaks, suits, ladies' wear, sportswear and all articles represented in the use or connected with or which can or may be used in connection with the acts or business hereinabove referred to or any of them under the name of "Four Star Fashions Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be Twenty thousand dollars, divided into Two hundred shares of One hundred dollars

actions ordinaires de cent dollars chacune et en cent actions privilégiées de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12450 L. DESILETS.

"Gero Limitée — Gero Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Charles Perrault, entrepreneur, Antoine Gervais, manufacturier, tous deux de la cité de Montréal, et Paul Perrault, marchand, de la cité de Longueuil, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir comme un seul tout (as a going concern) le commerce actuellement exploité par M. Charles Perrault sous le nom de Gero Enrg.

Exploiter le commerce, tant en gros qu'en détail, de tous produits en métal, fini ou non, qui entre dans la construction, y compris, mais sans limitation de la généralité de ce qui précède, la production, manufacture, achat, acquisition, vente, aliénation, importation et exportation et distribution de tous tels produits et plus particulièrement de lattes métalliques, coins en lattes métalliques (cornerite), fer en U (channel), séparateurs en métal (coupe joint) pour les angles intérieurs, coins en métal pour les arrêts extérieurs, coins en métal pour les arrêts extérieurs (corner beads), couverts de radiateurs.

Manufacturer, acheter et vendre de la quincaillerie et tout ce qui s'y rattache.

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux;

Manufacturer, acquérir, acheter, vendre, échanger, sous le nom de "Gero Limitée — Gero Limited", avec un capital total de \$99,000.00, divisé en 990 actions d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12451-o L. DESILETS.

"Glenmoor Sportswear Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Harry Blanshay, Joel Marcovitz, tous deux avocats, de la cité de Montréal, et Gertrude Rinzler, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter acheter, vendre et faire le commerce de pantalons de sport, gilets, chemises, maillots de bain, robes de sport et culottes courtes pour dames et messieurs.

Exercer le commerce comme importateurs, exportateurs, manufacturiers, en gros et en détail, de laine, coton, filé, rayon, soie toile et tous autres articles et tissus textiles, sous le nom de "Glenmoor Sportswear Limited", avec un capital total

each, comprising One hundred common shares at One hundred dollars each and One hundred preferred shares at One hundred dollars each;

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1945.

L. DESILETS,
12450-o Deputy Attorney General.

"Gero Limitée — Gero Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1945, incorporating: Charles Perrault, contractor, Antoine Gervais, manufacturer, both of the city of Montreal, and Paul Perrault, merchant, of the city of Longueuil, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire as a going concern the business actually carried on by Mr. Charles Perrault under the name of "Gero Enrg."

To deal, both wholesale and retail, in metal products, whether finished or not, which enter into construction, including, but without limiting the generality of the preceding, the production, manufacture, purchase acquisition, sale, alienation, importation and exportation and distribution of all such products and more particularly metal laths, metal lath wedges (cornerite), U-iron (channel), metal separators for interior angles (coupe-joint), metal wedges for outside stops (corner beads), radiator covers.

To manufacture, buy and sell hardware and everything connected therewith.

To carry on the business of general contractors;

To manufacture, acquire, buy, sell, exchange, under the name of "Gero Limitée — Gero Limited", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1945.

L. DESILETS,
12451 Deputy Attorney General.

"Glenmoor Sportswear Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1945, incorporating: Harry Blanshay, Joel Marcovitz, both advocates, of the city of Montreal, and Gertrude Rinzler, stenographer, spinster of the full age of majority, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in ladies' and men's slacks, jackets, shirts, swimming suits, sport dresses and shorts;

To carry on business as importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail of wool, cotton, worsted, rayon, silk, linen and all other textile goods and fabrics, under the name of "Glenmoor Sportswear Limited", with a total

de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12452

L. DESILETS.

"H. & S. Bélanger Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Henri-S. Bélanger, Silvère-P.-E. Bélanger, marchands, de Beauport, et François Bélanger, comptable, de Ste-Foy, tous du district, de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce, en gros et détail, de grains, foin et provisions de ferme de toutes sortes, pour semences et nourriture;

Spécialement manufacturer et mettre sur le marché les produits et sous-produits du grain, les "moles balancées", les "rations" pour animaux de la ferme et engrais de toutes sortes, sous le nom de "H. & S. Bélanger Inc." avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le douzième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12453-0

L. DESILETS.

"J. E. Hébert, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de décembre 1945, constituant en corporation: J.-Ernest Hébert, commerçant, J.-Adéard Dumont, commerçant et courtier en assurances, et Alphonse Champagne, comptable, tous de Victoriaville, district d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce, acheter et vendre, soit pour elle-même ou comme agent, du bois de construction de tous genres, de toutes espèces et de toutes natures, et aussi, du bois de chauffage, en gros ou en détail;

Exploiter des limites ou coupes de bois de toute nature;

Exploiter un ou des moulins à scier et à préparer le bois de commerce de tous genres;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, tant comme grossiste que détaillant, des matériaux de construction de tous genres et de toutes natures;

Acheter les propriétés mobilières et immobilières, les droits mobiliers et immobiliers, les machines, machineries, outillages, gréments, bois de construction et de chauffage, stocks, marchandises, matériaux, effets, en un mot tous les actifs, quels qu'ils soient, y compris les coupes de bois, en totalité ou en partie, qui composent le fonds de commerce de bois et matériaux de construction appartenant présentement à J.-Ernest Hébert et J.-Adéard Dumont de Victoriaville, ces derniers faisant affaires en société en noms collectifs sous le nom et raison sociale de "J.-E. Hébert, Enrg.", sous le nom de "J.-E. Hébert, Ltée", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1945.

L. DESILETS,

12452-0

Deputy Attorney General.

"H. & S. Bélanger Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1945, incorporating: Henri-S. Bélanger, Silvère-P.-E. Bélanger, merchants, of Beauport, and François Bélanger, accountant of St-Foy, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in grain, hay and farm provisions of every kind, for seed and for food;

Especially, to manufacture and place upon the market, grain products and by-products, "balanced rations", "rations" for cattle feed, and all sorts of fertilizers, under the name of "H. & S. Bélanger Inc.", with a total capital stock of \$49,000, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1945.

L. DESILETS,

12453

Deputy Attorney General.

"J. E. Hébert, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1945, incorporating: J.-Ernest Hébert, trader, J.-Adéard Dumont, trader and insurance broker, and Alphonse Champagne, accountant, all of Victoriaville, district of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in, purchase and sell, whether for itself or as agent, lumber of every kind, sort and nature, and also firewood, whether wholesale or retail;

To operate timber limits and timber cuts of every kind;

To operate any saw-mill or saw-mills and mills to dress lumber of every kind;

To purchase, acquire, own and sell, both as wholesaler and retailer, building materials of every kind and sort;

To purchase movable and immovable property, movable and immovable rights, machines, machinery, equipment, rigging, lumber, firewood, stocks, merchandise, materials, wares, in a word, any assets whatsoever, including the timber cuts, in whole or in part, which form the stock-in-trade and the buildings materials actually belonging to J.-Ernest Hébert and J.-Adéard Dumont, of Victoriaville, the two latter carrying on business in partnership under a collective name, under the firm name and style of "J. E. Hébert, Enrg.", under the name of "J. E. Hébert, Ltée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 499 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12454-o L. DESILETS.

The head office of the company will be at Victoriaville, in the district of Arthabaska, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1945.

L. DESILETS,
12454 Deputy Attorney General.

**"J. H. Nadeau Limitée
J. H. Nadeau Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Émérentien Lacroix, de ville Mont-Royal, Emile Pelletier, de Lachine, tous deux avocats, et Marcelle Langlois, sténographe, célibataire majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturier, de vendeur, agent ou représentant, au gros ou au détail de tout objet de bijouterie quelconque, joaillerie, verrerie, poterie, cuir, objets de piété ou religieux, sous le nom de "J. H. Nadeau Limitée — J. H. Nadeau Limited", avec un capital total de \$99,999.00, divisé en 99,999 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-septième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12455-o L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1945, incorporating: Émérentien Lacroix, of the town of Mount-Royal, Emile Pelletier, of Lachine, both advocates, and Marcelle Langlois, stenographer, spinster of the city of Montréal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer, salesman, agent or representative, whether wholesale or retail, of any piece of jewelry whatsoever, any jewelry, glassware, pottery, leather, pious or religious objects, under the name of "J. H. Nadeau Limitée — J. H. Nadeau Limited", with a total capital stock of \$99,999, divided into 99,999 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be in the city of Montréal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of December, 1945.

L. DESILETS,
12455 Deputy Attorney General.

"Kape Bros. Inc."

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six décembre 1945, constituant en corporation Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Theodore Herzl Shapiro, avocat, et Fanny Roman, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme marchands de gros, trafiquants, commerçants, importateurs et exportateurs et manufacturiers de marchandises sèches, lingerie, vêtements, habits, vêtements de sport, articles caoutchoutés, sous-vêtements, chapeaux, chaussures, fournitures de tailleur et tissus de toute espèce, rideaux, couvertures, draps, tués d'oreillers, couvre-lits, dentelles, menus objets, fourrures, cuir en poil, peaux et tapis;

Faire tout autre commerce connexe ou se rapportant au commerce de manufacturiers de vêtements de toute espèce pour hommes, femmes et enfants, soit comme manufacturiers, trafiquants ou autrement, et que la compagnie jugera convenable ou susceptible d'être exercé, sous le nom de "Kape Bros. Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions privilégiées de la valeur au pair de \$100 chacune, et 100 actions ordinaires de la valeur au pair de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12456 L. DESILETS.

"Kape Bros. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1945, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Theodore Herzl Shapiro, advocate, and Fanny Roman, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as wholesale merchants, jobbers, dealers in, and importers and exporters and manufacturers of dry goods, wearing apparel, clothing, garments, sportswear, rubber goods, underwear, millinery, shoes, tailor's trimmings and textile fabrics of all kinds, curtains, blankets, sheets, pillow slips, bedspreads, laces, notions, furs, leather skins, hides and rugs;

To carry on any other business allied to or connected with the business of manufacturing women's, men's and children's wearing apparel of all descriptions, whether as manufacturers, jobbers or otherwise, and which may seem to the Company convenient or capable of being carried on, under the name of "Kape Bros. Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 100 preferred shares of the par value of \$100.00 each and 100 common shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1945.

L. DESILETS,
12456-o Deputy Attorney General.

"La Bohême Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Adrienne Corbeil, secrétaire, Juliette Mailloux et Dame veuve Eva Cummings, toutes deux sténographes, toutes trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, acheter, louer, posséder, aménager, exploiter des hôtels, restaurants, cafés, salles de rafraîchissements, salles de danses, aussi vendre louer, approvisionner, échanger ou autrement disposer d'iceux et généralement exercer sous toutes ses formes, l'industrie hôtelière et le commerce de restaurant et de pourvoyeurs de banquets, réceptions et consistant à construire, acheter, louer, posséder, aménager, exploiter des hôtel, restaurants, cafés, salles de rafraîchissements et salles de danse, sous le nom de "La Bohême Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$99,900.00, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et 599 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorzième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12457-0 L. DESILETS.

"La Bohême Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1945, incorporating: Adrienne Corbeil, secretary, Juliette Mailloux and Dame Widow Eva Cummings, both stenographers, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, buy, lease, own, equip, operate hotels, restaurants, cafés, refreshment rooms, dance halls, and to sell, lease, supply, exchange or otherwise dispose of the same and in general to carry on in all its lines the hotel and restaurant business and that of caterers for banquets, receptions and consisting in building, buying, leasing, owning, furnishing, operating hotels, restaurants, cafés, refreshment rooms and dance halls, under the name of "La Bohême Inc."

The amount of the capital stock of the company will be \$99,900, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each and 599 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12457 Deputy Attorney General.

"Laterrière Catering Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept janvier 1946, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, de la cité de St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, avocat stagiaire, de la cité de Montréal et William Creag, avocat stagiaire de la ville de Mont-Royal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir et aménager, préparer, maintenir, posséder, exploiter, gérer et conduire des restaurants, cafés, maisons de pension, salles de thé et confiserie, tabagies et salles de rafraîchissements, et buanderies, moulins, usines, entrepôts et ateliers, et en général faire le commerce de tenanciers de restaurants, boulangers et confiseurs;

Acheter, vendre, importer, exporter, cultiver, préparer ou manufacturer et faire le commerce de denrées alimentaires, pain, gâteaux, pâtisserie, crème glacée, tabac, cigares et cigarettes, sous le nom de "Laterrière Catering Limited", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions de la valeur au pair de \$100 chacune.

Et il est de plus ordonné et déclaré que les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement de la majorité des directeurs prouvée par une résolution passée par eux et inscrite dans les livres de la compagnie.

Le nombre de ses actionnaires ne sera pas supérieur à vingt.

Tout appel au public pour souscrire aux actions ou débentures de la compagnie est interdit.

Le siège social de la compagnie sera à Laterrière, district de Chicoutimi, Province de Québec.

"Laterrière Catering Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventh day of January, 1946, incorporating: Herbert William Jackson, manager, of the city of St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, of the city of Montreal, and William Patrick Creagh, law clerk, in the Town of Mount Royal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, purchase, lease or otherwise acquire and to equip, work, maintain, own, operate, manage and conduct restaurants, cafes, eating houses, tea rooms and confectionery, refreshment and tobacco stores and laundries, mills, factories, warehouses and shops, and generally to carry on the business of restaurant keepers, bakers and confectioners;

To buy, sell, import, export, grow, prepare or manufacture and deal in food stuffs, bread stuffs, cakes, biscuits, confectionery, ice cream, tobacco, cigars and cigarettes, under the name of "Laterrière Catering Limited", with a total capital of \$5,000.00, divided into 50 shares of the par value of \$100.00 each.

And it is further ordained and declared that the shares of the Company shall not be transferred without the consent of a majority of the directors evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company.

The number of its shareholders shall not exceed twenty.

Any invitation to the public to subscribed for any shares or debentures of the company is prohibited.

The head office of the Company will be at Laterrière, in the district of Chicoutimi, province of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept
janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,

1245

L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General,
this seventh day of January, 1946.

L. DÉSILETS,

12458-0

Deputy Attorney General.

"Leather Sport Garment Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Jacob M. Rosenfeld et Irwin A. Frankel, avocats, de la cité de Montréal, et Mademoiselle Sadie Gersovitz, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, négociants, importateurs, exportateurs, détaillants, grossistes, marchands et distributeurs de vêtements et habits de toute description pour hommes et garçons, dames et filles, vêtements de sport, habits de ski, habits de travail, pantalons, culottes et coupe-vent, sous le nom de "Leather Sport Garment Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12459

L. DÉSILETS.

"Leather Sport Garment Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1945, incorporating: Jacob M. Rosenfeld and Irwin A. Frankel, advocates, of the city of Montreal, and Miss Sadie Gersovitz, stenographer, spinster of the full age of majority, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and trade of manufacturers, jobbers, importers, exporters, retailers, wholesalers, dealers and distributors of men's and boys', ladies' and girls' clothing and garments of every description, sportswear, ski clothing, working clothing, pants, breeches and windbreakers, under the name of "Leather Sport Garment Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,

12459-0

Deputy Attorney General.

"Maxine Trading Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat, Mademoiselle Ann Kropp, secrétaire, fille majeure, et Abe Bordo, courtier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer et généralement faire le commerce de réfrigérateurs, brûleurs à l'huile, radios et pièces de radios, briquets, meubles et autres produits connexes, sous le nom de "Maxine Trading Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que:

Aucun transfert ou aliénation d'actions des titres de la compagnie, soit par vente, hypothèque, testament, succession ou autrement, ne sera valide sans le consentement du bureau de direction;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20), ne comprenant pas les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et les personnes qui ayant été auparavant à l'emploi de la compagnie étaient, pendant le temps de cet emploi et ont continué de l'être après le terme de cet emploi, actionnaires de la compagnie; deux ou plusieurs personnes détenant une ou plusieurs actions conjointement seront considérées comme un simple actionnaire;

Tout appel au public pour souscrire à toutes actions ou débentures de la compagnie sera prohibé.

"Maxine Trading Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1945, incorporating: Murray Lapin, advocate, Miss Ann Kropp, secretary, spinster of the full age of majority, and Abe Bordo, broker, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and generally deal in refrigerators, oil burners, radios and radio parts, cigarette lighters, furniture and other allied products, under the name of "Maxine Trading Corporation", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 common shares of the par value of \$50.00 each and 200 preferred shares of the par value of \$25.00 each.

And it is hereby ordained and declared that:

No transfer or alienation of shares of stock in the Company whether by sale, hypothecation, devise, succession or otherwise, shall be valide without the consent of the Board of Directors;

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty (20) not including persons who are in the employment of the Company and persons who, having been formerly in the employment of the Company, were, while in that employment and have continued after the termination of that employment to be shareholders of the Company; two or more persons holding one or more shares jointly being counted as a single shareholder;

An invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company shall be prohibited.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, à 6238 avenue Coolbrooke.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

12360

"Northland Dairy Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Eugène Cyr, comptable, Thomas Stewart, chauffeur, et Simon Wilson, cultivateur, tous de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, distribuer, préparer et transformer le lait, crème, beurre, fromage, les produits et sous-produits d'iceux, manufacturer, vendre, distribuer le lait évaporé et en poudre, la crème glacée, produits alimentaires, les substances, breuvages contenant du lait ou ses sous-produits, sous le nom de "Northland Dairy Incorporated", avec un capital total de \$49,000, divisé en 4900 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district de Terrebonne, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

12461

"Palco Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre décembre 1945, constituant en corporation: Max Crestohl, Samuel Greenblatt, avocats, et Sema Schwartz, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme mandant, agent, facteur d'affaires ou marchand à commission ou absolument comme propriétaire ou par voie de gage, garantie subsidiaire ou autrement, et importer, exporter, vendre, louer, échanger, transférer, céder, ou autrement disposer ou faire le commerce de lainages, soieries, rayonne, cotonnades, produits de la chenille et autres textiles, soit à l'état brut ou ouvré, à la verge, ou marchandises à la verge, ou à l'état fabriqué comme vêtements, ou dans toute autre forme, sous le nom de "Palco Incorporated", avec un capital total de \$10,000 divisé en 100 actions ordinaires de la valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatre décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

12462

"P. Beauchemin Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Jacques Beauchemin, étu-

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal, at 6238 Coolbrooke ave.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General

12460-o

"Northland Dairy Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date thirtieth day of November, 1945, incorporating: Eugène Cyr, accountant, Thomas Stewart, chauffeur, and Simon Wilson, farmer, all of the Town of Lachute, county of Argenteuil, district of Terrebonne, province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, distribute, prepare and transform milk, cream, butter, cheese, the products and by-products thereof, to manufacture, sell, distribute condensed and powdered milk, ice-cream, foodstuffs, substances, drinks containing milk or its by-products, under the name of "Northland Dairy Incorporated", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 4900 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Lachute, district of Terrebonne, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

12461-o

"Palco Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1945, incorporating: Max Crestohl, Samuel Greenblatt, advocates, and Sema Schwartz, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and hold, whether as principal, agent, factor or commission merchant or absolutely as owner or by way of pledge, collateral security or otherwise, and to import, export, sell, lease, exchange, transfer, assign, or otherwise dispose of or deal in woollens, silks, rayon, cottons, chenille products and other textiles, whether in the raw or finished state, by the yard, or piece goods, or in the manufactured state as wearing apparel, or in any other form, under the name of "Palco Incorporated", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 common shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

12462-o

"P. Beauchemin Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1945, incorporating: Jacques Beauchemin, student, of Westmount, P. Ernest

diant, de Westmount, P.-Ernest Beauchemin, avocat, et Jos. Beauchemin, industriel, tous deux de la cité de Montréal, et tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les opérations d'une compagnie de placements et faire des placements dans des titres, obligations, débetures, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, autorité souveraine ou suprême, municipale, locale ou autrement, bons, débetures, parts, certificats, obligations, actions ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation quelconque, publique ou privée, ou dans aucune entreprise que pourra assumer la compagnie ou que d'autres assumeront, de même que sur toute propriété mobilière ou immobilière quelconque, placer de l'argent à intérêt, avec ou sans garantie, aussi changer ces placements, les modifier ou réaliser et replacer de la manière précitée l'argent dont la compagnie disposera en aucun temps, sous le nom de "P. Beauchemin Corporation", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 49,000 actions de \$1.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12463-o

L. DÉSILETS.

"Produce Packaging Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Joseph Shapiro, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, de la cité de Westmount, tous deux avocats et conseils en loi du Roi, et Theodore J. Shapiro, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Préparer, emballer, travailler et traiter toutes sortes d'aliments, fruits, légumes et préparations alimentaires;

Imaginer, découvrir, acheter et négocier des méthodes, formules et procédés pour la préparation et le traitement de fruits, légumes et aliments;

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de marchands de fruits et de légumes en gros et en détail, courtiers, encanteurs, importateurs, exportateurs, distributeurs, agents à commission et négociants en général de toutes catégories de denrées alimentaires, sous le nom de "Produce Packaging Co.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

12464

L. DÉSILETS.

"Renaissance Export Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Marcel-G. Robitaille, William E. Bronstetter, avocats, et Alice Globensky, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Beauchemin, advocate, and Jos. Beauchemin, manufacturer, both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and to make investments in stock, bonds, debentures, shares, certificates or securities of any government, state, dominion, province, authority whether sovereign, supreme, municipal, local or otherwise, bonds, debentures, shares, certificates, obligations, stock or securities of any company or corporation whatsoever, public or private, or in any undertaking which the company may acquire or which others may acquire, likewise in any movable or immovable property whatsoever, to invest money at interest, with or without security, and to change its investments, alter or realize thereon and replace in the foregoing manner any money which the company may have at its disposal at any time, under the name of "P. Beauchemin Corporation", with a total capital stock of \$49,000, divided into 49,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

12463

Deputy Attorney General.

"Produce Packaging Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1945, incorporating: Joseph Shapiro, of the city of Montreal, Benjamin Robinson, of the city of Westmount, both Advocates and King's Counsels, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To prepare, package, process and treat all kinds of foods, fruits, vegetables and food preparations,

To devise, plan, purchase and deal in methods, formulae and processes for the preparation and treatment of fruits, vegetables and foods;

To carry on in all its branches the business of wholesale and retail fruit and vegetable merchants, brokers, auctioneers, importers, exporters, distributors, commission agents and general traders in all classes of food stuffs, under the name of "Produce Packaging Co.", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December 1945.

L. DÉSILETS,

12464-o

Deputy Attorney General.

"Renaissance Export Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1945, incorporating: Marcel G. Robitaille, William E. Bronstetter, advocates, and Alice Globensky, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

D'exercer dans toute leur sphère d'action respective l'une quelconque des entreprises suivantes: l'entreprise de manufacturier, agent manufacturier, marchand d'exportation et d'importation de marchandises, articles d'approvisionnement et effets, de métal, de bois, de plastiques ou produits synthétiques et sans limiter la généralité de ce qui précède, agir comme agent, courtier, facteur, détaillant, grossiste de matériaux de construction, de produits alimentaires, de vêtements et marchandises sèches, d'articles de quincaillerie, de jouets, films, pellicules cinématographiques, machinerie et outillage industriel, sous le nom de "Renaissance Export Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12465-o L. DÉSILETS.

"Roméo Dorval Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Guy Bousquet, avocat, Juliette Lachance, Hélène Talbot, secrétaires, célibataires, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturier et ou faire le commerce comme manufacturier et comme marchand en gros et en détail, importer et exporter en gros et en détail, des chaussures, souliers, claques, mitaines, gants, bas, malles, valises et tous les produits de caoutchouc ou de cuir et to is les objets se rapportant et connexes à ce commerce ainsi que la production, l'achat, la vente et autres transactions se rapportant à tous objets, marchandises de toutes sortes, de toute nature et pouvant avantageusement être manufacturés, produits, achetés, vendus ou faire l'objet du commerce de la Compagnie, sous le nom de "Roméo Dorval Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12466-o L. DÉSILETS.

"Symak Sales Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard Seymour Mergler, Joseph Malen, Bernard Diamond, tous avocats, et Sydney Goodman, vendeur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre et autrement acquérir, négocier et faire le commerce, soit comme mandants ou agents et à commission ou autrement et manufacturer des rideaux, marchandises sèches, nouveautés, garnitures de maison, tentures, vêtements, chaussures, ornements et accessoires de maison, sous le nom de "Symak Sales Company Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

To carry on in each of their respective spheres of action any one of the following undertakings: that of manufacturer, manufacturer's agent, importer and exporter of merchandise, articles, supplies and effects, in metal, wood, plastic or synthetic products and without limiting the generality of the foregoing, to act as agent, broker, factor, retailer, wholesaler in building requisites, food products, wearing apparel and dry-goods, hardware, toys, films moving picture films, industrial machinery and equipment, under the name of "Renaissance Export Inc."

The capital stock of the company is divided into 50 common shares of a value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12465 Deputy Attorney General.

"Roméo Dorval Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1945, incorporating: Guy Bousquet, advocate, Juliette Lachance, Hélène Talbot, secretaries, spinsters, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture or carry on business as manufacturer and as wholesale and retail merchant, to import and export, wholesale and retail, footwear, shoes, rubbers, mittens, gloves, stockings, trunks, satchels and any rubber or leather products and any objects connected with or incidental to this business, and also the production, purchase, sale and other transactions in connection with any of the said objects, merchandise of every kind and sort, and capable of being advantageously manufactured, produced, bought, sold or of being the object of the company's business, under the name of "Roméo Dorval Limitée" with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12466 Deputy Attorney General.

"Symak Sales Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1945, incorporating: Louis Orenstein, Bernard Seymour Mergler, Joseph Malen, Bernard Diamond, all advocates, and Sydney Goodman, salesman, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, buy, sell and otherwise acquire, deal in and deal with, either as principals or agents and upon commission or otherwise and to manufacture curtains, dry goods, novelties, home furnishings, drapes, clothing, footwear, ornaments and home appliances, under the name of "Symak Sales Company Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12467 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12467-o Deputy Attorney General.

"S. & V. Manufacturing Company Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Jack Stein, manufacturier, Beatrice Silverstein Stein, marchande publique, épouse séparée de biens de Jack Stein et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Ben Grosser, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, vendre, acheter, importer et exporter des habits et vêtements et sous-vêtements d'aucune sorte et description pour dames et messieurs, et enfants et bébés, fournitures de toute sorte pour dames et messieurs et enfants et bébés, vêtements de sport, articles de sport et habits de sport d'aucune sorte pour dames, messieurs et enfants et bébés, ainsi que les marchandises sèches, produits textiles et toutes étoffes, et toutes choses incidentes et s'y rapportant, sous le nom de "S. & V. Manufacturing Company Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7343 rue St-André, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12468 L. DÉSILETS.

"S. & V. Manufacturing Company Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1945, incorporating: Jack Stein, manufacturer, Beatrice Silverstein Stein, marchande publique, wife separate as to property of Jack Stein, and duly authorized by him for these presents, and Ben Grosser, manufacturer, all of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, sell, buy, import and export ladies' and gentlemen's and infants' and children's clothing and garments and underwear of every kind and description, ladies' and gentlemen's and infants' and children's furnishings of every kind, ladies' and gentlemen's and infants' and children's sportswear, sporting goods and sporting apparel of every kind, as well as dry goods, textiles and all cloths, and in all things incidental and appertaining thereto, under the name of "S. & V. Manufacturing Company Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 7343 St-André St., Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12468-o Deputy Attorney General.

"The Canada Manufacturing Co., Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept décembre 1945, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, Clifford George Meek et Ernest William Mockridge, teneurs de livres, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Conduire, gérer ou entreprendre, soit comme comme mandants ou comme agents, et dans toutes ou l'une quelconque de leurs spécialités respectives et de toute façon, les commerces, métiers et affaires de manufacturiers, producteurs, importateurs, exportateurs, distributeurs, marchands, courtiers, agents à commission, agents de commerce et marchands de toutes sortes de boîtes, caisses, cartons, contenants, sacs, papiers d'emballage, toiles d'emballage, meubles, fournitures, cabinets, valises, étiquettes, accessoires d'étalage, nouveautés, jouets, jeux, spécialités, tours et en général tous articles, produits, objets, commodités effets ou marchandises manufacturés en tout ou en partie en bois, carton, papier, bois contre-plaqué, plastique ou des produits et sous-produits d'iceux, sous le nom de "The Canada Manufacturing Co., Ltd."

Le capital-actions de la compagnie consistera en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital total avec lequel la compagnie exercera son commerce sera de \$5,000.

Et il est de plus ordonné et déclaré que:

"The Canada Manufacturing Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1945, incorporating: Herbert William Jackson, manager, Clifford George Meek and Ernest William Mockridge, bookkeepers, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in, whether as principals or as agents, and in any and all of their respective branches and in any way or manner whatsoever, the businesses, trades and activities of manufacturers, producers, importers, exporters, distributors, merchants, brokers, commission and commercial agents and dealers of, in and with all kinds of boxes, cases, cartons, containers, bags, packages, wrappers, furniture, furnishings, cabinets, valises, labels, display fixtures, novelties, toys, games, specialties, turnings and generally all articles, products, goods, commodities, wares or merchandise manufactured in whole or in part from wood, cardboard, paper, plywood, plastics or, the products and by-products thereof, under the name of "The Canada Manufacturing Co., Ltd."

The capital stock of the company shall consist of 1,000 shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will carry on business will be \$5,000.00.

And it is further ordained and declared that:

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs prouvé par une résolution passée par eux et inscrite dans les livres de la compagnie;

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exception des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, et des personnes qui ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, furent, alors qu'elles étaient à tel emploi, et ont continué, après la terminaison de tel emploi, d'être des actionnaires de la compagnie, n'excédera pas vingt.

Tout appel au public pour souscrire à toutes actions ou déventures de la compagnie est interdit.

Le siège social de la compagnie sera dans la municipalité de la paroisse de L'Épiphanie, district de Joliette, Province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12469 L. DESILETS.

The shares of the Company shall not be transferred without the consent of the Directors evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the Company;

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company and of persons who having been formerly in the employment of the Company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the company shall not exceed twenty;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited.

The head office of the Company will be in the Municipality of the Parish of L'Épiphanie, in the district of Joliette, Province of Quebec

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1945.

L. DESILETS,
12469-o Deputy Attorney General.

"The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt décembre 1945, constituant en corporation: William Fraser Macklaier, avocat et conseil en loi du Roi, James Penrose Anglin, avocat, et Richard Dale Weldon, étudiant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir et posséder, aménager, exploiter et tenir des hôtels, restaurants, cafés et salles de rafraîchissements et vendre, louer, approvisionner, échanger, ou autrement en disposer et en général faire dans toutes ses spécialités le commerce qui consiste à bâtir, posséder, tenir et exploiter des hôtels, restaurants, cafés, tavernes, magasins et loges de rafraîchissements, maisons de pension, et relativement à iceux, épiciers licenciés, marchands de vin, bière et de tabac, importateurs et fabricants d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres liqueurs douces, fournisseurs, pourvoyeurs, propriétaires de salons de beauté, service de valet, propriétaires d'automobiles, voitures, fiacres et carrosses, tenanciers d'écuries de louage et de garages, agents d'immeubles et courtiers, charretiers et entreposeurs, sous le nom de "The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd."

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que:

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs prouvé par une résolution passée par eux et inscrite dans les livres de la compagnie;

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, ne sera pas supérieur à vingt;

Il est interdit au public de souscrire pour toutes actions ou débentures de la compagnie.

Le capital-actions autorisé de la compagnie sera divisé en cent (100) actions sans valeur nominale ou au pair, qui seront émises et réparties pour la considération que le conseil d'administration déterminera, et le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce ne sera pas moins de cinq cents dollars (\$500).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

"The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1945, incorporating: William Fraser Macklaier, advocate and King's Counsel, James Penrose Anglin, advocate, and Richard Dale Weldon, student, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, build, purchase, lease or otherwise acquire and own, equip, operate and maintain, hotels, restaurants, cafes, and refreshment rooms and to sell, lease, supply, exchange, or otherwise dispose of the same and generally to carry on in all its branches the business of building, owning, maintaining and operating hotels, restaurants, cafes, taverns, refreshment stores and saloons and lodging houses and in connection therewith to carry on the business of licensed victualliers, wine, beer and tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other soft drinks purveyors, caterers, owners of beauty parlors and valet shops, automobile, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers and garage operators, real estate agents and brokers, carriers and warehousemen, under the name of "The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd."

And it is hereby ordained and declared that:

The shares of the Company shall not be transferred without the consent of the Directors, evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the Company;

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company, shall not exceed twenty;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited.

The authorized capital stock of the Company to be divided into One hundred (100) shares without nominal or par value, which may be issued and allotted for such consideration as may be fixed by the Board of Directors, and the amount of capital with which the company will carry on business will be not less than Five Hundred dollars (\$500.00).

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12470 L. DESILETS.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of December, 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

"The Walking Doll Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Irving Isaac Selig, marchand, Albert Boudreau, comptable, et David Davis, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer principalement l'industrie et le commerce de manufacturiers, exportateurs, importateurs, grossistes, détaillants, négociants et autrement, dans toutes les différentes spécialités, de toutes sortes de jouets, nouveautés, articles de sport, nécessaires de toilette, articles pour la barbe, produits en plastique, produits en plâtre, produits en caoutchouc, produits en bois, produits en cuir, produits en métal, produits de bijouterie, ustensiles ménager, et d'aucune et toutes spécialités de toutes sortes, comprenant les poupées, ornements, bric-à-brac, dispositifs et généralement de tous jouets, nouveautés, comprenant des dispositifs mécaniques, sous le nom de "The Walking Doll Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12471 L. DESILETS.

"The Walking Doll Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1945, incorporating: Irving Isaac Selig, merchant, Albert Boudreau, accountant, and David Davis, manufacturer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on principally the trade and business of manufacturers, exporters, importers, wholesalers, retailers, jobbers and or otherwise, in all various branches, in all kinds of toys, novelties, sporting goods, toilet supplies, shaving utensils, plastic products, plaster products, rubber products, wooden products, leather products, metal products, jewellery products, household utensils, and in any and all specialties of all kinds, including dolls, ornaments, brick-a-brack devices and generally in all toys, novelties, including mechanical devices, under the name of "The Walking Doll Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

"Walley Lumber Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de décembre 1945, constituant en corporation: Donald Coral Ross et William Ross, marchands de bois, et Aurélien Noël, tous de la cité de Sherbrooke, district de St-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce d'un manufacturier et marchand de bilots, bois de charpente, bois de construction, dormants de chemin de fer, pulpe, bois de pulpe, papier et autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe et d'aucun et tous produits chimiques, ingrédients, produits et composés d'iceux, et de tous autres articles et matériaux dans lesquels le bois, la pulpe, le bois de pulpe ou le papier entrent ou dont ils forment une partie:

Construire, ériger, établir, louer, acquérir, entretenir et exploiter des scieries, moulins à préparer, moulins de pulpe, moulins à papier et manufactures; entreprendre le commerce qui consiste à manufacturer pour le marché du bois de construction, du bois de charpente de toutes sortes et descriptions et de tous leurs produits et sous-produits;

Miner pour extraire des minéraux, acquérir par achat ou autrement et gérer, développer, exploiter, vendre et louer des mines ou droits miniers et faire le commerce de leurs produits et fondre, traiter, raffiner et faire le commerce de minerais, minéraux et métaux, sous le nom de

"Walley Lumber Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1945, incorporating: Donald Coral Ross and William Ross, lumbermen, and Aurélien Noël, all of the city of Sherbrooke, in the district of St. Francis, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, in all its branches, the business of a manufacturer of and dealer in logs, lumber, timber, railway ties, pulp, pulpwood, paper and other products of by-products of wood and pulp and any and all chemicals, ingredients, products and compounds thereof and all other articles and materials into which wood, pulp, pulpwood or paper enter or of which they form part;

To construct, erect, establish, lease, acquire, maintain and operate saw-mills, dressing mills, pulp mills, paper mills, and factories; to engage in the business of manufacturing for market, timber, lumber of all kinds and descriptions and all products and by-products thereof;

To mine for minerals, to acquire by purchase or otherwise and to manage, develop, operate, sell and lease mines or mining claims and to deal in the products thereof and to smelt, treat, refine and deal with ores, minerals and metals, under the name of "Walley Lumber Co. Ltd.", with a

"Walley Lumber Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 20 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, district de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12472 L. DÉSILETS.

total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Sherbrooke, in the district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12472-o Deputy Attorney General.

"Westmount Park Manor Corporation"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze décembre 1945, constituant en corporation: Hellman Swards, avocat, Zoé Garon, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, David A. Swards, avocat, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter le terrain et bâtisses connus comme étant les "Park Manor Apartments" situés aux numéros 44 et 46, Academy Road, et 12, Park Place, en la cité de Westmount, district de Montréal;

Vendre, louer, échanger ou disposer du tout ou d'une partie desdits "Park Manor Apartments" et de prendre pour iceux les garanties qu'on jugera nécessaires, et de faire le commerce de matériaux de construction, améliorer, modifier et gérer lesdits appartements, sous le nom de "Westmount Park Manor Corporation" avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions privilégiées de \$100 chacune, et 200 actions ordinaires de \$5. chacune.

Le nombre des actionnaires de la corporation est limité à vingt.

La corporation ne fera ou n'émettra aucun appel au public pour souscrire à toutes actions ou dettes de la corporation;

Aucun actionnaire n'aura le droit de transférer une ou des actions qu'il détient sans le consentement préalable écrit du ou des détenteurs d'au moins 60% du capital-actions mis de la corporation ou sans la sanction expresse des directeurs qui devra être signifiée par une résolution du conseil.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12473 L. DÉSILETS.

"Westmount Park Manor Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1945, incorporating: Hellman Swards, advocate, Zoé Garon, secretary, both of the city of Montreal, David A. Swards, advocate, of the city of Westmount, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase the land and buildings known as the Park Manor Apartments situate at Nos. 44 to 46 Academy Road and 12 Park Place, in the City of Westmount, District of Montreal;

To sell, lease, exchange or dispose of the whole or any portion of the said Park Manor Apartments and to take such security therefor as may be deemed necessary, and to deal with building materials, to improve, alter and manage the said apartments, under the name of "Westmount Park Manor Corporation", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 100 preferred shares of \$100.00 each, and 200 common shares of \$5.00 each.

The number of the Corporations shareholders is limited to twenty;

The Corporation shall not make or issue any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Corporation;

No shareholder shall be entitled to transfer any share or shares held by him without the previous consent in writing of the holder or holders of at least 60% of the issued capital stock of the Corporation or without the express sanction of the Directors to be signified by resolution of the Board;

The head office of the Company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12473-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Colonial Holdings Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de janvier 1946, à la compagnie "Colonial Chenille Products Limited" ratifiant a) le règlement "A" de ladite compagnie, constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 avril 1945, changeant son nom corporatif en celui de: "Colonial Holdings Limited"; b) une résolution de ses actionnaires étendant les pouvoirs de la compagnie.

Supplementary Letters Patent

"Colonial Holdings Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of January, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Colonial Chenille Products Limited" ratifying a) By-Law "A" of said company, incorporated by letters patent dated April 4th, 1945, changing its corporate name into that of: "Colonial Holdings Limited"; b) a resolution of the shareholders thereof extending the powers of the company.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,
12474 L. DÉSILETS.

"Cresswell Roll Forming Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour de janvier 1946, à la compagnie "Cresswell Roll Forming Company Limited", ratifiant son règlement N° 6, augmentant le capital autorisé de la compagnie de \$10,000 à \$100,000, par la création de 90,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,
12475 L. DÉSILETS.

"Old Southern Colony Chenilles Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et unième jour de décembre 1945, changeant le nom de la compagnie "Converters Company Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 avril 1945, sous le nom de "Finestone Linen Supply Inc.", en celui de: "Old Southern Colony Chenilles Inc."

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de décembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
12476 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1946.

L. DÉSILETS,
12474-o Deputy Attorney General.

"Cresswell Roll Forming Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of January, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Cresswell Roll Forming Company Limited", ratifying its By-Law N° 6 increasing the authorized capital of the company from \$10,000 to \$100,000 by the creation of 90,000 additional common shares of the par value of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1946.

L. DÉSILETS,
12475-o Deputy Attorney General.

"Old Southern Colony Chenilles Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of December, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Converters Company Inc.", incorporated by letters patent date April 24th, 1945, under the name of "Finestone Linen Supply Inc.", into that of: "Old Southern Colony Chenilles Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1945.

L. DÉSILETS,
12476-o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Canada, Province de Québec, District de Roberval:

AVIS DE PETITIONS: Bill privé.

Avis est par les présentes donné que l'Hôtel-Dieu, St-Michel de Roberval, district judiciaire de Roberval, dans la Province de Québec, s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte, demander de nouveaux pouvoirs et privilèges, cela afin de pouvoir faire face à des besoins nouveaux et multiples, de pouvoir plus efficacement remplir sa mission de bienfaisance et de charité, de pouvoir enfin légalement et plus facilement remplir les buts pour lesquels, elle a été fondée et constituée.

Roberval, ce 7 janvier 1946.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
12098-2-4-o W. H. GIRARD,

Avis public est par les présentes donné que Hyacinthe Médéric Robichaud, chirurgien-dentiste, domicilié à Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin de demander l'adoption d'une loi spéciale l'autorisant à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans cette province, après examen.

Montréal, 21 janvier 1946.

Le Procureur du requérant,
12407-4-4-o ÉMILE POISSANT.

Applications to Legislature

Canada, Province of Québec, District of Roberval.

NOTICE OF APPLICATION: Private Bill.

Notice is hereby given that l'Hôtel-Dieu, St-Michel de Roberval, judicial district of Roberval, in the Province of Quebec, will apply to the Provincial Legislature at its next session, for amendment to its charter, request new powers and privileges, so as to be enabled to meet new and numerous requirements, to be able to fulfil, more efficiently, its mission of welfare and charity, finally to be capable of legally and more easily attain the purposes for which it was founded and incorporated.

Roberval, January, 7th, 1946.

W. H. GIRARD,
12098-2-4 Attorney for the Applicant.

Public notice is hereby given that Hyacinthe Médéric Robichaud, surgeon dentist, domiciled at Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a special law authorizing him to practice the dental profession, in the said province of Quebec, after examination.

Montreal, January 21st, 1946.

ÉMILE POISSANT,
12407-4-4-o Attorney for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Coaticook s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Pour autoriser la ville à construire, acheter et entretenir un ou des immeubles pour servir en tout ou en partie à des fins municipales, dont le coût ne devra pas excéder cent mille dollars, et à les louer ou vendre, pourvu que le prix n'en soit pas moins que le coût, et à ces fins emprunter une somme n'excédant pas cent mille dollars par règlement approuvé selon la loi;

Pour modifier la Loi des Cités et Villes pour la ville comme suit:

En ajoutant les articles 484a à 484f, autorisant un fonds connu comme Fonds de Roulement de vingt-cinq mille dollars pour placer à la disposition du conseil les deniers dont il peut avoir besoin en attendant la rentrée du revenu des taxes et autres sources, dans les cas où un emprunt à long terme ne serait pas justifié;

En ajoutant l'article 6 a, pour que le conseil puisse passer des contrats avec ses officiers et employés, et pour ratifier ceux qui existent;

En remplaçant l'article 134, de façon que nulle personne qui n'est pas propriétaire d'immeuble et qui n'a pas payé toutes taxes ou redevances soit celles de l'année courante, ne puisse être inscrite sur la liste des électeurs ou avoir droit de vote;

En remplaçant dans l'article 220 les mots "A sept heures précises du matin" par les mots "A l'heure fixée pour l'ouverture du scrutin";

En remplaçant l'article 247, de façon que lorsque deux candidats ou plus ont reçu le même nombre de suffrages ils devront déclarer s'ils demanderont un recomptage judiciaire, et dans l'affirmative l'officier-rapporteur n'aura à donner son vote prépondérant que s'il y a égalité de voix après le recomptage judiciaire, et dans la négative il devra donner immédiatement son vote prépondérant par écrit et un recomptage judiciaire ne sera plus ensuite permis;

En ajoutant l'article 352a, pour que la présence à toute séance du conseil de tous les membres constitue une renonciation à l'avis et remède à tout défaut ou vice s'y rapportant;

En ajoutant le paragraphe 1^{er}A à l'article 426, pour que lorsqu'une rue forme la ligne de division entre la ville et une municipalité adjacente les constructions érigées sur le côté de la rue dans la municipalité adjacente soient conformes aux règlements de la ville;

En ajoutant le paragraphe 2^oA à l'article 426, pour que les officiers de la ville puissent couper tout arbre qui pourrait mettre la vie de quelque personne en danger, après avis, à moins qu'il ne soit coupé par le propriétaire;

En ajoutant le paragraphe 3^oA à l'article 427 pour que toute personne dans certains emplois soient obligées de subir un examen médical annuel et de porter un certificat qu'elle n'est pas porteuse de germes infectieux;

En ajoutant le paragraphe 28^oA à l'article 427, pour que la ville afin de prévenir les dommages d'inondations puisse nettoyer, élargir et creuser le ruisseau qui coule à travers la municipalité et se jette dans la Rivière Coaticook, avec droit de passage, et y faire des travaux protecteurs et défendre sous peine d'amende d'y jeter des débris, et couper la glace en hiver, sans recours contre la ville sous ce rapport, et imposer une taxe pour les dépenses de ce faire et d'entretenir ledit cours d'eau sur les propriétaires ou occupants de terrains longeant ledit ruisseau, même non-taxables, selon le nombre de pieds de front de terrain longeant ledit ruisseau:

Public notice is hereby given that the Town of Coaticook will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act for the following purposes:

To authorize the town to construct, acquire and maintain an immovable or immovables to be used wholly or in part for municipal purposes, the cost thereof not to exceed one hundred thousand dollars, to lease or sell the same, provided the price be not less than the cost thereof, and for the purposes aforesaid to borrow a sum not exceeding one hundred thousand dollars by by-law approved according to law;

To amend the Cities and Towns' Act for the town as follows:

By adding sections 484a to 484f, authorizing a fund to be known as Working Capital Fund of twenty-five thousand dollars to place at the disposal of the council the moneys it may need pending the receipt of income derived from taxes and other revenue in matters in which a long term note would not be justified;

By adding section 69a, whereby the council may enter into contracts with its officers and employees, and ratifying those in existence;

By replacing section 134, whereby no person who is not owner of immovable and who has not paid all his municipal taxes and dues except those for the current year, may be entered on the list of electors or have the right to vote;

By replacing in section 220 the words "At exactly seven o'clock in the morning" by the words "At the hour fixed for opening the poll";

By replacing section 247, whereby when two or more candidates receive an equal number of votes they must declare whether they will make application for a judicial recount, and if in the affirmative the returning-officer shall give the casting vote only if there is equality after the judicial recount, and if in the negative he shall give it immediately in writing and a recount thereafter shall not be available;

By adding section 352a, whereby attendance at any sitting of the council by all the members shall be a waiver of notice and cure any default or defect in connection therewith;

By adding paragraph 1o.A to section 426, whereby when a street is the division line between the town and an adjacent municipality the buildings erected on the side of the street in the adjacent municipality shall conform with the by-laws of the town;

By adding paragraph 2o.A to said section 426, whereby the officers of the town may cut any tree that may endanger life, after notice, unless cut by the owner;

By adding paragraph 3o.A to section 427, whereby every person in certain employments may be compelled to undergo an annual medical examination and be in possession of a certificate that he is not carrying infectious germs;

By adding paragraph 28o.A to section 427, whereby the town in order to prevent future damage from floods may clean out, widen and deepen the brook running through the municipality and emptying in the Coaticook River, with right-of-way thereto, and make protective works and forbid under penalty throwing debris therein, and cut ice in winter, without recourse against the town arising from the foregoing, and levy a tax for the expense of so doing and maintaining said water-course on the owners or occupants of land bordering on the same, even if non-taxable, according to the feet of frontage of land along said brook;

En ajoutant le paragraphe 11° à l'article 428, pour qu'une taxe ou des droits sous forme de licence soient imposés aux salles de danse, de billard et aux restaurants;

En ajoutant le paragraphe 11°A à l'article 429, pour réglementer ou interrompre la circulation dans les rues lorsqu'on y exécute des travaux d'amélioration publique, et en cas d'incendie ou d'enlèvement de la neige;

En ajoutant le paragraphe 20°A à l'article 429, pour que le conseil puisse réglementer la construction des toits pour empêcher que l'eau, la glace ou la neige ne tombe sur les trottoirs ou rues;

En remplaçant le paragraphe 27° de l'article 429, pour que le conseil puisse réglementer la circulation et le stationnement des véhicules et rendre certaines rues à sens unique, et pour exclure de certaines les véhicules lourdement chargés;

En ajoutant le paragraphe 32° à l'article 429, pour défendre la plantation de peupliers et de saules;

En ajoutant l'article 430a, pour que les propriétaires de terrains désirant en disposer comme lots à bâtir puissent être forcés d'en faire dresser un plan par un arpenteur montrant les lots et rues projetées, et le soumettre à l'approbation du conseil avant de le déposer pour faire partie du cadastre;

En ajoutant l'article 463a, pour obliger les personnes achetant l'énergie électrique en-dehors des limites de la municipalité à se conformer à ses règlements concernant ce service;

En ajoutant le paragraphe 9°A à l'article 469, pour limiter le nombre des taxis, leur imposer une licence annuelle et les réglementer, établir des postes de taxis et réglementer le stationnement des taxis;

En ajoutant le paragraphe 22°A à l'article 469, pour ordonner la fermeture de toutes les places d'affaires tous les jours ou quelque jour après l'heure fixée par règlement, et la fermeture de différentes catégories à différentes heures selon la catégorie et la fermeture de toutes les places de la même catégorie à midi un jour de la semaine;

En ajoutant l'article 485a, pour que le rôle d'évaluation complété et déposé le 31 mai, 1946, avec les changements et additions qui peuvent y être légalement apportés, soit le rôle d'évaluation de la ville jusqu'à ce que le rôle selon une nouvelle méthode projetée soit en force, pas plus tard que le rôle de l'année 1948;

En ajoutant à l'article 414, pour que le greffier ou trésorier puisse corriger toute erreur clérical dans les rôles, et que l'avis de dépôt mentionne l'endroit et la date où et quand les plaintes seront entendues et décidées;

En remplaçant l'article 495, pour que l'appel soit porté devant le bureau de révision au lieu du conseil;

En remplaçant l'article 496, pour que le bureau de révision, formé de tous les estimateurs et de deux autres personnes nommées par le conseil, entende et juge les plaintes au lieu du conseil, selon la procédure prescrite par le conseil;

En remplaçant l'article 497, pour que le bureau de révision au lieu du conseil procède à la révision et à l'homologation des rôles;

En remplaçant l'article 498, pour que le bureau de révision déclare les rôles homologués au lieu du conseil;

En remplaçant l'article 499, pour qu'après avis au propriétaire à sa dernière adresse connue il puisse produire une plainte par écrit et être entendu par le bureau de révision au lieu du conseil;

By adding to paragraph 11o. of section 428, whereby a tax or dues in the form of a license may be imposed on dance halls, billiard rooms and restaurants;

By adding paragraph 11o.A to section 429, to regulate or interrupt traffic in the streets when works of public improvement are being done also in case of fire and removal of snow;

By adding to paragraph 20o. of section 429, whereby the Council may regulate the construction of roofs to prevent water, ice or snow falling on the sidewalks or streets;

By replacing paragraph 27o. of section 429, whereby the council may regulate circulation and parking of vehicles and make certain streets one-way streets and to exclude heavily laden vehicles from certain streets;

By adding to paragraph 32o of section 429, whereby the planting of poplars or willows may be prohibited;

By adding section 430a, whereby owners of land desiring to sell the same for building lots may be compelled to have a plan of the same made by a land surveyor showing lots and proposed streets, and subject same for approval of the council before deposit as part of the cadastral plan;

By adding section 463a, to compel persons contracting for electric energy beyond the limits of the municipality to comply with its by-laws respecting such service;

By adding paragraph 9o.A to section 469, to limit the number of taxicabs, to levy an annual license fee and regulate the same, to establish taxi stands and regulate parking of taxis;

By adding paragraph 22oA to section 469, ordering that all places of business be closed every day or any day after the hour fixed by by-law and the closing of different categories at different hours according to the category, and that all places of the same category shall close at noon one day of the week;

By adding section 485a, allowing the valuation roll completed and deposited on May 31, 1946, with such changes and additions as may be legally made and provided for, to be the valuation roll of the town until the roll under a proposed new system shall be in effect, not later than the roll of the year 1948;

By adding to section 494, whereby the clerk or treasurer may correct any clerical errors in the rolls, and the notice of deposit shall mention the place and time where and when complaints will be heard and decided;

By replacing section 495, whereby the appeal is made to the board of revision instead of to the council;

By replacing section 496, whereby the board of revision, comprising all the assessors and two others appointed by the council, shall hear and decide the complaints instead of the council, under procedure prescribed by the council;

By replacing section 497, whereby the board of revision instead of the council shall proceed revise and homologate the rolls;

By replacing section 498, whereby the board of revision shall declare the rolls homologated instead of the council;

By replacing section 499, whereby after notice to the owner at his last known address he may file a complaint in writing and be heard by the board of revision instead of the council;

En remplaçant l'article 500, pour que lorsqu'une propriété a considérablement augmenté ou considérablement diminué en valeur, l'évaluation peut être augmentée ou diminuée à sa valeur réelle par les estimateurs, et la modification homologuée par le bureau de révision après avis au propriétaire;

En remplaçant l'article 501, pour que le défaut par les estimateurs ou le bureau de révision d'agir dans le temps prescrit, n'empêche pas la confection ou l'homologation du rôle par la suite;

En remplaçant dans l'article 502 le mot "terrain" par le mot "immeuble";

En remplaçant l'article 504, pour en éliminer les références au conseil;

En remplaçant l'article 510, pour que le bureau de révision aussi bien que le conseil puisse être forcé d'exercer ses fonctions;

En ajoutant l'article 526a, pour que les dispositions de l'article 526 s'appliquent aux agents d'assurance;

En ajoutant l'article 527a, pour que dans les cas où le conseil réclame l'amende et les frais, l'amende soit égale au montant des droits ou taxes allégués, et le paiement de cette amende sera considéré comme paiement de la licence pour la période;

En remplaçant dans l'article 535 le mot "terrain" par le mot "immeuble";

Pour permettre que tous les documents qui doivent être signés par le maire et le secrétaire-trésorier puissent être légalement signés par eux au moyen de facsimilés de leurs signatures apposés au moyen d'une plaque de métal;

Et pour autres fins nécessaires.

Daté à Coaticook, Qué., ce 4ième jour de janvier, 1946.

Les Procureurs de la Ville
de Coaticook,

12117-2-4-o SHURTLEFF & BOUCHARD.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Granby s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une Loi amendement sa Charte, la Loi 7, Georges V, chapitre 70, et amendements, pour obtenir de nouveaux pouvoirs sur les matières suivantes:

Créer un fond de pension pour ses employés municipaux; vendre ou louer certaines parties des chantiers et édifices municipaux; établir un système spécial pour confection et paiement d'améliorations locales; attribuer des franchises; légaliser la perception de certaines amendes; accorder des permis de taxis; former une commission récréative.

Granby, le 8 janvier 1946.

Le Procureur et agent
de la Cité de Granby,
PAUL PROVOST, C.R.

12135-2-4-o

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que David Gordon Gibb de la cité de Westmount, province de Québec, s'adressera à la prochaine session de la Législature de la province de Québec pour obtenir l'adoption d'une Loi l'admettant à l'étude de la profession de notaire sans se soumettre aux articles 209 et 213 de la Loi concernant la Profession de Notaire, chapitre 263, statuts refondus de Québec, 1941, et régularisant le brevet dudit David Gordon Gibb.

Québec, P.Q., le 19 décembre 1945.

Le Procureur du requérant,
PHILIPPE FERLAND.

12141-2-4

By replacing section 500, whereby when any property has considerably increased in value or considerably decreased in value, the valuation may be increased or decreased to its real value by the assessors, and the amendment homologated by the board of revision after notice to the owner;

By replacing section 501, whereby the failure of the assessors or of the board of revision to act within the time prescribed, shall not prevent the completion or homologation of the roll thereafter;

By replacing in section 502 the words "lot of land" by the word "immoveable";

By replacing section 504, whereby the references to the council therein shall be eliminated;

By replacing section 510, whereby the board of revision as well as the council may be ordered to exercise its functions;

By adding section 526a, whereby the provisions of section 526 shall apply to insurance agents;

By adding section 527a, whereby in cases where the council demands the fine in addition to the costs, the fine must be equal to the amount of duties or taxes alleged, and payment of this fine shall avail as payment of a license for the period;

By replacing in section 535 the word "land" by the word "immoveable";

To allow all documents required to be signed by the mayor and secretary-treasurer to be legally signed by them by means of their facsimile signatures placed thereon by a metal plate;

And for other necessary purposes.

Dated at Coaticook, Que., this 4th day of January, 1946.

SHURTLEFF & BOUCHARD,
Attorneys for the Town
of Coaticook.

12117-2-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Granby will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 7, Georges V, chapter 70, and amendments, to obtain new powers concerning the following matters:

To create a pension fund for its municipal employees; to sell or lease certain municipal works and buildings; establish a special system for the execution and payment of local improvements; to grant franchises; legalize the collection of certain fines; grant taxi permits; form a recreational commission.

Granby, January 8th, 1946.

PAUL PROVOST, K.C.,
Attorney and Agent
for the City of Granby.

12135-2-4

NOTICE

Notice is hereby given that David Gordon Gibb of the City of Westmount, Province of Quebec, will apply at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec for the passing of an Act admitting him to the study of the Notarial profession without complying with Sections 209 and 213 of the Act respecting the Notarial Profession, chapter 263, Revised Statutes of Quebec, 1941, and regularizing the indentureship of the said David Gordon Gibb.

Quebec, P.Q., December 19th, 1945.

PHILIPPE FERLAND,
Solicitor for the Applicant.

12141-2-4-o

SUCCESSION FRANÇOIS-XAVIER BEAUDRY

Avis est par les présentes donné que R. Beaudry Leblanc, gentilhomme, de Ste-Agathe des Monts, district de Terrebonne, Dame Juliette Leblanc, de la cité de Westmount, district de Montréal, veuve de Carlos A. de Costa, en son vivant, gentilhomme de Buenos-Aires, République d'Argentine, Guy Pérodeau, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, pilote dans le Corps d'Aviation Royal Canadien, Dame Françoise Pérodeau, de la ville de Montréal-Ouest, district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Paul-E. Trudel, comptable de la ville de Montréal-Ouest, de ce dernier dûment autorisée, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session la passation d'une loi spéciale aux fins de faire confirmer leur droit de vendre et autrement aliéner les biens mobiliers et immobiliers faisant partie de la succession de feu François-Xavier Beaudry, en son vivant bourgeois de la cité de Montréal, notamment la propriété immobilière composée du lot cadastral N° 345 et de la partie non subdivisée du lot cadastral N° 347 du Quartier St-Laurent de la cité de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées, de faire disparaître tous doutes qui pourraient exister quant aux droits des requérants de vendre ou autrement aliéner les susdits biens, et autres fins nécessaires ou utiles.

Montréal, 8 janvier 1946.

Les Procureurs des requérants,

DUSSAULT, DUSSAULT & VADBONCOEUR.
12118-2-4-0

ESTATE FRANÇOIS-XAVIER BEAUDRY

Public notice is hereby given that R. Beaudry Leblanc, gentleman, of St. Agathe des Monts, district of Terrebonne, Dame Juliette Leblanc, of the City of Westmount, district of Montreal, widow of Carlos A. de Costa, in his lifetime, gentleman of Buenos-Aires, Republic of Argentina, Guy Pérodeau, of the City of Ottawa, province of Ontario, Pilot in the Royal Canadian Air Force, Dame Françoise Pérodeau, of the Town of Montreal-West, district of Montreal, wife contractually separate as to property of Paul E. Trudel, accountant of the Town of Montreal-West, by the latter duly authorized, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of a Special Act for the purpose of confirming their right to sell and otherwise alienate the movable and immovable properties forming part of the Estate of the late François-Xavier Beaudry, in his lifetime gentleman of the City of Montreal, especially the immovable property composed of cadastral lot No. 345 and of the unsubdivided part of cadastral lot No. 347 of the St. Lawrence Ward, in the City of Montreal, with buildings thereon erected, and to resolve any doubts as to the right of the petitioners to sell and otherwise alienate the said properties, and other necessary or useful purposes.

Montreal, January 8th, 1946.

DUSSAULT, DUSSAULT & VADBONCOEUR,
12118-2-4-0 Attorneys for petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements sur les matières suivantes: le mode et la date des élections du maire et des échevins; la rémunération du maire et des échevins; imposition de la taxe scolaire sur les immeubles appartenant aux contribuables protestants, sur les immeubles inscrits sur la liste neutre et sur les immeubles appartenant aux contribuables catholiques; procédures quant aux règlements concernant les travaux d'améliorations locales; permission de fermer en tout ou en partie la 33ième Avenue, pour pourvoir à l'agrandissement de l'Hôpital Général de Lachine; pouvoir de réglementer les postes de taxis et de limiter le nombre des taxis dans la municipalité; création d'un fonds de réserve pour l'établissement d'un musée historique aux fins de commémorer le Centenaire de la Cité de Lachine; commutation de taxes à la Northern Electric Co. Ltd.; pouvoir d'imposer une taxe pour l'enlèvement des vidanges et le service d'hygiène de la cité sur tout propriétaire, occupant et locataire; réunion de certaines taxes sous le titre de "Taxe des Services publics" pour fins de perception; pouvoir de payer l'entretien des rues et des trottoirs pendant toute l'année à mêmes fonds généraux de la cité; droit de disposer de certains terrains, nonobstant leur titre d'acquisition; réglementer les enseignes, affiches et panneaux-réclames; et pour autres fins.

Montréal, ce 9 janvier 1946.

Les Procureurs de la Cité de Lachine,

SYLVESTRE, PELLETIER
12136-3-4-0 & LACROIX.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Lachine will appeal to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for the passing of an Act amending its charter the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments for the following purposes: the mode and the date of the elections of the Mayor and of the aldermen; the remuneration of the Mayor and of the aldermen; imposition of school tax on immovables belonging to protestant tax-payers, on the immovables inscribed on the neutral panel and on the immovables belonging to catholic tax-payers; procedures as to by-laws respecting local improvements; permission to close, in whole or in part, 33rd Avenue to provide for the enlargement of the Lachine General Hospital; power to regulate the taxi stands and to limit the number of taxis in the municipality; to constitute a reserve fund for the establishment of a historical museum for the purpose of commemorating the Centenary of the City of Lachine; commutation of taxes to the Northern Electric Co. Ltd.; power to impose a tax for the removal of garbage and the service of hygiene of the City on all property-owners, occupants and tenants; the union of certain taxes under the title of "Public Service Tax" for purposes for collection; power to pay the maintenance of streets and sidewalks during the whole year through the general funds of the city; power to dispose of certain lots notwithstanding the titles of acquisition; to regulate the bills, signs and advertising boards; and for other purposes.

Montreal, January 9th, 1946.

SYLVESTRE, PELLETIER

& LACROIX,

12136-3-4-0 Solicitors for the City of Lachine

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour amender sa charte, la loi L. Georges V (2ième session), chapitre 69, et les différentes lois amendant la dite charte, comme suit:

"Pouvoir à une rémunération de \$200.00 par année pour les échevins, après règlement adopté par les deux tiers des membres du Conseil et approuvé par la majorité des électeurs propriétaires ayant voté sur ledit règlement, en la manière ordinaire, et ce, avec effet rétroactif à compter du 1er juillet 1945."

La Tuque, ce 7 janvier 1946.

LA CORPORATION DE LA VILLE DE LA TUQUE,

Par le maire,

OMER VEILLETTE.

Le Greffier,

A.-A. DUPONT.

12111-2-4-o

AVIS

Avis public est par les présentes donné que George Baranovsky, Ingénieur Civil, de la Cité et du District de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi changeant son nom de George Baranovsky en celui de George Bromley.

Daté en la cité de Montréal, province de Québec, le 5 janvier 1946.

Le Procureur du requérant,

ERSKINE BUCHANAN.

12094-2-4-o

AVIS LÉGAL

Avis public est par les présentes donné que John Aldersen Folkins de Montréal, mais présentement Outre-Mers avec le Canadian Dental Corps, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'autoriser le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire dans la Province de Québec, à condition toutefois qu'il passe avec succès l'examen final devant les examinateurs du Bureau Provincial de Chirurgie Dentaire de la Province de Québec, ledit John Aldersen Folkins en son absence étant représenté par Donald Henry, dentiste de Montréal, spécialement autorisé à cette fin.

Montréal le 4 Janvier 1946.

Le Procureur du requérant,

DAMASE COTÉ, C.R.

12096-2-4-o

Avis est par les présentes donné que la ville de Montmagny s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, aux fins suivantes:

Réglementer en matière de circulation et de sécurité publique relativement à la répression des infractions; Accorder des franchises de services d'autobus; Limiter le nombre des permis octroyés aux cochers de place, ainsi qu'aux propriétaires d'automobiles de louage et d'auto-taxis; Modifier les dispositions relatives à la taxation des terres en culture; imposer et prélever une taxe spéciale dite "Taxe de Vente", dans les limites de la Ville de Montmagny et autres fins.

Montmagny, le 24 décembre, 1945.

Le Procureur de la Ville de Montmagny,

JOSEPH MARINEAU.

12023-3-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming Session for an amendment to its charter, the Act L. Georges V (2nd Session) Chapter 69, and to the different act amending same, in order:

"To provide for an annual remuneration of \$200.00 in favour of the aldermen, after by-law adopted by the two-thirds of the Council Members and approved by the majority of the electors proprietors having voted on said by-law, in the ordinary way, and this, with retroactive effect from the first of July, 1945."

La Tuque, January the 7th 1946.

THE CORPORATION OF THE TOWN OF LA TUQUE,

By: OMER VEILLETTE,

Mayor.

A.-A. DUPONT,

Town-clerk.

12111-2-4-o

NOTICE

Public notice is hereby given that George Baranovsky, Civil Engineer, of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session for the passing of an Act, changing his name from George Baranovsky to George Bromley.

Dated at the City of Montreal, in the Province of Quebec, this 5th day of January 1946.

ERSKINE BUCHANAN,

Solicitor for Applicant.

12094-2-4-o

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that John Aldersen Folkins, of Montreal, but actually overseas with the Canadian Dental Corps, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to issue him his license for the practice of dental surgery in the Province of Quebec, on condition, however, that he shall successfully pass the final examination before the Examiners of the Provincial Board of Dental Surgery of the Province of Quebec, said John Aldersen Folkins being, during his absence, represented by Donald Henry, dentist, of Montreal, specially authorized for such purpose.

Montreal, January 4th, 1946.

DAMASE COTÉ, K.C.,

Attorney for the Petitioner.

12096-2-4

Public Notice is hereby given that the town of Montmagny will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an act amending its charter for the following purposes:

To regulate about punishments of offenses in traffic and public security matters; to grant franchises for services of autobus; to limit the number of licenses granted to coachmen, public carriers and owners of motor vehicles kept for purposes of hire; to modify the provisions about the taxation of farming lands; to impose and levy a special tax called "sales tax", in the limits of the town of Montmagny; and other purposes.

Montmagny, December 24th, 1945.

JOSEPH MARINEAU,

Attorney for the town of Montmagny.

12023-3-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que l'Association des Gardes-Malades Enregistrées de la Province de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Définir le sens du terme "infirmière" dans la Province, en délimiter la signification et réglementer l'exercice ou la pratique de la profession d'infirmière, constituer en corporation professionnelle toutes les infirmières qualifiées suivant la dite loi sous le nom d'Association des infirmières de la Province de Québec (en anglais The Province of Quebec Nurses Association); et plus spécialement les membres de l'Association des Gardes-Malades Enregistrées de la Province de Québec en vertu des dispositions de la loi 10 George V, chapitre 141 et ses modifications; assumer toutes les obligations de ladite Association des Gardes-Malades Enregistrées de la Province de Québec et être substituée à tous ses droits; déterminer les droits, pouvoirs et devoirs de l'association des infirmières de la province de Québec, ainsi formés, établir un comité de Régie de ladite Association et déterminer ses droits, devoirs et pouvoirs ainsi que le mode d'élection à suivre pour le constituer; déterminer la durée et la qualité des cours, des études préparatoires et l'étendue des connaissances et des études nécessaires et les diplômes pour devenir membre accréditée de l'Association et avoir le droit d'exercer la profession d'infirmière; délimiter les titres reconnus par la loi; en restreindre le port aux seules membres accréditées de l'Association et aux seules infirmières ayant légalement le droit d'exercer leur profession, pourvoir au peines disciplinaires pour infraction à la loi ou aux règlements; reporter à une date ultérieure l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi; abroger la loi 10 George V, chapitre 141 et ses modifications; adopter toutes autres dispositions estimées nécessaires, utiles ou convenables.

Montréal, le 9 janvier 1946.

Les Procureurs et agents
de la requérante,

ROGER OUMET, C.R.,

12222-3-4-o J.-ROBERT BEAUDOIN, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Registered Nurses Association of the Province of Quebec will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session to pray for the passing of an Act for the following purposes:

To define the meaning of the term "Nurse" in the Province, demarcate its acceptance and regulate the practice of the profession of nursing to incorporate professionally all nurses qualified under the said Act, under the name of the Nurses Association of the Province of Quebec (in French, L'Association des infirmières de la Province de Québec); and more especially all the members of the Registered Nurses Association of the Province of Quebec, under the provisions of the Act 10 George V, Chapter 141 and its amendments to assume any and all the obligations of the said Registered Nurses Association of the Province of Quebec and to be vested with all the rights of the said Association; to determine the rights, powers and duties of the Nurses Association of the Province of Quebec thus formed; to establish a Committee of management and to determine its rights, duties and powers as well as the method of election to be followed to constitute said Committee of management; to determine the duration and quality of preparatory courses and studies and the scope of the knowledge and studies as well as the diplomas necessary to become a duly qualified member of the Association, and to be entitled to engage in the practice of nursing; to determine the titles to be recognized by the Act; to restrict the right to use said titles solely to the members of the Association and to nurses legally entitled to practise their profession; to provide for disciplinary penalties for infringement of the law and regulations; to defer to a later date the coming into force of certain provisions of the Act; to repeal the Act 10 George V, chapter 141 and its amendments; to adopt such other provisions as may be found necessary, expedient, useful or appropriate.

Montreal, January 9th, 1946.

ROGER OUMET, K.C.,

J. ROBERT BEAUDOIN, K.C.,

Attorneys and agents for

12222-3-4-o the Petitioner.

Avis est, par les présentes, donné que Harry E. Davis, en sa qualité de seul survivant exécuteur de la dernière volonté et testament de feu Miriam Hadley Belasco, de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi accordant les pouvoirs nécessaires à l'exécuteur testamentaire de ladite succession pour l'autoriser à vendre la propriété immobilière, étant le lot N° 85 et un tiers du lot N° 84, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier est de la cité de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 164, 166 et 168 est, rue Notre-Dame, Montréal.

Montréal, le 7 janvier 1946.

Les Procureurs du requérant,

ENGEL & GARDNER.

12224-3-4

Notice is hereby given that Harry E. Davis, in his quality of sole surviving Executor of the Last Will and Testament of the late "Miriam Hadley Belasco", of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an Act granting the necessary powers to the Testamentary Executor of the said Estate to enable him to sell the immoveable property, being lot No. 85, and one-third of lot No. 84 on the official Plan and Book of Reference of the East Ward of the City of Montreal, with the buildings thereon erected bearing the civic Nos 164, 166 and 168 Notre-Dame Street East, Montreal.

Montreal 7th January 1946.

ENGEL & GARDNER,

Attorneys for Applicant.

12224-3-4-o

AVIS

Avis est, par la présente, donné que le Docteur Séville-Cheff, médecin-chirurgien, des cité et district de Montréal, M. J.-Arthur Deschamps, administrateur, du même lieu et Léo Georges Perron, comptable, de la cité de Valleyfield, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Dame Anna Vallée-Cheff en son vivant l'épouse

NOTICE

Notice is hereby given that Doctor Seville-Cheff, physician-surgeon, of the city and district of Montreal, M. J.-Arthur Deschamps, administrator of the same place and Léo Georges Perron, accountant, of the city of Valleyfield, in their quality of testamentary executors of the late Dame Anna Vallée-Cheff, in her lifetime

du Docteur Séville-Cheff, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale leur permettant de faire un règlement concernant le legs résiduaire contenu dans le testament de ladite Dame Anna Vallée-Cheff.

Les Procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
ET BEAULIEU.

12257-3-4-o

wife of Doctor Séville-Cheff, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act allowing them to make a By-law respecting the residuary legacy contained in the will of the said Dame Anna Vallée-Cheff.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
ET BEAULIEU,
Attorneys for the Applicants.

12257-3-4

Avis est par les présentes donné que Monsieur Wenceslas Tremblay, fonctionnaire municipal, des cité et district de Montréal, présentera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, une demande de loi spéciale l'autorisant à contracter mariage nonobstant l'article 126 du Code Civil de la Province.

Les Procureurs du requérant,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
ET BEAULIEU,

12258-3-4-o

Notice is hereby given that Mr. Wenceslas Tremblay, Municipal employee of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a special act, authorizing him to marry notwithstanding article 126 of the Civil Code of the Province.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
ET BEAULIEU,
Attorneys for the Applicant.

12258-3-4

Avis public, est par les présentes, donné par Elizabeth Hastings, de la cité de Québec, épouse de John Harper, en son vivant du même endroit, Stanley M. Hastings, de Foxwarren, Manitoba, W. Gordon Hastings et D. Russell Hastings, tous deux de la cité de Winnipeg, et J. Victor Hastings, de Cheyenne, État du Wyoming, un des États Unis d'Amérique, tous légataires de la succession de feu Helen Peebles, veuve de feu William Hossack, marchand, en son vivant de la cité de Québec, que ladite Succession s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir la passation d'un acte autorisant les Exécuteurs de ladite Succession à vendre les lots numéros 4 et 5 du cadastre officiel et du livre de renvoi pour la paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue, cité de Québec, moins les parties desdits lots vendues à la cité de Québec, et à placer le produit de la vente en fonds de fiducie pour le bénéfice des légataires de ladite Succession.

Québec, 19 janvier 1946.

Les Procureurs des Requérants,
GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

12247-3-4-o

Public notice is hereby given by Elizabeth Hastings, of the city of Quebec, wife of John Harper, in his lifetime of the same place, Stanley M. Hastings, of Foxwarren, Manitoba, W. Gordon Hastings and D. Russell Hastings, both of the city of Winnipeg, and J. Victor Hastings, of Cheyenne, in the State of Wyoming, one of the United States of America, all legatees of the Estate of the late Helen Peebles, widow of the late William Hossack, merchant, in his lifetime of the city of Quebec, that the said estate will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the Executors of said Estate to sell lots numbers 4 and 5 upon the Official cadastral plan and in the Book of reference thereto for the banlieue parish of Notre Dame de Quebec, city of Quebec, less the parts thereof sold to the city of Quebec, and to invest the proceeds of sale in trust funds for the benefit of the legatees of said estate.

Québec, 19th January, 1946.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
Solicitors for Applicants.

12247-3-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Crown Trust Company" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement sa charte (9 Édouard VII, chapitre 118, tel qu'amendé par 10 Georges V, chapitre 129, tel qu'amendé par 19 George V, chapitre 105), aux fins d'augmenter les pouvoirs de la compagnie et de lui permettre, sujet à certaines conditions:

- a) de s'amalgamer à toute autre société fiduciaire,
- b) de vendre ou transférer à toute autre société fiduciaire, tout ou une partie quelconque de son commerce, ses droits (y compris les droits et pouvoirs dans toute compagnie ou toutes nominations), ses propriétés et son actif, pour telle considération, y compris les actions, obligations ou autres valeurs, droits, propriétés ou actif, qu'elle jugera convenable, et
- c) de pourvoir aux conséquences nécessaires en loi de toute telle amalgamation ou vente.

Daté à Montréal, le 15 janvier 1946.

Le Procureur de "Crown Trust Company",
JOHN BUMBRAY.

12253-3-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Crown Trust Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act amending its Charter (9 Edward VII Chapter 118, as amended by 10 George V Chapter 129, as amended by 19 George V Chapter 105), for the purpose of increasing the Company's powers and permitting it, subject to certain conditions:

- a) to amalgamate with any other trust company,
- b) to sell or transfer to any other trust company the whole or any part of its business, its rights (including rights and powers under any trusts or appointments), its property or its assets, for such consideration, including shares, bonds or other securities, rights, property or assets as it may deem fit, and
- c) to provide for the necessary consequences in law of any such amalgamation or sale.

Dated at Montreal, January 15th, 1946.

JOHN BUMBRAY,
Attorney for Crown Trust Company

12253-3-4-o

AMENDEMENTS À LA CHARTE

Avis est par les présentes donné par la Cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature

CHARTER AMENDMENTS

Notice is hereby given by the City of Verdun that it will apply to the Provincial Legislature,

Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

- 1.— Imposer une taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères et pour l'enlèvement de la neige dans les rues.
- 2.— Etablir une commission sportive avec pouvoirs administratifs.
- 3.— Etablir des zonages.
- 4.— Fixer les taux pour les raccordements d'eau et d'égouts.
- 5.— Réglementer la plantation et la conservation des arbres.
- 6.— Déterminer le taux de la taxe d'eau pour les hôpitaux.
- 7.— Déterminer l'évaluation municipale des propriétés de la cité de Montréal et prolonger le contrat pour la fourniture de l'eau par la cité de Montréal.
- 8.— Election de l'échevin du siège Numéro 1 dans chacun des quartiers.
- 9.— Réviser le contrat de la Montreal Tramways Company.
- 10.— Suppression de la taxe sur les machineries.
- 11.— Fonds de pension.
- 12.— Pourvoir à réglementer les postes de taxis et de limiter le nombre des taxis dans la municipalité.

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P.Q., ce 10 janvier 1946.

Le Conseil juridique de la Cité,
12225-3-4-o FRS FAUTEUX.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, la Loi I George VI, chapitre 105, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Ratifier un contrat passé entre la Cité de Sherbrooke et Wartime Housing Limited, le 7 novembre 1945; emprunter \$300,000, pour construire ou acquérir des immeubles devant servir en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles; réglementer les panneaux-réclame et les prohiber; obliger les propriétaires de lots subdivisés à faire approuver les plans de leurs terrains par le conseil, et pour autres fins.

Sherbrooke, ce 14 janvier 1946.

Les Avocats de la requérante,
12259-3-4-o PANNETON & BOISVERT.

AVIS

Avis est donné que Charles-Edouard Cliche, avocat, d'East-Broughton, Beauce, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession de notaire après examen, selon une résolution du Conseil de la Chambre des Notaires, le 19 décembre 1945.

East-Broughton, le 16 janvier 1946.

Le Requérant,
12274-3-4-o CHARLES-E. CLICHE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que les sous-signés, électeurs et contribuables-propriétaires de la ville de Roxboro, dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature provinciale,

at its next session to obtain amendments to its charter on the following matters:

- 1.— Impose a tax for the removal of garbage, ect., and for the removal of snow on the streets.
- 2.— Constitute a sports committee with administrative powers.
- 3.— Establish a zoning system in the City.
- 4.— Establish rates for the connection of water and drains.
- 5.— Regulate the planting and the preserving of trees.
- 6.— Establish a water tax for hospitals.
- 7.— Establish the municipal valuation of the properties of the City of Montreal, and continue the contract for water supply by the City of Montreal.
- 8.— Election of alderman for Seat No. 1 in each Ward.
- 9.— Revise the contract with the Montreal Tramways Company.
- 10.— Abolition of taxes on machineries.
- 11.— Pension funds.
- 12.— To regulate taxis stands and limit the number of taxis in the Municipality.

Given at the City Hall, Verdun, P.Q., this 10th January 1946.

FRS FAUTEUX,
12225-3-4-o City Solicitor.

NOTICE

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an act amending its charter, the Act I George VI, chapter 105, and the different statutes amending the same, on the following matters:

To ratify a contract passed between the city of Sherbrooke and Wartime Housing Limited, on November 7th, 1945; to borrow \$300,000, for the building or acquiring of immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes; to enact regulations respecting posters and prohibit the same; to oblige the owners of subdivided lots to have the plans of their lots of land approved by the Council, and for other purposes.

Sherbrooke, January 14th, 1946.

PANNETON & BOISVERT
12259-3-4 Attorneys for the Applicant.

NOTICE

"Notice is given that Charles-Edouard Cliche, lawyer, from East-Broughton, Beauce, will apply to the Legislature of Quebec, during its next session, to obtain the passing of an act admitting him to practice the notarial profession, after examination, according to a resolution by the Council of the Board of Notaries, on the 19th of December 1945.

East-Broughton, 16th of January 1946.

CHARLES-E. CLICHE,
12274-3-4-o Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given by these presents that the undersigned, electors and tax-paying proprietors of the Town of Roxboro, in the county of Jacques-Cartier, will apply to the Provincial Le-

à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi modifiant la charte de cette ville aux fins suivantes:

a) Régulariser l'élection de son conseil de ville actuel;

b) Dispenser les membres du conseil de l'obligation de résider dans la ville de Roxboro;

c) Accorder à la ville certains pouvoirs d'emprunt spéciaux;

d) Détacher de son territoire et annexer au territoire de la Corporation de la Paroisse de Ste-Geneviève de Pierrefonds les lots de terre désignés sous le numéro quarante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-douze (292-44) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève; et sous le numéro quarante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-treize (293-43) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève;

e) Détacher du territoire de la Corporation de la Paroisse de Ste-Geneviève de Pierrefonds et annexer au territoire de la ville de Roxboro un morceau de terre faisant partie du lot N° 36 du cadastre de la Paroisse de Ste-Geneviève, de forme triangulaire, d'une superficie totale de 3,375 pieds carrés, plus ou moins, mesure anglaise, et borné comme suit: vers le sud-est par le lot 292-42 du dit cadastre, d'un côté, vers le sud-ouest, par le lot 36-63-75 dudit cadastre, et de l'autre côté, vers le nord-est, par le chemin public, mesurant à sa base, dans la ligne sud-est, 50 pieds et d'un côté, dans sa ligne sud-ouest, 143 pieds, et l'autre côté étant une ligne droite formant l'hypothénuse dudit triangle.

at its next session, for the adoption of a law modifying the charter of this Town for the following purposes:

a) To regularise the election of its present Town Council;

b) To relieve the members of the council from the obligation of residing in the Town of Roxboro;

c) To grant to the Town certain special borrowing powers;

d) To detach from its territory and to annex to the territory of the Corporation of the Parish of Ste. Geneviève de Pierrefonds the lots of land designated by number forty-four of the official subdivision of the original lot number two hundred and ninety-two (292-44) of the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève; and by number forty-three of the official subdivision of the original lot number two hundred and ninety-three (293-43) of the plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève;

e) To detach from the territory of the Corporation of the Parish of Ste. Geneviève de Pierrefonds and to annex to the territory of the Town of Roxboro a piece of land forming part of lot number 36 of the cadaster of the Parish of Ste. Geneviève, of triangular form, of a total area of 3,375 square feet, more or less, English measure, and bounded as follows: towards the South-East by lot 292-42 of the said cadaster, on one side, towards the South-West, by lot 26-63-75 of the said cadaster, and on the other side, towards the North-East, by the public road, measuring at its base, in the South-East, line 50 feet and on one side, in its South-West line, 143 feet, and the other side being a straight line forming the hypotenuse of the said triangle.

Montréal, 16 janvier 1946.

Les Pétitionnaires.

GEORGES H. WHITEHEAD,
G. G. WHITEHEAD,
GUY FORGET,
ROBERT LAVALLÉE,
MAURICE JARRY,
MARCEL ROLLAND,
J. C. A. GRATTON,
LÉON SIMARD,
ROLAND BIGRAS,
GUY BIGRAS.

12273-3-4-o

Montreal, January 16, 1946.

GEORGES H. WHITEHEAD,
G. G. WHITEHEAD,
GUY FORGET,
ROBERT LAVALLÉE,
MAURICE JARRY,
MARCEL ROLLAND,
J. C. A. GRATTON,
LÉON SIMARD,
ROLAND BIGRAS,
GUY BIGRAS,

Petitioners.

12273-3-4-o

Avis public est par les présentes donné que l'Association des Courtiers d'Assurance de la Province de Québec, constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies, s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ayant pour effet de reconnaître aux membres de cette association, courtiers ou agents d'assurances autres que l'assurance --- vie, à l'exclusion de tout autre courtier d'assurance, le titre de courtier d'assurance agréé ou de courtier d'assurance associé. La Loi déclarera en outre que l'Association a pour fins la protection des intérêts professionnels des courtiers d'assurance et le progrès de l'assurance. A cet effet, la loi prévoira que l'Association est autorisée à adopter des règlements pour le maintien de l'honneur, de la dignité et de la discipline de ses membres ainsi que pour déterminer les conditions d'admission, d'expulsion et de réintégration de tels membres.

21 janvier 1946.

Les Procureurs de la requérante,
12406-4-4-o PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU

Public notice is hereby given that the Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec, incorporated in virtue of the third part of the Companies Act, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for the passing of an act which will give the members of that association, insurance brokers or agents transacting other than life insurance, at the exclusion of all other insurance brokers, the title of chartered insurance broker or associate insurance broker. The act will also declare that the purpose of the association is the promotion of the professional interests of insurance brokers and the progress of insurance. To that effect the act shall provide that the association is authorized to adopt by-laws to maintain the honour, dignity and discipline of such members and to determine the conditions of admission, expulsion and reintegration of such members.

January 21, 1946.

PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU,
12406-4-4-o Attorneys for the applicant.

Avis public est par les présentes donné que H. Gauthier, de Hull, P. Q.; M. Cloutier, de Québec; J.-A. Larin, de Valleyfield, J.-F. Joly, de St-Lin; Donat Tremblay, de Napierville; L.-Eug. Courtois et G. Vandelac, de Montréal, tous directeurs de funérailles ou embaumeurs, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation, eux et toutes les personnes qui pourront se joindre à eux, sous le nom de "La Corporation des Embaumeurs de la Province de Québec" — "The Corporation of Embalmers of the Province of Quebec", pour les fins déterminées ci-après. La Corporation aura pour fins la promotion des intérêts professionnels des embaumeurs de la province de Québec, ainsi que le progrès de l'hygiène et la santé publique. Les règlements de la Corporation seront sujets à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil. La Corporation pourra prélever de ses membres une contribution. Les entreprises de funérailles et d'embaumement actuellement existantes pourront être admises dans la Corporation. Les entreprises futures, dans les villes de plus de 5,000 âmes, devront présenter, avant d'être admises dans la Corporation certaines garanties prévues dans les règlements de telle Corporation; mais celle-ci, en présence de ces garanties, ne pourra refuser aucune demande d'entrée. La Corporation aura les pouvoirs généraux nécessaires à ses opérations, tels que le droit d'acquérir et le droit d'aliéner des biens meubles ou immeubles. Le siège social de la Corporation sera situé à Montréal.

Montréal, 22 janvier 1946.

Les Procureurs des requérants,
PAGER, ARCHAMBAULT, LESPÉRANCE &
12404-4-4-o DARSEREAU.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville de Lauzon, corps politique et incorporé en vertu de la Loi des Cités et Villes, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi afin de:

Faire ratifier son règlement Numéro 183 concernant les taxes locatives à compter de la date de son adoption en 1940, de régulariser les taxes locatives perçues en vertu de ce règlement, de se faire donner le pouvoir de percevoir la taxe locative du propriétaire, de changer le terme de son année fiscale et d'exploiter un système de transport dans les limites de la ville.

Québec, ce 19 janvier 1946.

Les Procureurs et agents de la requérante,
12405-4-4-o BEAUDOIN & BOUTIN.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité du Cap de la Madeleine et les Commissaires d'École de la Municipalité du Cap de la Madeleine s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats passés entre ces deux corps publics et Dominion Foils (Canada) Limited pour la fixation pour une période de 10 ans de toutes taxes à être payées par ladite compagnie.

Québec, le 22 janvier 1946.

Les Procureurs des requérants,
12400-4-4-o RIVARD, BLAIS & GOBEIL.

Public notice is hereby given that H. Gauthier, of Hull, P. Q.; M. Cloutier, of Québec; J.-A. Larin, of Valleyfield; J.-F. Joly, of St-Lin; Donat Tremblay, of Napierville; L.-Eug. Courtois and G. Vandelac, of Montreal, all funeral directors or embalmers, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an Act incorporating them and all others who may join them as a corporation, under the name of "La Corporation des Embaumeurs de la Province de Québec" — "The Corporation of Embalmers of the Province of Quebec", for the purposes hereinafter set forth. The purposes of the corporation are the promotion of the professional interests of embalmers of the Province of Québec and also the furtherance of public health and hygiene. The by-laws of the Corporation will be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council. The Corporation may collect a contribution from its members. The actually existing funeral and embalming undertakings may be admitted into the Corporation. Future undertakings, in towns of more than 5,000 souls, must present, before being admitted into the Corporation, certain guarantees provided for in the by-laws of the said Corporation; but the said Corporation, in the presence of such guarantees, cannot refuse any application for entrance. The said Corporation shall be endowed with the general powers required for its operations, such as the right to acquire and the right to dispose of movable or immovable property. The head office of the Corporation will be at Montreal.

Montreal, January 22, 1946.

PAGER, ARCHAMBAULT, LESPÉRANCE &
12404-4-4-o DARSEREAU, Attorneys for applicants.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Lauzon, political body incorporated under the Cities and Towns Act will apply to the legislature of the Province of Québec at its next session to pray for the passing of an Act for the following purposes;

To ratify its by-law No 183 relating to taxes on tenants since the date of its adoption in 1940, to ratify the taxes collected under the authority of that by-law, to be granted the power to impose the tenants' tax on the landlords, to have the term of its fiscal year amended, and to be granted power to operate a system of transport in the town's boundaries.

Québec, January 19th, 1946.

BEAUDOIN & BOUTIN,
12405-4-4-o Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by the city of Cap de la Madeleine, and the School Commissioners of the Municipality of Cap de la Madeleine, in the county of Champlain, Province of Québec, that they will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session for the passing of an Act sanctioning certain By-Laws and certain contracts passed between these two public bodies and Dominion Foils (Canada) Limited relating to the fixation for a period of 10 years of all taxes to be paid by said company.

Québec, January 22nd, 1946.

RIVARD, BLAIS & GOBEIL,
12400-4-4-o Solicitors for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que MM. Paul-Emile Poitras, A. D. Ross, Edward A. Ryan, Walter G. Hunt et Georges H. Midgley, de la cité et du district de Montréal, et MM. Adhémar Laframboise, Eugène Larochelle et Ernest Lavigne, de la cité et du district de Québec, tous ingénieurs professionnels et tous membres du Conseil de la Corporation des Ingénieurs Professionnels de Québec s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement la Loi des Ingénieurs Civils, S. R. 1941, chapitre 270, pour les fins suivantes: Définir adéquatement la pratique de la profession d'ingénieur et en déterminer le champ d'action; déterminer les pouvoirs que la Corporation des Ingénieurs Professionnels peut exercer par règlements; donner à la Corporation le droit de fixer des honoraires et des taux minimum de rémunération; déterminer les conditions du droit d'agir ou de pratiquer comme ingénieur professionnel; déterminer les conditions d'admission comme membres de la Corporation et d'émission de licences temporaires pour pratiquer comme ingénieur professionnel; modifier la constitution du Bureau des Examineurs; modifier les conditions d'admission à l'étude et à la pratique de la profession; établir les conditions du droit pour les ingénieurs professionnels à se faire payer leurs honoraires; amender les dispositions relatives à l'exercice illégal de la profession, et autres fins.

Montréal, le 21 janvier, 1946.

Le Procureur des requérants,

12401-4-4-o

ROGER BROSSARD.

La Cité de Drummondville donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des modifications à sa charte et à certaines dispositions de la loi des cités et villes, quant à elle, sur les matières suivantes:

1. Le pouvoir de réglementer l'émission et la révocation des permis à être octroyés aux propriétaires et chauffeurs de taxis.

2. Le pouvoir d'adjoindre des experts aux estimateurs ordinaires de la cité.

3. Le pouvoir discrétionnaire de ne pas inscrire au rôle d'évaluation certaines machineries et certains accessoires.

4. Le pouvoir d'imposer à la Canadian Celanese Ltd, pour 1946, cinquante pour cent de la taxe foncière qu'elle a payée en 1945, et cinquante pour cent de la taxe foncière de 1946, basée sur son évaluation en vigueur le 1er juillet 1946.

5. Le pouvoir d'ordonner la fermeture à bonne heure des magasins et autres places de commerce.

Drummondville, 22 janvier 1946.

Le Procureur de la cité de

Drummondville,

12402-4-4-o

ROGER SÉGUIN.

Avis public est par les présentes donné que la Municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et la Commission Scolaire de la municipalité de St-Jean Vianney, dans le comté de Papineau, demanderont à la Législature, à sa prochaine session, une loi ratifiant et confirmant la résolution passée par le conseil de la dite municipalité du village de Gatineau le 22 mars 1945, et la résolution passée par la dite Commission Scolaire de la municipalité de St-Jean Vianney, le 28 juillet 1945, déterminant, pour une période de dix ans, pour fins municipales et sco-

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Messrs. Paul-Emile Poitras, A. D. Ross, Edward A. Ryan, Walter G. Hunt and George H. Midgley, of the city and district of Montreal, and Messrs Adhémar Laframboise, Eugène Larochelle and Ernest Lavigne, of the city and district of Quebec, all professional engineers and all members of the Council of The Corporation of Professional Engineers of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the Civil Engineers' Act, R.S. 1941, chapter 270, for the following purposes:

To adequately define the practice of the engineering profession and determine the field of action; to determine the powers which The Corporation of Professional Engineers may exercise by-laws; to vest the Corporation with the right to fix fees and the minimum rate of remuneration; to determine the conditions required to act or practise as a professional engineer; to determine the conditions of admission as members of the Corporation and the issue of temporary licenses to practise as a professional engineer; to amend the constitution of the Board of Examiners; to amend the conditions of admission to the study and practice of the profession; to establish the conditions under which professional engineers are entitled to payment of their fees; to amend the provisions respecting the illegal practice of the profession, and for other purposes.

Montreal, January 21st, 1946.

ROGER BROSSARD,

Attorney for applicants.

12401-4-4

The city of Drummondville gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter and to certain provisions of the Cities' and Towns' act with regard to the latter, on the following matters:

1. The power to regulate the mission and revocation of licences to be granted to taxis' owners and drivers.

2. The power to adjoin appraisers to the ordinary assessors of the city.

3. The discretionary power not to enter on the valuation roll certain machinery and accessories.

4. The power to impose to the Canadian Celanese Ltd, for 1946, fifty per cent of the real estate tax that it has paid in 1945, and fifty percent of the rate of the real estate tax for 1946, based on its valuation in forces the first of July 1946.

5. The power to order the early closing of stores and other business places.

Drummondville, January 22th 1946.

ROGER SÉGUIN,

Attorney of the city of

Drummondville.

12402-4-4-o

Public notice is hereby given that the Municipality of the Village of Gatineau in the County of Hull and the School Commissioners of the School Municipality of St. Jean-Vianney in the County of Papineau will apply to the Quebec Legislature at its next session for an Act to ratify and confirm a resolution passed by the Council of the said Municipality of the Village of Gatineau on the 22nd day of March, 1945, and a resolution passed by the said School Commission of the School Municipality of St. Jean-Vianney on the 28th day of July, 1945, fixing for a period of ten

lares respectivement, l'évaluation des immeubles et biens imposables de International Plywoods Limited, une corporation ayant son siège social à Montréal, situés dans les limites de la Municipalité du village de Gatineau, et ratifiant et confirmant aussi un contrat relatif à l'évaluation fixe, pour fins municipales, passé par la dite Municipalité du Village de Gatineau avec la dite International Plywoods Limited; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 21 janvier 1946.

Les Procureurs des requérants,
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
12403-4-4-o HOWARD, FORSYTH & KER.

years for municipal and school purposes respectively the valuation of the immoveables and taxable property of International Plywoods Limited, a body corporate having its head office at Montreal, situated within the limits of the Municipality of the Village of Gatineau and also to ratify and confirm a contract concerning the fixed valuation for municipal purposes passed by the said Municipality of the Village of Gatineau with the said International Plywoods Limited, and for other purposes.

Montreal, January 21st, 1946.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
HOWARD, FORSYTH & KER,
12403-4-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS PUBLIC

VILLE DES ÎLES LAVAL

Avis public est par les présentes donné que la Succession J.-H. Pariseau et M. J.-Albéric Pariseau, courtier de la Ville des Îles Laval, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale amendant la charte de la Ville des Îles Laval, dans le but de déclarer leurs biens immobiliers situés dans l'île ou le lot N° 237 et dans un flot avoisinant, dans la paroisse de Ste-Dorothée, exempts de toutes taxes imposées ou à être imposées pour:

a) la construction et l'entretien à perpétuité d'un pont reliant la partie de la municipalité connue et désignée comme le lot ou l'île N° 236 de la paroisse de Ste-Dorothée à l'île Jésus, et tout pont devant relier les îles comprises dans le territoire de la ville.

b) l'entretien à perpétuité d'un chemin à l'est de la ligne du chemin de fer sur l'île ou le lot N° 236 pour traverser cette île, pour aller d'un pont reliant l'île 236 à l'île 237 au sud au pont plus haut mentionné situé du côté nord de l'île 236;

c) la construction et l'entretien de tous chemins routes, rues ou ruelles sur l'île ou le lot N° 236 de ladite paroisse; ainsi que sur tout le reste du territoire de la ville; telles exemptions ayant un effet rétroactif depuis l'imposition des taxes actuellement en vigueur relativement à ces ponts, chemins, routes, rues ou ruelles.

Montréal, ce 22 ième jour de janvier 1946.

Les Procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON et
12408-4-4-o BEAULIEU.

AVIS LÉGAL

Avis public est, par les présences, donné que certains des légataires de la succession de feu Joseph-Narcisse Perrault, en son vivant bourgeois, des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir une loi à l'effet d'autoriser le partage immédiat et définitif de tous les biens de ladite succession entre les légataires universels en propriété nommés au testament et actuellement vivants; de mettre fin immédiatement à l'administration des légataires fiduciaires et administrateurs et des administrateurs adjoints actuels; de permettre à la majorité des pétitionnaires de nommer une seule personne comme nouveau fiduciaire pour remplacer les légataires fiduciaires et administrateurs et les administrateurs adjoints actuels avec tous leurs droits, pouvoirs et privilèges; de procéder sans retard au partage des biens de ladite succession, d'ordonner aux légataires fiduciaires et ad-

PUBLIC NOTICE

TOWN OF LAVAL ISLANDS

Public notice is hereby given that the Estate J. H. Pariseau and Mr. J. Albéric Pariseau broker, of the town of Laval Islands, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act amending the charter of the Town of Laval Islands, for the purpose of declaring their immovable property situate on the island or lot No. 237 and on a neighbouring islet, in the parish of Ste-Dorothée, exempt from all taxes levied or to be levied for:

a) the building and maintaining in perpetuity of a bridge connecting that part of the municipality known and designated as lot or island No. 236 of the parish of Ste-Dorothée to Jesus Island, and any bridge connecting the islands comprised within the town territory;

b) the maintaining in perpetuity of a road East of the railway on the island or lot No. 236 to cross the said island, to run from one bridge connecting island 236 with island 237 on the South to the bridge above mentioned situate on the North side of island 236;

c) the building and maintaining of all roads, highways, steets or lands on the island or lot No. 236 of the said parish; as well as on all the remainder of the town territory; such exemptions to have a retroactive effect from the assessment of the taxes actually in force in respect of these bridges, roads, highways, streets or lanes.

Montreal, this 22nd day of January, 1946.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON et BEAULIEU,
12408-4-4 Attorney for petitioners.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that some of the legatees of the estate of the late Joseph-Narcisse Perrault, during his lifetime a gentleman of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a law authorizing the final and immediate partition of all the assets of the said estate between the universal legatees in property designated in the Last Will and Testament and presently alive; to end at once the administration of the present trustees and administrators and joint administrators; to allow to the majority of the petitioners to appoint a single person to act as new trustee in replacement of the said trustees and administrators and joint administrators and with the same rights, powers and privileges; to proceed without delay of the partition of the assets of the said estate; to order to the trustees and administrators and joint administrators presently in office to render

ministrateurs et aux administrateurs adjoints présentement en office de rendre compte au nouveau fiduciaire et de lui faire remise des biens de la succession; de déclarer que toutes les pensions ou rentes stipulées au testament et au codicille dudit feu Joseph-Narcisse Perrault et à la loi 5 Geo VI, ch. 107 soient éteintes à compter dudit partage; et que les honoraires, frais, déboursés et dépenses encourus pour l'adoption de la présente loi soient à la charge de la masse capitale de la succession et payés avant tout partage.

Montréal, le 4 janvier 1946.

Le Procureur des pétitionnaires,
12409-4-4-o DAMASE COTÉ, C. R.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Val d'Or s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour que la Charte de la ville de Val d'Or soit amendée comme suit:

En ajoutant au paragraphe II de la Loi 8 George VI, chapitre 65, le paragraphe suivant:

"11a.— La ville de Val d'Or est autorisée par la présente loi, à emprunter une somme additionnelle de deux cent mille dollars, au fur et à mesure que les besoins s'en feront sentir, pour les fins de la construction de nouveaux services d'aqueduc, d'égoûts, de drainage et de raccordements, pour la construction de rues, de ruelles et de trottoirs additionnels, pour l'amélioration et l'achat d'équipement additionnel concernant le service de protection contre l'incendie, et pour la construction d'un hôtel de ville, d'un arena, d'un marché public et d'un aérodrome, et pour la préparation d'un plan d'ensemble par des techniciens en la matière.

Le ou les emprunts par obligations en série, à être contractés sous l'autorité du présent article, devront être décrets au moyen d'un règlement sujet à acceptation par le ministre des affaires municipales et soumis aux formalités ordinaires prescrites dans le cas de tels emprunts, sauf que l'approbation des électeurs propriétaires ne sera pas requise."

En ajoutant au paragraphe 27a de la Loi 9 George VI, chapitre 152, le paragraphe suivant:

"27b.— Le territoire actuel de la ville est par les présentes augmenté par l'annexion du territoire ci-après décrit, savoir: la moitié nord des lots 57 et 58, rang VIII, canton Dubuisson, dans la circonscription d'Abitibi-Est, à l'exception, toutefois, de tout le terrain situé au nord de la voie ferrée des chemins de fer canadiens nationaux, ledit territoire étant sujet aux droits qui peuvent exister quant aux claims miniers détenus par Harricana Gold Mines Incorporated 1939."

La Loi 1 George VI, chapitre 121, est modifiée en ajoutant, après le paragraphe 28, le suivant:

"29.— Sur requête signée par les propriétaires représentant au moins les deux tiers des terrains longeant une rue ou une ruelle, et approuvée par le ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à faire sur sa propriété tous les travaux permanents tels que trottoirs, égoûts, aqueducs et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Pour le calcul des deux tiers des propriétaires longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

their accounts to the new trustee and to turn over to him all the assets of the estate; to decree that all the pensions and life-rents stipulated in the Last Will and Testament and the Codicil of the said late Joseph-Narcisse Perrault and in the Act 5 Geo VI, ch. 107 be cancelled as from said partition; and that the fees, costs, disbursements and expenses incurred in view of the adoption of the present act be at the charge of the capital mass of the said estate and be paid before said partition.

Montreal, the 4th January, 1946.

DAMASE COTÉ, K. C.,
12409-4-4-o For the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Val d'Or will apply to the Quebec Legislature, at its next sitting, to have its Charter amended as follows:

By adding to section 11 of the act 8 George VI, chapter 65, the following:

"11a.— The town of Val d'Or is hereby authorized to borrow an additional sum of two hundred thousand dollars, as the need therefor is felt, for the purposes of the construction of new waterworks, sewerage and drainage systems, and their connections, for the purposes of the construction of additional streets, lanes and sidewalks, for the improvement and purchase of additional equipment concerning fire protection service, and for the erection of a town hall, an arena, a public market and an aerodrome, and for the preparation of a master plan by duly qualified technicians.

The loan or loans by means of serial obligations, to be contracted under this section, must be enacted by means of a by-law subject to acceptance by the Minister of Municipal Affairs and submitted to the ordinary formalities prescribed in the case of such loans, except that the approval of the elector-proprietors shall not be required."

By adding to section 27a of the act 9 George VI, chapter 152, the following:

"27b.— The present territory of the town of Val d'Or is hereby increased by the annexion of the territory hereinafter described, to wit: the northern half of lots 57 and 58, Range VIII, Dubuisson township, in the district of Abitibi-Est, to the exception, however, of all the land located north of the railroad track of the Canadian National Railways, said territory being subject to any rights which may exist respecting the mining claims held by Harricana Gold Mines Incorporated 1939."

The act 1 George VI, chapter 121, is amended by adding, after section 28, the following:

"29.— Upon petition signed by the proprietors representing at least two-thirds of the land bordering on a street or lane and approved by the Minister of Municipal Affairs, the town is authorized to do, on its property, all permanent works, such as sidewalks, sewers, waterworks, and their connections and other so-called permanent works, and to borrow, as may be necessary, the amounts for such purposes.

In calculating the two-thirds of the bordering property as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

Le coût de la confection des trottoirs seulement et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus, en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, seront défrayés au moyen d'une cotisation spéciale, sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts Refondus, 1941, chapitre 233).

Le coût des égouts, aqueducs et leurs raccordements et autres travaux dits permanents, à l'exception des trottoirs, et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus, en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, seront défrayés par la ville en la manière ordinaire pour travaux publics permanents.

A cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux, mais le montant ne doit pas excéder cent mille dollars par année.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de ces emprunts, et l'intérêt ne doit pas excéder cinq pour cent par année.

Ces emprunts doivent être ordonnée par règlement du conseil de la ville, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par le ministre des affaires municipales.

Ils doivent être faits au moyen d'émission d'obligations en série émises conformément aux dispositions de la charte de la ville, ou, à défaut de disposition à ce sujet dans la charte, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

Tout règlement ordonnant de semblables emprunts doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de ces emprunts, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la ville, sans qu'il n'ait obtenu de l'ingénieur de la ville une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tels emprunts, et que les travaux ont été complètement exécutés.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents, c'est-à-dire les trottoirs, constitue un fonds qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations en série émises pour le paiement de ces travaux, et au rachat de ces obligations à leur échéance, et ces intérêts et ces obligations en série resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.

La balance pour les autres travaux permanents sera payée en la manière ordinaire pour le paiement de toutes autres obligations en série et intérêts d'icelles de la ville et resteront une charge sur le fonds général de la ville.

La ville est autorisée à emprunter d'une banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Ces emprunts devront être remboursés à la banque par le produit de la vente desdites obligations en série.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations en série devront être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux."

Donné sous mon seing, à Val d'Or, ce 14ième jour de janvier, 1946.

Le Procureur de la requérante,
12410-4-4-o LUCIEN TOURIGNY.

The cost of the construction of sidewalks only, and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case, in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage of their properties, in conformity with the by-laws of the town and under the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

The cost of sewers, waterworks, and their connections, and other so-called permanent works, to the exception of sidewalks, and the interest on the loan contracted for the payment thereof as well as the costs and disbursements incurred in such case, in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by the town in the ordinary manner for permanent public works.

For this purpose, the town is authorized to borrow all the necessary money to pay for these works, but the amount shall not exceed one hundred thousand dollars per annum.

The terms of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made, and the interest shall not exceed five per cent per annum.

These loans shall be ordered by by-laws of the town council but without being submitted to the ratepayers for approval, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but they must be approved by the Minister of Municipal Affairs.

They shall be made by means of issues of serial obligations issued in accordance with the provisions of the town charter, or, in default of provision on the subject in the charter, in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act.

Any by-law ordering such loans shall, in each case, clearly specify the object of such loans, and no by-law of this nature shall be adopted by the town council without having obtained from the town engineer a written declaration on his oath of office, attesting to the total cost of the works for which such loans are required, and that the works have been entirely executed.

The special assessment, collected from the interested proprietors for the permanent works, that is to say the sidewalks, shall constitute a fund to be applied exclusively to paying the interest on the serial obligations issued for the payment of these works, and to redeem such obligations at maturity, and these interests and these serial obligations shall nevertheless remain a charge against the general fund of the town.

The balance for the other permanent works shall be paid in the ordinary manner for the payment of all other serial obligations and interests on same of the town and shall remain a charge against the general fund of the town.

The town is authorized to borrow from the bank the necessary money for the execution of these works. Such loans shall be reimbursed to the bank with the proceeds of the sale of the said serial obligations.

These loans and the negotiation of these serial obligations shall be made within the year following the completion of the works."

Given under my hand, at Val d'Or, this 14th day of January, 1946.

LUCIEN TOURIGNY,
12410-4-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que J.-René de Cotret des Trois-Rivières, René Breton, L.-Paul Duchaine, Paul-Henri Dorval et Charles Robitaille, tous experts comptables du district de Québec, et Marcel-B. Morency, Gérard Labelle, Edwin-H. Nicholson et Alex. Sybionak, tous experts comptables du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Association des Comptables Généraux Licenciés de la Province de Québec" ("Certified General Accountants' Association of the Province of Quebec"), avec pouvoir d'exercer les droits et privilèges ordinairement octroyés aux corporations analogues ayant pour but de maintenir, améliorer et augmenter les connaissances professionnelles, l'habileté et la compétence de ses membres, maintenir et élever le niveau social et la dignité de la profession de comptable général licencié, et pour cela avoir notamment le pouvoir de réglementer l'admission l'éligibilité, la qualification, le classement, la conduite, la suspension et l'expulsion de ses membres, fixer les contributions annuelles ou autres prescrire les conditions et exigences relatives aux examens et à la présentation des candidats, organiser pour ses membres en collaboration avec des institutions d'enseignement des cours, conférences, etc., signer avec toute université ou institution d'enseignement comptable tous contrats ou arrangements appropriés concernant les matières éducationnelles, s'affilier à toute autre association constituée ou non en corporation et dont les fins sont analogues, établir et administrer un fonds de secours ou de bienfaisance au bénéfice de ses membres et adopter des règlements pour les fins ci-dessus et d'autres.

Québec, le 23 janvier 1946.

Le Procureur des pétitionnaires,
12423-4-4-0 YVES PRÉVOST, avocat.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Monsieur Rosario Laurin, prêtre-Curé, MM. Léger Paquin, cultivateur, Edouard Martineau, aubergiste, Fortunat Aubry, bourgeois, tous quatre de la paroisse de St-Sauveur dans le comté de Terrebonne et J.-P. Laberge, commerçant et Aimé Parent, comptable, tous deux des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour détacher le territoire suivant de la municipalité de la paroisse de St-Sauveur dans le comté de Terrebonne, pour être érigé en une municipalité de paroisse séparée sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Ste-Anne-des-Lacs dans le comté de Terrebonne" et pour détacher ledit territoire de la municipalité scolaire de St-Sauveur, pour être érigé en une municipalité scolaire séparée sous le nom de "Municipalité scolaire de Ste-Anne-des-Lacs":

"Les lots 74, 76, 77, 78, 79, 80, 83, 84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195,

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that J. René de Cotret, of Trois-Rivières, René Breton, L. Paul Duchaine, Paul-Henri Dorval and Charles Robitaille, all expert accountants of the district of Quebec, and Marcel B. Morency, Gérard Labelle, Edwin H. Nicholson and Alex. Sybionak, all expert accountants of the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating them into a corporation under the name of "Certified General Accountants' Association of the Province of Quebec" ("L'Association des Comptables Généraux Licenciés de la Province de Québec"), with power to exercise the rights and privileges usually granted to similar corporations with a view to maintaining, improving and enhancing the professional knowledge, skill and competence of its members and to maintain and raise the social standard and dignity of the profession of certified general accountant, and for such purpose to have, in particular, the power to regulate the admission, eligibility, qualifications, classification, conduct, suspension and expulsion of its members, to fix the annual or other contributions, prescribe the conditions and requirements respecting examinations and the presentation of candidates, to organize, in collaboration with teaching institutions, courses, lectures, etc., for its members; to sign with any university or institution of learning any contracts or make suitable arrangements concerning educational matters, to affiliate with any other association, whether incorporated or not, and whose objects are similar; to establish and administer a relief or welfare fund for the benefit of its members and adopt by-laws for the foregoing and other purposes.

Quebec, January 23rd, 1946.

YVES PRÉVOST, advocate,
12423-4-4 Attorney for applicants.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Rev. Rosario Laurin, parish priest, Messrs. Léger Paquin, farmer, Edouard Martineau, innkeeper, Fortunat Aubry, gentleman, all of the parish of St-Sauveur in the county of Terrebonne and J.-P. Laberge, trader and Aimé Parent, accountant, both of them of the city and district of Montreal, will appeal to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, to detach the following territory from the municipality of the Parish of St-Sauveur in the county of Terrebonne to be erected into a separate municipality of parish under the name of "Municipality of the Parish of Ste-Anne-des-Lacs in the county of Terrebonne" and to detach the said territory from the school municipality of St-Sauveur, to be erected into a separate school municipality under the name of "School municipality of Ste-Anne-des-Lacs":

"The lots 74, 76, 77, 78, 79, 80, 83, 84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194,

196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213 et 214, tous du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, comté de Terrebonne.

"Ce territoire est borné comme suit:

Vers le nord-ouest, partie par la ligne de division entre les Rangs Ste-Elmire Nord-Ouest et Ste-Elmire Sud-Est et partie par les lots Nos 68 et 75, vers le Nord par les lots Nos 82, 87 et 93, vers le Nord-Est par les lots Nos. 68, 71, 72, 73, 73A, 75, par la Rivière du Nord, et par la ligne limitative entre les paroisses de St-Jérôme et de St-Sauveur, vers l'Est par les lots Nos 81, 82, 86, 87, 93 et 97, vers le Sud-Est par la ligne limitative entre les paroisses de St-Jérôme et de St-Sauveur, vers le Sud partie par la Rivière du Nord, partie par les lots Nos. 81, 87 et 93 et partie par la ligne limitative entre les Paroisses de St-Jérôme et de St-Sauveur, vers le Sud-Ouest par la ligne limitative de la paroisse de St-Sauveur et le comté d'Argenteuil."

pour désigner les sièges des conseillers par des numéros; pour permettre à toute personne domiciliée ou résidant ailleurs que dans la municipalité d'être mise en nomination et élue à la charge de conseiller sur les sièges désignés par les nos. 4, 5 et 6; pour changer les conditions dans lesquelles la charge de conseiller devient vacante; pour fixer la date de la mise en nomination et de la votation; pour déterminer la date de la première élection générale; pour soustraire la municipalité à certains articles du Code Municipal; pour déterminer l'année fiscale; pour décréter l'imposition de certaines taxes et leur date d'exigibilité; et pour autres fins.

Montréal, ce 23 janvier 1946.

Le Procureur des requérants,

12427-4-4-o

EME. LACROIX.

Canada, Province de Québec

AVIS PUBLIC

Avis Public est par les présentes donné que la Municipalité du village de Bernierville, du comté de Mégantic, dans le district d'Arthabaska, s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir les pouvoirs suivants:

Emprunter une somme de vingt-deux mille piastres à la Caisse Populaire si possible, ou ailleurs, à un taux n'excédant pas trois et demi pour cent, pour venir en aide à "Marcoux & Frère" du village de Bernierville, pour la reconstruction de leur manufacture incendiée au commencement de janvier 1946.

Bernierville, 29 janvier 1946.

L'Avocat de la requérante,

12485-5-4-o

LUCIEN DROLET, C.R.

AVIS D'UN BILL PRIVÉ

Avis est par les présentes donné, qu'un Bill privé sera présenté, lors de la prochaine Session de la législature provinciale, par l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée, aux fins de légaliser dans la province de Québec l'exercice de la chiropratique.

Les Procureurs de l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée,

YVON JASMIN,

12223-3-4-o

ALFRED TOURIGNY, C.R.

195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213 et 214, all of the official cadaster of the Parish of St-Sauveur, County of Terrebonne.

"This territory is bounded as follows:

Towards the north-west, partly by the division line between the St. Elmire north-west and St. Elmire south-east ranges and partly by lots 68 and 75, towards the north by lots nos. 82, 87 and 93, towards the north-east by lots nos. 68, 71, 72, 73, 73A, 75, by the North River, and by the boundary line between the parishes of St. Jérôme and of St-Sauveur, towards the East by lots nos. 81, 82, 86, 87, 93 and 97, towards the South-East by the boundary line between the parishes of St. Jérôme and St-Sauveur, towards the South partly by the North River, partly by lots nos. 81, 87 and 93 and partly by the boundary line between the parishes of St. Jérôme and St-Sauveur, towards the South-West by the boundary line of the Parish of St-Sauveur and the County of Argenteuil."

to designate the seats of the councilors by numbers; to permit to any person having no residence or residing in the municipality to be put into nomination and elected to the office of councilor on seats designated by the numbers 4, 5 and 6; to change the conditions according to which the office of councilor becomes vacant; to determine the date on which the Mayor and councilors are nominated and the date of the voting; to determine the date of the first general election; to exempt the municipality from certain articles of the Municipal Code; to determine the fiscal year; to decree the imposition of certain taxes and their date of exigibility; and for other purposes.

Montreal, January 23rd, 1946.

EME. LACROIX,

12427-4-4-o

Solicitor for the Petitioners.

Canada, Province of Quebec

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Municipality of the Village of Bernierville, county of Mégantic, district of Arthabaska, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain the following powers:

To borrow an amount of twenty-two thousand dollars from La Caisse Populaire if possible, or elsewhere, at a rate not exceeding three and one half per cent, to assist "Marcoux & Frère" of the Village of Bernierville, in the reconstruction of their factory which was burned at the beginning of January, 1946.

Bernierville, January 29th, 1946.

LUCIEN DROLET, K.C.,

12485-5-4

Attorney for applicant.

NOTICE OF A PRIVATE BILL

Notice is hereby given that a private Bill will be presented at the next Session of the Provincial Legislature by "The Quebec Chiropractic Association Incorporated" so that the practice of Chiropractic may be legalized in the Province of Quebec.

YVON JASMIN,
ALFRED TOURIGNY, K.C.,
Attorneys for "The Quebec Chiropractic Association Incorporated".

12223-3-4-o

AVIS

Avis est donné que la "Ville de Dorion" s'adressera à la Législature provinciale à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi pour modifier sa charte aux fins:

1° d'annexer à son territoire, pour fins municipales, un territoire situé dans la Paroisse St-Michel de Vaudreuil et composé de partie des lots 140, 141, 142, 143, 144, 366, 238, 367, 368 et partie des subdivisions 19, 20, 21, 22 du lot originaire 367, et partie de la subdivision 34 du lot originaire 368 et des subdivisions 35 à 58 inclusivement du lot originaire 368, partie des lots 268, 459, 460, 461, tous ces lots étant du cadastre de la Paroisse St-Michel de Vaudreuil;

2° de détacher de son territoire partie des subdivisions 133, 134, 135 du lot originaire 458, partie des subdivisions 18 et 19 du lot originaire 1591, les subdivisions 1 à 17 inclusivement et 20 à 33 inclusivement du lot originaire 1591 et la partie non subdivisée du lot 1591 et la subdivision 132 du lot originaire 458, tous ces lots étant du cadastre de la Paroisse St-Michel de Vaudreuil.

Montréal, ce 5 janvier 1946.

Les Procureurs de la "Ville de Dorion",
12095-2-4-o GUÉRIN, GODIN & PINARD.

NOTICE

Notice is hereby given that "Ville de Dorion" will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of a law amending its Charter as follows:

1o To annex to its territory for municipal purposes, a territory situated in the Parish of St-Michel de Vaudreuil and composed of portion of lots 140, 141, 142, 143, 144, 366, 238, 367, 368, and portion of subdivisions 19, 20, 21, and 22 of the original lot 367, portion of subdivision 34 of the original lot 368 and of subdivisions 35 to 58 inclusively of the original lot 368 and portion of lots 268, 459, 460 and 461, all those lots being of the cadaster of the Parish of St-Michel de Vaudreuil;

2o To detach from its territory portions of subdivisions 133, 134, 135 of the original lot 458, and portion of subdivisions 18 and 19 of the original lot 1591, subdivisions 1 to 17 inclusively and 20 to 33 inclusively of the original lot 1591, and the unsubdivided portion of lot 1591 and subdivision 132 of the original lot 458; all those lots being of the cadaster of the Parish of St-Michel de Vaudreuil;

Montreal, January 5, 1946.

GUÉRIN, GODIN & PINARD,
12095-2-4-o Attorneys for "Ville de Dorion."

VILLE DE LOUISEVILLE

Avis de petition

Avis est par les présentes donné que la ville de Louiseville demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi amendant certaines dispositions de la Loi des Cités et Villes de la Province de Québec, et de la Charte de la Ville de Louiseville et des autres lois concernées aux fins de;

Ratifier et confirmer un contrat signé par elle et The Associated Textile Co. of Canada Ltd, lequel fixe à \$666,666.66 l'évaluation des biens imposables que ladite Compagnie possédera dans les limites de ladite ville, détermine la taux de la taxe et le terme dudit contrat, et décrète que la valeur susdite servira de base à l'évaluation future des biens imposables de ladite Compagnie.

Louiseville le 2 janvier, 1946.

Le Procureur de la ville de Louiseville.
12076-2-4-o J.-MIVILLE LESAGE.

TOWN OF LOUISEVILLE

Notice of Application

Notice is hereby given that the town of Louiseville, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act, amending certain provisions of the Cities and Towns Act of the Province of Quebec, and the charter of the town of Louiseville, and of other Acts concerned, for the purpose of:

Ratifying and confirming a contract signed by it and by The Associated Textile Co. of Canada Ltd., the same fixing to \$666,666.66 the valuation of the taxable, property which the said company may own within the limits of the said town, fixing the rate of taxation and the duration of said contract, and enacting that the above-mentioned value shall serve as the basis for future valuation of taxable property of the said company.

Louiseville, January 2nd, 1946.

J. MIVILLE LESAGE,
12076-2-4 Attorney for the town of Louiseville.

AVIS PUBLIC

SUCCESSION DAME LÉONA MASSE-DUFRESNE

Avis est par les présentes donné par Demoiselle Lorette Dufresne, employée d'assurance, des cité et district de Montréal, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour faire passer une loi interprétant le testament olographe de feu Dame Léona Masse, veuve de J.-Émile Dufresne.

Montréal, 29 janvier 1946.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
12513-5-4-o BEAULIEU, GOVIN, BOURDON
& BEAULIEU.

PUBLIC NOTICE

ESTATE OF DAME LÉONA MASSE-DUFRESNE

Notice is hereby given by Miss Lorette Dufresne, insurance employee, of the city and district of Montreal, that she will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act interpreting the holograph will of the late Dame Léona Masse, widow of J.-Émile Dufresne.

Montreal, January 29th, 1946.

BEAULIEU, GOVIN, BOURDON
& BEAULIEU,
12513-5-4 Attorneys for the Applicant.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure, N° 19146. Dame Adjutor Dumas (née Léona Isabelle), ménagère, de la ville de Mégantic, épouse de Monsieur Adjutor Dumas, journalier, de la ville de Mégantic, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Adjutor Dumas, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-huitième jour du mois de janvier, mil neuf cent quarante-six.

Le Procureur de la demanderesse,
J.-ARMAND DROUIN, avocat,
12512-o Lac Mégantic.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. 19146. Dame Adjutor Dumas (née Léona Isabelle), housewife, of the town of Mégantic, wife of Mr. Adjutor Dumas, labourer, of the town of Mégantic, duly authorized to "ester en justice", plaintiff; vs the said Adjutor Dumas, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the twenty-eighth day of the month of January, nineteen hundred and forty-six.

J.-ARMAND DROUIN, advocate,
Lac Mégantic,
12512 Attorney for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 363

Québec, le 24 janvier 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT l'addition d'une partie contractante à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), monsieur Oscar Larochelle, entrepreneur-électricien, 1095, Montcalm, Trois-Rivières, a présenté au Ministère du Travail une requête à l'effet d'être accepté comme partie co-contractante, du côté patronal, à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans la région des Trois-Rivières, ratifiée par le décret numéro 1658 du 19 avril 1940 et amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 novembre 1945;

ATTENDU que le Comité paritaire chargé de surveiller l'application dudit décret a été consulté;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée et que le nom de monsieur Oscar Larochelle soit ajouté à la suite des entrepreneurs-électriciens apparaissant dans ledit décret comme parties de seconde part.

A. MORISSET,
12517-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 362

Québec, le 24 janvier 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province de Québec.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 363

Québec, January 24th, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adding of a contracting party to the collective labour agreement relating to the building trades in the district of Three Rivers.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), Mr Oscar Larochelle, electrical contractor, 1095 Montcalm street, Three Rivers, has submitted to the Minister of Labour a request to be accepted as co-contracting party, on the employers' side, to the collective labour agreement relating to the building trades in the district of Three Rivers, ratified by the decree number 1658 of April 19th, 1940, and amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on November 17th, 1945;

WHEREAS the Parity Committee entrusted with the administration of the said decree has been consulted;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted and that the name of Mr Oscar Larochelle be added to those of the electrical contractors mentioned in the said decree as parties of the second part.

A. MORISSET,
12517-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 362

Québec, January 24th, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the paper box industry in the Province of Quebec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 2202, du 8 juin 1945, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 octobre 1945;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que le Conseil régional du travail a approuvé les modifications proposées dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 3 janvier 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 2202 soit modifié de la façon suivante:

1° La classification suivante est ajoutée au paragraphe "a" de l'article II — taux horaires minima, après les mots "Mécanicienne de machine à renforts... 0.30":

"Fileuse — machine à quatre coins... 0.30"

2° La classification suivante est ajoutée au paragraphe "a" de l'article II — taux horaires maxima, après les mots "Mécanicienne de machine à renforts... 0.41":

"Fileuse — machine à quatre coins... 0.41"

A. MORISSET,

12516-o

Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 2202, of June 8th, 1945, relating to the paper box industry in the province of Quebec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on October 6th, 1945;

WHEREAS no objection has been made against its approval:

WHEREAS the Regional Labour Board has approved the amendments contained in the said request by a decision taken at its meeting of January 3rd, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2202, be amended as follows:

1. The following item is added to subsection "a" of section II — minimum hourly rates, after the words "Staying machine operators... 0.30":

"Four-corner machine feeders... 0.30"

2. The following item is added to subsection "a" of section II — maximum hourly rates, after the words "Staying machine operators... 0.41":

"Four-corner machine feeders... 0.41"

A. MORISSET,

12516-o

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS DE RACHAT

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE COATICOOK

Avis public, est par les présentes donné, suivant les termes du règlement N° 309, série "B" du conseil de la dite ville, que les obligations datées du 1er avril 1944, portant intérêt au taux de 3½% l'an émises en vertu du dit règlement et non encore échues, seront rachetées au pair le 1er avril 1946, date à laquelle ces obligations cesseront de porter intérêt.

Les détenteurs des dites obligations sont donc requis de présenter leurs titres le ou après le 1er avril 1946, aux bureaux de la banque Canadienne de Commerce à Montréal ou à Coaticook, où ils seront payés.

Donné à Coaticook ce 26 janvier 1946.

Copie conforme:

12399-4-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

Miscellaneous Notices

NOTICE OF REDEMPTION

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF COATICOOK

Public Notice is hereby given under the terms of By-law No. 309 series B of the Council of the Town of Coaticook, that bonds dated April 1st 1944 bearing interest at 3½% per annum issued under said by-law and not yet matured, will be redeemed at par on the 1st of April 1946, date whereon the said bonds shall cease to bear interest.

The holders of said bonds are thus called upon to present their titles on or after April 1st 1946, at the offices of the Canadian Bank of Commerce at Montreal or Coaticook, where said bonds will be paid.

Given at Coaticook this twenty-sixth day of January 1946.

A true copy.

12399-4-2

ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Association Forestière Ste-Anne-de-Roquemaure", en date du 10 août 1945, dont le siège social est à Ste-Anne-de-Roquemaure, dans le Comté d'Abitibi Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 janvier 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

12490-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Association Forestière Ste-Anne-de-Roquemaure" under date the 10th day of August, 1945, whereof the head office is at Ste-Anne-de-Roquemaure, county of Abitibi West and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th of January, 1946.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

12490

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Étienne-de-Bolton", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Étienne-de-Bolton, district de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12482-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Rose-du-Dégelis", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Rose-du-Dégelis, district de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12483-o JEAN BRUCHÉSI.

"ZENDA REALTIES LIMITED"

Règlement N° 3A

(Concernant l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie de quatre à cinq)

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq (5) directeurs dont chacun, au moment de son élection et pendant le terme de son office, sera un actionnaire de la compagnie au montant d'au moins une (1) action et n'aura pas d'arrérages concernant tout appel sur icelle."

Le règlement précédent a été dûment adopté à une assemblée des directeurs de la compagnie Zenda Realities Limited tenue au siège social de la compagnie le 13 décembre 1945, et a été approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée pour considérer ledit règlement.

Le Président,
WILLIAM LEVY.
Le Secrétaire,
PHILIP LEVY.

12491

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Employés de Canadian Brassières, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Lévis, district de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12496-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Étienne-de-Bolton" for the study defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary on January 10th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Étienne-de-Bolton, district of Bedford.

JEAN BRUCHÉSI,
12482 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Rose-du-Dégelis" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 10th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Rose-du-Dégelis, district of Kamouraska.

JEAN BRUCHÉSI,
12483 Under Secretary of the Province.

"ZENDA REALTIES LIMITED"

By-Law No. 3A

(Concerning the increase of number of Directors of the Company from four to five)

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of five (5) directors each of whom at the time of his election, and throughout the term of his office, shall be a shareholder of the Company to the amount of at least one (1) share and not in arrears in respect of any call thereon."

The foregoing By-Law was duly adopted at a Meeting of Directors of "Zenda Realities Limited", held at the head office of the Company on December 13th, 1945, and has been approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a Special General Meeting called for considering the said By-Law.

WILLIAM LEVY,
President.
PHILIP LEVY,
Secretary.

12491-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Employés de Canadian Brassières, Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January eighteenth, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Lévis, district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,
12496 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire des Mille-Iles", en date du 19 janvier 1946, dont le siège social est à Ste-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 janvier 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12508-o JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité des cantons unis de Blake, Bigelow, Wells, McGill, comté Labelle, que le Lieutenant-gouverneur a approuvé, en date du 17 janvier 1946, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement de nom de la municipalité des cantons unis Blake, Bigelow, Wells, McGill en celui de "municipalité de Notre-Dame du Laus".

Conformément aux dispositions du code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

N.-D. du Laus, 25 janvier 1946.
Le Maire,
DOM. ST-LOUIS.
Le Sec.-Trés.,
12514-o FRANÇOIS HOTTE,

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de: "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Luce", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 24 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Luceville, district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12507-o JEAN BRUCHESI.

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du 23 janvier 1946, les règlements 1 à 34 inclusivement de "Saguenay Country Club", tels qu'amendés à une assemblée tenue le 8 novembre 1945, ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, statuts refondus de Québec 1941, chapitre 276.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25ième jour de janvier 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12497 JEAN BRUCHESI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 17 janvier 1946, l'amendement apporté au règlement N° 10 des règlements de "La Corporation Récréative d'Outremont", tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 14 décembre 1945, a été approuvé, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 janvier 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12492-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire des Mille-Iles", under date the nineteenth day of January, 1946, whereof the head office is at Ste-Thérèse-de-Blainville, county of Terrebonne, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this twenty-third day of January, 1946.

JEAN BRUCHESI,
12508 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the mayor and the secretary-treasurer of the municipality of the United Townships of Blake, Bigelow, Wells, McGill, county of Labelle, that the Lieutenant-Governor has approved, under date the 17th of January, 1946, following a report from the Committee of the Honourable Executive Council, the change of name of the municipality of the United Townships of Blake, Bigelow, Wells, McGill to that of "Municipality of Notre-Dame du Laus".

In conformity with the provisions of the Municipal Code, this change of name comes into force as from the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

N.-D. du Laus, January 25th, 1946.
DOM. ST-LOUIS,
Mayor.
12514 FRANÇOIS HOTTE,
Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Luce" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 24th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Luceville, district of Rimouski.

JEAN BRUCHESI,
12507 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated January 23rd, 1946, By-Laws 1 to 34 inclusively of "Saguenay Country Club", as amended at a meeting held on November 8th, 1945, were approved, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act, Quebec Revised Statutes, 1941, Chapter 276.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 25th day of January, 1946.

JEAN BRUCHESI,
12497-o Under-Secretary of the Province.

Notice is hereby given, that by Order in Council dated January 17th, 1946, the amendment made to by-law No. 10 of the by-laws of "La Corporation Récréative d'Outremont", as adopted at the meeting held the 14th of December, 1945, has been approved, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, 25th, 1946.

JEAN BRUCHESI,
12492 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Verdun", en date du 21 novembre 1945, dont le siège social est à Verdun, comté de Verdun, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 4 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12493-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de: "Le Syndicat de l'U.C.C. de Marieville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quinze janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Marieville, district de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12494-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de: "Le Syndicat de l'U.C.C. de Trois-Pistoles", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est située à Trois-Pistoles, district de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12495-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de St-Ulric-de-Rivière-Blanche", en date du 17 décembre 1945, dont le siège social est à Rivière-Blanche, comté de Matane, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 22 janvier 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12477-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Berthier (en bas)", en date du 19 novembre 1945, dont le siège social est à Berthier, comté de Montmagny, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 3 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12479-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Verdun", under date the twenty-first day of November, 1945, whereof the head office is at Verdun, county of Verdun, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this fourth day of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
12493 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of: "Le Syndicat de l'U.C.C. de Marieville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January fifteenth, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Marieville, district of St-Hyacinthe.

JEAN BRUCHÉSI,
12494 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Trois-Pistoles, for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 23rd, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Trois-Pistoles, district of Kamouraska.

JEAN BRUCHÉSI,
12495 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de St-Ulric-de-Rivière-Blanche", under date the seventeenth day of December, 1945, whereof the head office is at Rivière-Blanche, county of Matane, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this twenty-second day of January, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
12477 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Berthier (en bas)", under date the nineteenth day of November, 1945, whereof the head office is at Berthier, county Montmagny, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this third day of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
12479 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que, par arrêté ministériel en date du 10 janvier 1946, les règlements 1 à 35 inclusivement de "Canadian Legion (Quebec Command) Publications Corporation", tels qu'adoptés à une assemblée tenue le 28 novembre 1945, ont été approuvés, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 janvier 1946.

12478 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de: "Le Syndicat de l'U.C.C. de Eastman", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix-huit janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Eastman, district de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la Province,

12480-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Lotbinière", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Lotbinière, district de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,

12481-0 JEAN BRUCHÉSI.

ADORABLE FROCKS INC.

Règlement N° 25

Règlement pour augmenter de trois à quatre le nombre des directeurs de la compagnie susdite.

Attendu que par lettres patentes constituant la compagnie en corporation, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le nombre des directeurs de la compagnie a été fixé à trois;

Et attendu qu'il y a lieu d'augmenter de trois à quatre le nombre des directeurs de la compagnie;

En conséquence, "Adorable Frocks Inc.," par ses directeurs décrète que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes changé de trois à quatre.

Le Président,
E. DUCHENY.

Le Secrétaire,
ALEX COHEN.

Sanctionné et ratifié par plus des deux tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale de la compagnie dûment convoquée pour considérer ledit règlement, tenue à Montréal, le 21e jour de décembre 1945.

Le Président de l'assemblée

des actionnaires,

12520 E. DUCHENY.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated January 10th, 1946, By-Laws 1 to 35 inclusively of "Canadian Legion (Quebec command) Publications Corporation", as adopted at a meeting held on November 28th, 1945, were approved, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Eastman" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 18th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Eastman, district of Bedford.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

12480

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Lotbinière" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 10th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Lotbinière, district of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

12481

ADORABLE FROCKS INC.

By-law No. 25

A By-Law to increase the number of Directors of the above Company from three to four.

Whereas by Letters Patent incorporating the Company under Part I of the Quebec Companies' Act, the number of Directors of the Company was fixed at three;

And whereas it is considered desirable to increase the number of the Company's Directors from three to four;

Therefore, "Adorable Frocks Inc.," by the Directors thereof enacts that the number of the Company's Directors be and is hereby changed from three to four.

E. DUCHENY,
President.

ALEX COHEN,
Secretary.

Sanctioned and confirmed by more than two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the Company duly called for consideration of the same, held at Montreal the 21st day of December, 1945.

E. DUCHENY,

12520-0 Chairman of Shareholders' Meeting.

SAGUENAY COUNTRY CLUB

Extrait des règlements de Saguenay Country Club, tels qu'amendés à une assemblée tenue le 8 novembre 1945 et approuvés par arrêté ministériel en date du 17 janvier 1946, concernant la diminution du nombre des directeurs de la corporation de neuf à huit:

"Les affaires du club seront administrées par un bureau de direction composé de huit membres. A l'assemblée qui sera tenue en avril 1946, quatre membres seront élus au bureau de direction pour une période de deux ans et quatre membres seront élus au bureau de direction pour une période d'un an. A chaque assemblée annuelle subséquente, quatre membres seront élus au bureau de direction pour une période de deux ans pour remplacer les directeurs dont les termes d'office seront expirés. Les directeurs sortants seront éligibles pour réélection."

12498 Le Secrétaire,
P.-J. BUTLER.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Abattoir coopératif de Gentilly", en date du 8 janvier 1946, dont le siège social est à Gentilly, comté de Nicolet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 janvier 1946.

12521-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de: "Le Syndicat de l'U. C. C. de Notre-Dame-du-Nord", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix-huit janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Notre-Dame-du-Nord, district de Temiscamingue.

12522-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Claire", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Claire, district de Beauce.

12524-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

SAGUENAY COUNTRY CLUB

Excerpt from the By-Laws of the Saguenay Country Club, as amended at a meeting held on November 8th, 1945, and approved by Order in Council dated January 17th, 1946, concerning the reduction of the number of Directors of the Corporation from nine to eight:

"The affairs of the Club shall be administered by a Board composed of eight members. At the meeting to be held in April 1946 four members shall be elected to the Board for a period of two years and four members shall be elected to the Board for a period of one year. At each subsequent annual meeting four members shall be elected to the Board for a period of two years to replace those Directors whose terms of office shall have expired. Retiring Directors shall be eligible for re-election."

12498-o P.-J. BUTLER,
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Abattoir coopératif de Gentilly", under date the 8th day of January, 1946, whereof the head office is at Gentilly, county of Nicolet, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th of January, 1946.

12521 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Notre-Dame-du-Nord", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 18th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Notre-Dame-du-Nord, district of Temiscamingue.

12522 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Claire", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 26th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Claire, district of Beauce.

12524 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 23 janvier 1946 et présentés avant le 6 mars 1946, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 23 février 1946 et reçues avant le 28 février 1946, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 20 mars 1946.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 23rd January, 1946, and introduced before the 6th March, 1946, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 23rd February, 1946, and received before the 28th February, 1946, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 20th March, 1946.

Québec, le 10 janvier 1946.

Quebec, January 10th, 1946.

Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

12144-2-5-o

12144-2-5-o

Chartes — Abandons de

Charters — Surrenders of

WILKINSON CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

WILKINSON CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie susdite demandera la permission d'abandonner sa charte sous la section 25 de la Loi des Compagnies.

Notice is hereby given that Wilkinson Construction Company Limited will apply for leave to surrender its charter in accordance with Section 25 of the Quebec Companies Act.

Montréal, le 19 janvier, 1946.

Montreal, January 19, 1946.

Les Avocats,

(Sgd) BRODERICK & McQUILLAN,

12484-o (Sgd) BRODERICK & McQUILLAN.

12484-o Attorneys.

AVIS

NOTICE

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Notre-Dame Lumber Limited" fera une demande pour l'abandon de sa charte suivant la loi des compagnies de Québec.

Notice is hereby given that the company "Notre-Dame Lumber Limited" will apply for leave to surrender its charter, according to the Quebec Companies Act.

Saint-Jean, 29 janvier 1946.

Saint-Jean, January 29th, 1946.

L'avocat de la Requérente,
JACQUES CARTIER.

JACQUES CARTIER,
Attorney for the Petitioner.

12511-o

12511-o

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery division d'enregistrement de Québec.

Official Cadastre of the Parish of St. Colomb de Sillery Registration Division of Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 5-A est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 5-A is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 21 décembre 1945.

Québec, December the 21st 1945.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

12486-o

12486-o

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph de Chambly division d'enregistrement de Chambly

Official Cadastre of the Parish of St. Joseph de Chambly Registration Division of Chambly

Avis est par la présente donné que les lots 273-1A, 273-1B, 273-1C, 273-1D, 273-1E, 273-1F, 273-1G, 273-1H, 273-1 à 273-210, 273-211A, 273-211B, 273-211C, 273-211D, 273-211E, 273-211F, 273-211G, 273-211H, 273-211 à 273-372, 273-374 à 273-407, 273-410 à 273-494, 273-495A, 273-495B, 273-495H, 273-495 à 273-778, 273-779A, 273-

Notice is hereby given that lots 273-1A, 273-1B, 273-1C, 273-1D, 273-1E, 273-1F, 273-1G, 273-1H, 273-1 à 273-210, 273-211A, 273-211B, 273-211C, 273-211D, 273-211E, 273-211F, 273-211G, 273-211H, 273-211 à 273-372, 273-374 to 273-407, 273-410 to 273-494, 273-495A, 273-495B, 273-495H, 273-495 à 273-778, 273-779A,

779B, 273-779C, 273-779D, 273-779E, 273-779F, 273-779G, 273-779H, 273-780A, 273-780 à 273-1063, 273-1064A, 273-1064B, 273-1064C, 273-1064D, 273-1064E, 273-1064F, 273-1064G, 273-1064H, 273-1064I, 273-1064 à 273-1124, 273-1125A, 273-1125B, 273-1125C, 273-1125 à 273-1310, 273-1311A, 273-1311B, 273-1311C, 273-1311D, 273-1311E, 273-1311F, 273-1311G, 273-1311H, 273-1311I, 273-1311 à 273-1594, 273-1595A, 273-1595B, 273-1595C, 273-1595D, 273-1595E, 273-1595F, 273-1595G, 273-1595H, 273-1595 à 273-1779, 273-1780A, 273-1780 à 273-1841, 274-1 à 274-31, 274-33 à 274-64, 274-69 à 274-72, 274-72B, 274-73 à 274-99, 274-104C, 274-105 à 274-144, 274-146 à 274-226, 274-226A, 274-226B, 274-226D, 274-227 à 274-266, 274-268 à 274-348, 274-348A, 274-348B, 274-348D, 274-349 à 274-388, 274-390 à 274-475, sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 janvier 1946.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

12500-o

AVIS

Cadastre officiel du village du Bassin de Chambly
division d'enregistrement de Chambly

Avis est par la présente donné que les lots 112-1 à 112-5, 112-6B, 112-7 à 112-49, 112-51 à 112-94, 112-96 à 112-102, 112-104 à 112-210, 112-212 à 112-258, 112-259A, 112-259 à 112-268, 112-270 à 112-331, 112-333, 112-335 à 112-338, 112-385 à 112-390, 115-3, 115-4, 115-32 à 115-74, 115-76 à 115-116, 115-116A, 115-117 à 115-119, sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 janvier 1946.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

12499-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph
de Chambly
Division d'enregistrement de Chambly

Avis est, par la présente, donné que les lots 274-476 à 274-557, 274-562 à 274-571, 274-575 à 274-656 à 274-666, 274-669 à 274-679, sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, janvier le 19, 1946.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

12501-o

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire des Directeurs

273-779B, 273-779C, 273-779D, 273-779E, 273-779F, 273-779G, 273-779H, 273-780A, 273-780 to 273-1063, 273-1064A, 273-1064B, 273-1064C, 273-1064D, 273-1064E, 273-1064F, 273-1064G, 273-1064H, 273-1064I, 273-1064 to 273-1124, 273-1125A, 273-1125B, 273-1125C, 273-1125 to 273-1310, 273-1311A, 273-1311B, 273-1311C, 273-1311D, 273-1311E, 273-1311F, 273-1311G, 273-1311H, 273-1311I, 273-1311 to 273-1594, 273-1595A, 273-1595B, 273-1595C, 273-1595D, 273-1595E, 273-1595F, 273-1595G, 273-1595H, 273-1595 to 273-1779, 273-1780A, 273-1780 to 273-1841, 274-1 to 274-31, 274-33 to 274-64, 274-69 to 274-72, 274-72B, 274-73 to 274-99, 274-104C, 274-105 to 274-144, 274-146 to 274-226, 274-226A, 274-226B, 274-226D, 274-227 to 274-266, 274-268 to 274-348, 274-348A, 274-348B, 274-348D, 274-349 to 274-388, 274-390 to 274-475 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 18th 1946.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

12500-o

NOTICE

Official Cadastre of the Village of Chambly Bassin
Registration Division of Chambly

Notice is hereby given that lots 112-1 to 112-5, 112-6B, 112-7 to 112-49, 112-51 to 112-94, 112-96 to 112-102, 112-204 to 112-210, 112-212 to 112-258, 112-259A, 112-259 to 112-268, 112-270 to 112-331, 112-333, 112-335 to 112-338, 112-385 to 112-390, 115-3, 115-4, 115-32 to 115-74, 115-76 to 115-116, 115-116A, 115-117 to 115-119 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 17th, 1946

Department of Lands and Forests,
Cadastre Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

12499-o

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Joseph
of Chambly
Registration Division of Chambly

Notice is hereby given that lots 274-476 to 274-557, 274-562 to 274-571, 274-575 to 274-654, 274-656 to 274-666, 274-669 to 274-679 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 19th, 1946.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

12501-o

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Parity Committee of the Funeral

de Funérailles de Montréal, établi en exécution du décret numéro 124, du 19 janvier 1946, et dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 357, du 24 janvier 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 février 1946, 12504-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Commerce de détail de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 4688, du 7 novembre 1945, et dont le siège social est situé à Saint-Hyacinthe, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 356 du 24 janvier 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 février 1946. 12506-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), que le Comité paritaire de l'Horlogerie lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2816, du 4 octobre 1943, et amendements, relatif au métier d'horloger dans l'Île de Montréal. On demande:

Que l'article III soit radié et remplacé par le suivant:

"III.—*Jurisdiction territoriale*: — La juridiction territoriale du présent décret comprend l'Île de Montréal, l'Île Jésus et le comté de Terrebonne."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 février 1946. 12518-o

AVIS DE MODIFICATION

L'Honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que la Commission conjointe des Coiffeurs pour dames de Montréal lui a présenté une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 1343 du 29 mai 1941, relatif aux métiers des coiffeurs pour dames dans l'Île de Montréal. On demande:

1° Que les paragraphes "g" et "h" de l'article 1 soient radiés et remplacés par les suivants:

"g.— Le terme "artisan-coiffeur" désigne tout maître coiffeur qui exerce son art seul pour son propre bénéfice, dans un salon de coiffure ou de beauté, selon les prescriptions du présent décret."

"h.— Le terme "employeur" désigne toute personne, association ou corporation qui possède un ou plusieurs salons de coiffure ou de beauté,

Directors of Montreal, established under decree number 124, of January 10th, 1946, and whose corporate seat is in Montreal, have been approved by Order in Council number 357, of January 24th, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 2nd, 1946. 12504-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the comité paritaire du Commerce de Saint-Hyacinthe, established under decree number 4688, of November 7th, 1945, and whose corporate seat is in St. Hyacinthe, have been approved by Order in Council number 356, of January 24th, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 2nd, 1946. 12506-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of Horology has submitted to him a petition to amend the decree number 2816, of October 4th, 1943, and amendments, relating to the clockmaking trade in the Island of Montreal. It is requested:

That section III be deleted and the following substituted therefor:

"III.—*Territorial jurisdiction*: — The territorial jurisdiction of the present decree comprises Montreal and Jesus Islands and the county of Terrebonne."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive and consider the objections which those interested may wish to make against the said petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 2nd, 1946. 12518-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Joint Commission of the Ladies Hairdressing Trade of Montreal has submitted to him a request to amend the decree number 1343, of May 29th, 1941, relating to the ladies hairdressing trades in the Island of Montreal. It is requested:

1. That subsections "g" and "h" of section I be deleted and the following substituted therefor:

"g.— The words "artisan-hairdresser" mean any master-hairdresser plying his art alone, and for his own benefit, in a hairdressing or beauty parlor, in conformity with the provisions of the provisions of the present decree."

"h.— The word "employer" means any person, association or corporation who owns one or more hairdressing or beauty parlors and who hires

et qui retient les services d'un ou de plusieurs maîtres coiffeurs, d'un ou de plusieurs compagnons coiffeurs, ou d'un ou de plusieurs apprentis-coiffeurs."

2° Que les paragraphes "l" et "m" de l'article 1 soient radiés.

3° Que l'article "IIA" suivant soit ajouté:

"IIA.— *Juridiction professionnelle.*— La juridiction professionnelle du présent décret s'applique à toutes les personnes qui exécutent une ou plusieurs des opérations définies au paragraphe "a" de l'article "I" du présent décret."

4° Que le paragraphe "b" de l'article V soit radié et remplacé par le suivant:

"b.— Tout travail supplémentaire, c'est-à-dire toutes les heures de travail faites par un maître coiffeur, un compagnon coiffeur ou un apprenti coiffeur, en plus de quarante-huit (48) heures par semaine sera rémunéré au prorata du salaire régulièrement payé audit employé."

5° Que les mots "Teinture des cheveux... \$3.50", apparaissant à l'article VI, soient remplacés par les suivants:

"Teinture des cheveux seulement... \$3.50"

6° Que l'article VII soit remplacé par le suivant:

"VII. — *Apprentissage.* — L'apprentissage doit se faire dans les salons de coiffure ou de beauté et sa durée est de trente-six (36) mois de travail.

L'apprentissage est régi de la façon suivante:

"a.— La durée de l'apprentissage débute de la reconnaissance officielle de l'inscription faite au comité paritaire.

b.— Tout candidat à l'apprentissage doit être âgé d'au moins 15 ans révolus; de plus, il doit avoir complété sa huitième année du cours élémentaire et en détenir un certificat, le tout à la satisfaction du comité paritaire.

c.— L'apprenti coiffeur pour dames doit fournir au comité paritaire deux photographies de dimensions satisfaisantes, dont l'une est fixée au carnet d'apprentissage et porte le sceau du comité.

d.— L'apprenti coiffeur doit se présenter au comité paritaire après chaque période de six (6) mois pour subir un examen afin de constater les progrès accomplis.

e.— Durant les deux premières années d'apprentissage, l'apprenti-coiffeur doit suivre un cours complet d'hygiène, spécialement fait pour les coiffeurs, et reconnu par le comité paritaire. Il doit subir un examen et en obtenir un certificat. Au cas d'échec, un autre examen sera permis douze mois plus tard. Tout insuccès après ce deuxième examen privera l'apprenti du droit d'exercer les opérations faisant l'objet du présent décret.

f.— Durant l'apprentissage, advenant le transfert de l'apprenti d'un salon à un autre, mention doit être faite de la date de son arrivée et de celle de son départ dans son carnet d'apprenti. Cette obligation lie tant son employeur que l'apprenti lui-même.

La mention de l'arrivée doit être faite dans les huit jours de l'entrée en service.

Dans les huit jours de l'embauchage d'un apprenti, l'employeur doit en faire la déclaration au comité paritaire, en mentionnant le nom, l'adresse et le numéro du carnet de l'apprenti ainsi embauché.

g.— A l'expiration des trente-six (36) mois de l'apprentissage, l'apprenti coiffeur pour dames doit se présenter au comité paritaire, pour subir l'examen requis pour l'obtention d'un certificat de compétence. Au cas d'insuccès, il pourra subir un examen dans un délai de six (6) mois.

the services of one or more master-hairdressers, of one or more journeyman-hairdressers, or of one or more apprentice-hairdressers."

2. That subsections "l" and "m" of section I be deleted.

3. That the following section IIA be added:

"IIA.— *Professional jurisdiction.*— The professional jurisdiction of the present decree applies to all persons performing one or more of the operations defined in subsection "a" of section "I" of the present decree."

4. That subsection "b" of section V be deleted and the following substituted therefor:

"b.— Overtime work, meaning the hours worked by a master-hairdresser, a journeyman-hairdresser or an apprentice-hairdresser in excess of forty-eight (48) hours in a week shall be paid for at the pro rata of the regular salary paid to the said employee."

5. That the words "Hair dye... \$3.50", mentioned in section VI, are replaced by the following:

"Hair dye only... \$3.50"

6. That section VII be replaced by the following:

"VII. — *Apprenticeship.* — Apprenticeship will be served in a hairdressing or beauty parlor and its duration will consist of thirty-six (36) months of work.

Apprenticeship is governed as follows:

a.— The duration of the apprenticeship begins with the official recognition of the inscription with the Parity Committee.

b.— Every candidate must be at least 15 years old and have completed the eighth year of the elementary course and hold a certificate to that effect, the whole to be approved by the Parity Committee.

c.— The ladies' apprentice-hairdresser must furnish the Parity Committee with two photographs of satisfactory size, one of which to be attached to the apprenticeship booklet with the committee's seal on it.

d.— The apprentice-hairdresser shall undergo before the Parity Committee, and every six (6) months, an examination which will show the progress made.

e.— During the first two years of apprenticeship, the apprentice-hairdresser shall follow a complete hygiene course, prepared specially for hairdressers, and recognized by the Parity Committee; he shall undergo an examination and obtain a certificate. In case of failure, another examination will be permitted twelve months later. Any subsequent failure will deprive the apprentice from the right to carry on the operations governed by the present decree.

f.— During the apprenticeship, when the apprentice is transferred from one parlor to another, the date of his leaving the one and of his entering the other must be inscribed in his apprentice booklet. This obligation is binding upon both his employer and the apprentice himself.

Mention of the arrival shall be made within the eight days following the entering into service.

Within the eight days following the employment of an apprentice, the employer shall notify the Parity Committee and give the name, address and the number of the booklet of the apprentice employed.

g.— At the expiration of the thirty-six (36) months of apprenticeship, the ladies' apprentice-hairdresser shall undergo, before the Parity Committee, the examination required for the obtaining of a certificate of competency. In the event of a failure, he may undergo another

Tout insuccès après ce deuxième examen privera l'apprenti du droit d'exercer les opérations faisant l'objet du présent décret.

h.— L'apprenti coiffeur pour dames qui s'est qualifié comme compagnon coiffeur ou maître coiffeur doit, avant que ne lui soit remis ledit certificat, remettre au comité paritaire le carnet d'apprenti dans lequel sont inscrits ses états de service comme apprenti.

i.— Le nombre d'apprentis dans un salon de coiffure ou de beauté est réparti de la façon suivante: un (1) apprenti par maître ou compagnon-coiffeur régulier, jusqu'à maximum de cinq (5).

L'employeur est considéré comme maître coiffeur, ou compagnon coiffeur ou apprenti coiffeur, s'il exerce lui-même le métier suivant qu'il détient un certificat de compétence de maître ou de compagnon coiffeur ou un carnet d'apprenti.

j.— L'apprentissage ne peut se faire que dans les salons de coiffure ou de beauté qui sont sous la direction d'un maître coiffeur.

k.— Le salaire minimum de l'apprenti sera le suivant:

Premier semestre	\$ 3.00 par semaine
Deuxième "	5.00 " "
Troisième "	6.00 " "
Quatrième "	7.00 " "
Cinquième "	8.00 " "
Sixième "	10.00 " "

l.— Un apprenti ne peut pas travailler comme employé surnuméraire, mais doit faire quarante-huit (48) heures d'ouvrage par semaine.

m.— Toute personne désirant faire l'apprentissage du manucure seulement devra d'abord obtenir un carnet d'apprenti du comité paritaire. Ce carnet autorisera le porteur à faire les opérations de manucure mentionnées au paragraphe "a" de l'article "1" seulement.

Le stage de l'apprenti manucure sera de douze (12) mois et le salaire minimum sera le suivant:

Premier semestre	\$3.00 par semaine
Deuxième "	5.00 " "
Troisième "	6.00 " "
Quatrième "	7.00 " "

Les apprentis-manucures ne peuvent faire leur apprentissage que dans les salons où sont employées des personnes détenant du comité paritaire un certificat de compétence les qualifiant pour le manucure seulement.

L'apprenti-manucure devra suivre le cours d'hygiène mentionné au paragraphe "e" du présent article, et en obtenir un certificat et ce, pendant les douze (12) mois de son apprentissage, ou au prochain cours, s'il n'y a pas de cours complet pendant cette période.

Défaut de satisfaire à cette prescription privera l'apprenti-manucure du droit d'exercer l'opération pour laquelle il détient un carnet d'apprenti.

Les apprentis-manucures ne sont pas compris dans la répartition des apprentis-coiffeurs mentionnée au paragraphe "i" du présent article, et ne sont pas autorisés à exercer des opérations de coiffure mentionnées dans le présent décret, autre que celle de manucure.

Le nombre d'apprentis-manucures par salon sera d'un apprenti par manucure qualifié comme tels.

Exception faite des dispositions du présent paragraphe, les apprentis-manucures sont sujets aux règlements concernant l'apprentissage des coiffeurs.

7° Que les paragraphes "b" et "c" de l'article X soient radiés et remplacés par les suivants:

examination within six (6) months. Any subsequent failure will deprive the apprentice from the right to carry on the operations governed by the present decree.

h.— The ladies' apprentice-hairdresser not qualified as journeyman-hairdresser or master-hairdresser must, before being given the said certificate, return to the Parity Committee the apprentice booklet in which his periods of service as apprentice are inscribed.

i.— The number of apprentices in a hairdressing or beauty parlor is divided as follows: one (1) apprentice per regular master or journeyman-hairdresser to the extent of five (5).

The employer is considered as a master-hairdresser or journeyman-hairdresser or apprentice-hairdresser when he personally plies the trade whether as master or journeyman or apprentice-hairdresser according to his certificate of competency or his apprentice booklet.

j.— The apprenticeship shall be made only in hairdressing or beauty parlors which are under the direction of a master-hairdresser.

k.— The minimum wage of the apprentice is as follows:

First six months	\$ 3.00 per week
Second six months	5.00 " "
Third six months	6.00 " "
Fourth six months	7.00 " "
Fifth six months	8.00 " "
Sixth six months	10.00 " "

l.— An apprentice shall not work as supernumerary employee but is compelled to work forty-eight (48) hours per week.

m.— Any person wishing to make the manicure's apprenticeship only shall first obtain an apprentice booklet from the Parity Committee. This booklet will authorize the bearer to carry on only the operations of the manicure mentioned in subsection "a" of section "I".

The apprenticeship period for the apprentice-manucure will consist of twelve (12) months and the minimum wage rate will be as follows:

First six months	\$3.00 per week
Second six months	5.00 " "
Third six months	6.00 " "
Fourth six months	7.00 " "

Apprentice-manucures shall make their apprenticeship only in parlors which employ persons holding a certificate of competency issued by the Parity Committee and qualifying them for manicure only.

Apprentice-manucures shall follow the hygiene course mentioned in subsection "e" of the present section and obtain a certificate during the twelve (12) months of their apprenticeship, or at the next course if there be no complete course during such period.

Apprentice-manucures failing to abide by this provision will be deprived from the right to carry on the operation for which they hold an apprentice booklet.

Apprentice-manucures are not included in the distribution of apprentice-hairdressers mentioned in subsection "i" of the present section and are not authorized to carry on the hairdressing operations mentioned in the present decree other than that of manicure.

The number of apprentice-manucures per parlor in a parlor will be one apprentice to each manicure qualified as such.

Notwithstanding the provisions of the present subsection, apprentice-manucures are subject to the regulations concerning the apprenticeship of hairdressers.

7. That subsections "b" and "c" of section X be deleted and the following substituted therefor:

"b.—Aucun artisan, maître, compagnon ou apprenti-coiffeur pour dames ne peut exercer son métier ailleurs que dans les endroits où établissements décrits dans le présent décret et dans les hôpitaux. Tout travail exécuté dans des conditions autres que celles du présent décret doit être considéré préalablement par le comité paritaire."

"c.—Tout tenancier d'un salon de coiffure qui loge ou nourrit son employé coiffeur pour dames ne pourra exiger plus de \$3.00 par semaine pour le gîte et pas plus de \$5.00 pour la nourriture."

Ces exigences de gîte et de nourriture ne doivent pas être déduites des montants de salaires et commissions qui doivent apparaître au complet sur les rapports faits au comité paritaire."

8° Que les paragraphes "f", "g" et "h" suivants soient ajoutés à l'article X:

"f.—L'employeur doit allouer une (1) semaine de vacances payées à tout employé ayant été à son emploi durant une période d'au moins douze (12) mois consécutifs de calendrier, exception faite des absences jugées légitimes et ne dépassant pas un total annuel de quarante-huit (48) heures."

Cependant, si, à la satisfaction du comité paritaire, il est impossible à un employeur de permettre à son employé de prendre les vacances ci-haut mentionnées, il devra, avec le consentement de l'employé, lui payer une semaine de salaire régulier additionnel."

L'employeur a le privilège de déterminer lui-même la période de telles vacances."

"g.—Toute personne, association ou corporation propriétaire de plusieurs salons de coiffure ou de beauté, devra considérer chacun de ces établissements comme des entités distinctes, soumis, chacun, aux prescriptions du présent décret."

"h.—Chaque salon de coiffure ou de beauté doit avoir, comme employé régulier, au moins un maître coiffeur."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 février 1946.

12510-0

"b.—The artisan, master, journeyman or apprentice-hairdresser for ladies may ply his trade only in places or establishments described in the present decree and in hospitals. Any work done in conditions not stipulated in the present decree shall be previously considered by the Parity Committee."

"c.—Any hairdressing parlor keeper who lodges and boards his ladies' hairdresser-employee may not charge more than \$3.00 per week for lodging and not more than \$5.00 for board."

These amounts shall not be deducted from the wages and commissions; the latter must be indicated without deduction on the reports made to the Parity Committee."

8. That the following subsections "f", "g" and "h" be added to section X:

"f.—Every employer shall give one (1) week of vacation with pay to every employee which has been in his service for a minimum period of twelve (12) consecutive calendar months, with the exception of absences deemed legitimate and not exceeding forty-eight (48) hours per year."

However, and after approval of the Parity Committee, when it is impossible for an employer to give the above vacation to his employee, he may, with the latter's consent, give him an additional regular week's pay."

The employer has the privilege of determining himself the period of such vacation."

"g.—Any person, association or corporation owning many hairdressing or beauty parlors must consider each one of such establishments as distinct entities, submitted, individually, to the provisions of the present decree."

"h.—Every hairdressing or beauty parlor shall have, as regular employee, at least one master-hairdresser."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said petition.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 2nd, 1946.

12510-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Directeurs de Funérailles de Montréal, établi en exécution du décret numéro 124, du 10 janvier 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 361, du 24 janvier 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de la publication du présent règlement dans la *Gazette Officielle de Québec* au 19 janvier 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice that the Parity Committee of the Funeral Directors of Montreal, formed under decree No. 124, of January 10th, 1946, has been authorized by a regulation approved by Order in Council No. 360, of January 24th, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 136 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans, and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* to January 19th, 1947; it shall be laid in the following manner;

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$20.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret.)

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes et pourcentages.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rates fixed for journeymen, viz: \$20.00 per week (minimum rate fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentages received.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce Comité a le droit d'exiger l'assurément dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au comité paritaire dans un délai de 10 jours après l'expiration du mois pour lequel ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention Collective, le comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministère du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Directeurs de Funérailles de Montréal, pour la période se terminant le 19 janvier 1947.

COMITÉ PARITAIRE DES DIRECTEURS DE FUNÉRAILLES DE MONTRÉAL

Estimé des recettes et des déboursés pour la période se terminant le 19 janvier 1947.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1%)	\$1,500.00
Cotisations des salariés ($\frac{1}{2}$ de 1%)	1,500.00
	<u>\$3,000.00</u>

Déboursés:

Secrétariat	\$1,020.00
Inspecteur et frais de déplacement	650.00
Frais de déplacement des délégués	1,000.00
Vérification	100.00
Frais judiciaires	100.00
Dépenses de bureau, timbres, etc.	130.00
	<u>\$3,000.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 février, 1946.

12505-o

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that the reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the amounts owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee within a delay of 10 days following the expiration of the month for which it is exigible.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Funeral Directors of Montreal, for the period ending January 19th, 1947.

PARITY COMMITTEE OF THE FUNERAL DIRECTORS OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending January 19th, 1947.

Receipts:

Assessments of the professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%)	\$1,500.00
Assessments of the employees ($\frac{1}{2}$ of 1%)	1,500.00
	<u>3,000.00</u>

Disbursements:

Secretary's office	\$1,020.00
Inspector and travelling expenses	650.00
Travelling expenses of delegates	1,000.00
Audition	100.00
Judicial fees	100.00
Office expenses, stamps, etc.	130.00
	<u>\$3,000.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 2nd, 1946.

12505-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la Province de Québec, établi en exécution du décret numéro 523, du 5 février 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 361 du 24 janvier 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés :

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 février 1946 au 9 février 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné :

a) Tous les employeurs professionnels assujettis audit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs employés réguliers, supplémentaires et apprentis régis par le décret.

b) Tous les salariés régis par ledit décret sont tenus de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

Tous les employeurs professionnels régis par le décret doivent percevoir, au nom du comité paritaire, les cotisations imposées aux salariés à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ces derniers.

Les employeurs professionnels doivent transmettre au comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ledit rapport doit être envoyé au comité pas plus tard que le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible. Conséquemment, les cotisations de février seront payables le 10 mars et ainsi de suite jusqu'au 10 mars 1947.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport, s'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec, pour les douze mois commençant le 10 février 1946.

COMITÉ JOINT DES TANNERIES
ET CORROIERIES DE LA PROVINCE
DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec, formed under decree No. 523, of February 5, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 361, of January 24, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from February 10, 1946, to February 9, 1947; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll and of the bonuses, allocations remitted to their regular or supernumerary employees and to their apprentices governed by the decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the amounts sent to the Parity Committee.

All the professional employers governed by the decree shall collect, for the Parity Committee, the assessments laid upon the employees, from the wages which they pay to them.

The professional employers shall send to the Parity Committee a monthly report, together with their own assessments and the amounts collected from their employees; the said report shall not be sent to the committee later than the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which the report is exigible. Consequently, the assessments of February will be payable on March, 10 and so forth, until March 10, 1947.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the provisions of section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial activities and send same to the Minister of Labour on the following date: March 31, June 30, September 30 and December 31, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec, for the twelve months commencing February 10, 1946.

THE TANNERS AND CURRIERS JOINT COMMITTEE
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for

la période comprise entre le 10 février 1946 et le 9 février 1947.

the period comprised between February 10, 1946, and February 9, 1947.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1% de \$800,000.00)	\$4,000.00
Cotisations des salariés ($\frac{1}{2}$ de 1% de \$800,000.00)	\$4,000.00
	\$8,000.00

Receipts:

Assessments upon the professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1% of \$800,000.00)	\$4,000.00
Assessments upon the employees ($\frac{1}{2}$ of 1% of \$800,000.00)	4,000.00
	\$8,000.00

Débourssés:

Salaires	\$2,910.00
Dépenses d'inspection	1,500.00
Dépenses automobile	500.00
Loyer et éclairage	400.00
Frais légaux	200.00
Impression et papeterie	100.00
Poste et téléphone	150.00
Echange de banque	50.00
Jetons de présence	270.00
Frais de déplacement des membres	1,200.00
Assurance	100.00
Vérification	100.00
Divers	520.00
	\$8,000.00

Disboursments:

Salaries	\$2,910.00
Inspection expenses	1,500.00
Automobile expenses	500.00
Rent and lighting	400.00
Legal fees	200.00
Printing and stationary	100.00
Postal charges and telephone	150.00
Bank exchange	50.00
Meeting expenses	270.00
Members' travelling expenses	1,200.00
Insurance	100.00
Auditing	100.00
Miscellaneous	520.00
	\$8,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 février, 1946. 12503-o

Department of Labour,
Quebec, February 2nd, 1946. 12503-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 2025, du 24 juillet 1935, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 358 du 24 janvier 1946, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec, established under decree number 2025, of July 24, 1935, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 358, of January 24th 1946, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 15 février 1946, au 15 février 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from February 15th, 1946, to February 15th, 1947, and apply as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ of 1 %) of the fixed wages and of the percentages paid to their employees.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of their fixed wages and percentages.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations: le Comité Paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité Paritaire.

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité Paritaire à tous les mois.

The professional employer shall have those forms filled in and returned to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité Paritaire.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité Paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assèrmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité Paritaire le ou avant le mercredi suivant la fin de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité Paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de la chappellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 15 février 1946 et le 15 février 1947.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA CHAPPELLERIE POUR DAMES ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Montréal, P.Q.

Etats des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 15 février 1946, et le 15 février 1947.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels: ($\frac{1}{2}$ de 1%)	\$ 5,500.00
Cotisations des salaires: ($\frac{1}{2}$ de 1%)	5,500.00
	\$11,000.00

Dépenses:

Loyer, téléphone, électricité	\$ 755.00
Taxes d'eau et d'affaires	55.00
Salaires de l'inspecteur et de l'inspecteur adjoint	2,600.00
Dépenses générales et autres des inspecteurs	715.00
Salaires au bureau	2,200.00
Salairé du secrétaire	856.00
Frais d'administration	3,200.00
Honoraires du vérificateur	144.00
Dépenses du bureau, timbres, papeterie, impressions, dépenses générales, etc	250.00
Frais légaux	100.00
Ameublement	50.00
Dépenses diverses imprévues	75.00
	\$11,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 février 1946. 12502-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de Détail de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 2688, du 7 novembre 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact a sworn report every time it deems such an action to be advisable.

The report, together with the levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the report is requirable.

3. Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1946.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the period between February 15th 1946 and February 15th 1947, is hereto annexed.

JOINT COMMITTEE OF THE MILLINERY AND WOMEN'S AND CHILDREN'S HEADWEAR INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Montreal, P.Q.

Estimate of Receipts and disbursements for the period between February 15th 1946, and February 15th 1947.

Receipts:

Levy upon the professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%)	\$ 5,500.00
Levy upon the employees ($\frac{1}{2}$ of 1%)	5,500.00
	\$11,000.00

Disbursements:

Rent, Telephone, Light services....	\$ 755.00
Water and Business Taxes	55.00
Inspector's and Deputy-Inspector's wages	2,600.00
Inspector's General and other expenses	715.00
Office salaries	2,200.00
Secretary wages	856.00
Administration remuneration	3,200.00
Auditors' fees	144.00
Office expenses, stamps, stationery, printing, general expenses, etc...	250.00
Legal fees	100.00
Furniture	50.00
Miscellaneous expenses unforeseen ..	75.00
	\$11,000.00

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 2nd, 1946. 12502-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Comité paritaire du Commerce de Détail de Saint-Hyacinthe, established under decree number 2688, of November 7th, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 359, of January 24th, 1946,

359, du 24 janvier 1946, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après:

Cotisations

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 10 novembre 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$16.00.

c) Les salariés régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des feuilles imprimées indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire avant le 10 du mois suivant celui pour lequel ledit rapport est exigible.

Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail de Saint-Hyacinthe pour la période se terminant le 10 novembre 1946.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE SAINT-HYACINTHE

Estimé des recettes et des déboursés pour la période se terminant le 10 novembre 1946.

Revenus:

Cotisation des employeurs professionnels: ($\frac{1}{2}$ de 1% de \$254,000.00)	\$1,270.00
Cotisation des salariés: ($\frac{1}{2}$ de 1% de 254,000.00)	1,270.00
	\$2,540.00

Déboursés:

Assurance et frais de cautionnement	\$ 5.00
Dépenses de bureau (papeterie)	250.00

to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree in conformity with the following method and rate:

Assessments

The period of levy will extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to November 10th, 1946; the said levy will be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their employees

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established in the decree for journeymen, namely: \$16.00

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and their percentages.

Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with printed sheets indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that the reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the amounts owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee has the power to have the reports sworn to each time it deems it advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee before the 10th day of the month following that for which the said report is requirable.

Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenditures of the Comité paritaire du Commerce de Détail de Saint-Hyacinthe for the period ending November 10th, 1946.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE SAINT-HYACINTHE

Estimate of the Receipts and Disbursements for the period ending november 10th 1946.

Receipts:

Professional employers' assessments: ($\frac{1}{2}$ of 1% of \$254,000.00)	\$1,270.00
Employees' assessments: ($\frac{1}{2}$ of 1% of \$254,000.00)	1,270.00
	\$2,540.00

Disbursements:

Insurance and fidelity bond	\$ 5.00
Office expenses (stationery)	250.00

Ameublement	150.00	Furniture	150.00
Frais légaux	100.00	Legal fees	100.00
Loyer et éclairage	435.00	Rent and lighting	435.00
Secrétaire-gérant et inspecteur	1,300.00	Managing secretary and inspector	1,300.00
Divers	300.00	Miscellaneous	300.00
	\$2,540.00		\$2,540.00

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 février 1946. 12519-0

Department of Labour,
Quebec, February 2nd 1946. 12519-0

Voirie

Roads

AVIS

NOTICE

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Dans la municipalité de la paroisse de La Présentation, comté de St-Hyacinthe:

Route du Grand Rang: une longueur de 288 pieds, sur ou vis-à-vis les lots Nos 352 et 353.

Chemin des Petits Étangs: une longueur de 176 pieds, sur ou vis-à-vis les lots Nos 353 et 406.

Route N° 11 — Montréal-Mont-Laurier-Maniwaki-Hull, comté de Terrebonne.

Dans la municipalité de St-Jérôme, Rivière-du-Nord:

Une longueur de 633 pieds, au nord-est de la nouvelle route sur ou vis-à-vis le lot N° 248; une longueur de 189 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 332 et 333; une longueur de 1686 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 318, 319 et 320.

Dans la municipalité de Piedmont:

Une longueur de 570 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P-33; une longueur de 600 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P-33.

Dans la municipalité du village de Prévost:

Une longueur de 1178 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 81 et 82.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Adèle:

Une longueur de 1052 pieds, au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 9a et P-10a.

Québec, le 17 janvier 1946.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

12487-0

The parts of roads hereinafter designated shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new, straightened and improved sections, they have become useless for traffic.

In the municipality of the parish of La Présentation, county of St-Hyacinthe:

Grand Rang Highway: a length of 288 feet, on or facing lots Nos 352 and 353.

Petits Étangs road: A length of 176 feet, on or facing lots Nos. 353 and 406.

Highway No. 11.—Montréal-Mont-Laurier-Maniwaki-Hull county of Terrebonne.

In the Municipality of St-Jérôme, Rivière-du-Nord:

A length of 633 feet, Northeast of the new highway, on or facing lot No. 248; a length of 189 feet, West of the new highway, on or facing lots Nos. 332 and 333; a length of 1686 feet, West of the new highway, on or facing lots Nos. 318, 319 and 320.

In the municipality of Piedmont:

A length of 570 feet, West of the new highway, on or facing lot No. P-33; a length of 600 feet, West of the new highway, on or facing lot No. P-33.

In the municipality of the village of Prévost:

A length of 1178 feet, Northeast of the new highway, on or facing lots Nos. 81 and 82.

In the municipality of the parish of Ste-Adèle:

A length of 1052 feet, Southeast of the new highway, on or facing lots Nos 9a and P-10a.

Quebec, January 17th, 1946.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

12487

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT —
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

(Examen oral du 26 janvier 1946 — Oral examination of January 26, 1946)

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Germain	Paul	37	Montréal

Montréal, le 22 janvier 1946. — Montreal, January 22nd, 1946.

12422-2-2-0

Le Secrétaire du Barreau de Montréal,
GUY FAVREAU,
Secretary of the Bar of Montreal.

Nomination

SECRÉTARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 29 janvier 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission sous Notre seing, de nommer l'honorable M. Edouard Asselin, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité d'Outremont, membre du Conseil législatif de la province de Québec, pour y représenter la division de Wellington, en remplacement de feu l'honorable M. Louis-Arthur Giroux.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
ANTOINE LEMIEUX.

12509-0

Appointment

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN
IN CHANCERY

Quebec, this 29th day of January, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by commission under Our signature, to call the Honourable Edouard Asselin, advocate and King's Council in Law, of the City of Outremont, to the Legislative Council of the Province of Quebec, to represent therein the division of Wellington, in the place and stead of the late Honourable Louis-Arthur Giroux.

ANTOINE LEMIEUX,

12509-0 Clerk of the Crown in Chancery.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la Province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le TREIZE FÉVRIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-George, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIXIEME jour de JANVIER, l'an de grâce mil neuf cent quarante-six et de Notre règne le dixième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,

12145-2-5-0

ANTOINE LEMIEUX.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, District de Chicoutimi

PAROISSE DE SAINT-HONORÉ

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the THIRTEENTH day of FEBRUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable Sir EUGENE MARIE JOSEPH Fiset, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, this TENTH day of the month of JANUARY in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-six and in the tenth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,

Clerk of the Crown in Chancery
at Québec.

12145-2-5-0

Sales for Municipal Taxes

Province of Québec, District of Chicoutimi

PARISH OF SAINT-HONORÉ

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the

en date du VINGT-DEUX JANVIER 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des taxes dues à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Honoré, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans le soubassement de l'école du village de St-Honoré, le VINGT-SIX FÉVRIER 1946 à MIDI.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées, sauf celles de 1946, auront été payées avant le moment de la vente:

- 1.— René Beaumont — Le lot 29, rang 9.
- 2.— Edmour Gauthier — Les droits d'occupation, à titre très précaire, sur le lot 46, rang 8.
- 3.— Ludger Tremblay "Lucon" — Le lot 7, rang 9.
- 4.— Annette Mailloux — Un terrain formant partie du lot 1, rang 7 mesurant environ 200 pieds de profondeur sur 150 pieds de largeur, borné comme suit: au nord, par le terrain d'Antoine Tremblay; au sud, par le terrain de Mme Suzanne Côté-Gravel, à l'est par la route, chemin du roi, et à l'ouest par le résidu dudit lot 1, appartenant à David Gagnon.
- Les lots et partie de lot ci-dessus désignés, numéros d'ordre 1 à 4 inclusivement, sont du cadastre officiel du canton Simard.
- 5.— Lorenzo Harvey — Le lot 3, rang 1 ouest, sous billet de location.
- 6.— Albert Mailloux — Le lot 10, rang 3 est.
- 7.— Thommy Lagacé — La demie sud des lots 1 et 2, rang 3 est, sous billet de location.
- 8.— Victor Mercier — Les lots 23a et 24a, rang 3 est.
- 9.— Joseph Tremblay "Adéclard" — Les lots 16b, 17b, 18b et 19b, rang 3 est.
- 10.— Georges-Henri Tremblay — Les droits de l'occupant, à titre très précaire, sur le lot 20, rang 4 est.
- 11.— Antonio Bezeau — Le lot 32, rang 2 est, sous billet de location.
- Les lots ci-dessus désignés, numéros d'ordre 5 à 11 inclusivement, sont du cadastre officiel du canton Falardeau.
- 12.— Jean-Paul Gauthier — Les lots 37 et 38, rang 6, sous billet de location.
- 13.— Philippe Gaudreault — Les lots 60, 61 et 62, rang 10, sous billet de location, sauf le lot 61 qui est patenté.
- 14.— Dame Paul-Émile Lapointe re: Uldège — La demie ouest du lot 75 et le lot 76, rang 7.
- 15.— Ludger Tremblay "Lucien" — La demie nord du lot 71, rang 10.
- 16.— Philippe Boudreault — La demie sud du lot 70, rang 9.
- 17.— Albert Mailloux — Un terrain formant partie du lot 76, rang 8, mesurant environ 50 pieds carrés, borné comme suit: au nord par la rue dite Desrosiers, au sud par la route Coulombe, à l'est par le résidu du dit lot 76, appartenant à Ludger Petit, et à l'ouest par le terrain du Simon Coulombe.

Les lots et parties de lots ci-dessus désignés, numéros d'ordre 12 à 17 inclusivement, sont du cadastre officiel du canton Tremblay.

Ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Les versements non échus des taxes municipales consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Honoré, ce 24ième jour de janvier 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
FRANCIS DUFOUR.

12488-5-2-o

twenty-second of January, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter described, in payment of taxes due the municipal corporation of the parish of Saint-Honoré, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the school basement in the village of St-Honoré, on the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY, 1946, at NOON.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes, save those for 1946, shall have been paid before the sale.

- 1.— René Beaumont — Lot 29, range 9.
- 2.— Edmour Gauthier — The rights of occupancy, under precarious title, on lot 46, range 8.
- 3.— Ludger Tremblay, "Lucon" — Lot 7, range 9.
- 4.— Annette Mailloux: A lot of land forming part of lot 1, range 7, measuring about 200 feet in depth by 150 feet in width, bounded as follows: on the North, by the land of Antoine Tremblay; on the South by the land of Mme Suzanne Côté-Gravel, on the East by the road, King's Highway, and on the West by the residue of said lot 1, belonging to David Gagnon.
- The lots and part of lot above described, numerically from 1 to 4 inclusively, are of the official cadastre for the township Simard.
- 5.— Lorenzo Harvey: Lot 3, range 1 West, under location ticket.
- 6.— Albert Mailloux: Lot 10, range 3 East.
- 7.— Thommy Lagacé — The South half of lots 1 and 2, range 3 East, under location ticket.
- 8.— Victor Mercier: Lots 23a and 24a, range 3 East.
- 9.— Joseph Tremblay "Adéclard" — Lots 16b, 17b, 18b and 19b, range 3 East.
- 10.— Georges-Henri Tremblay: The rights of the occupant, under precarious title, on lot 20, range 4 East.
- 11.— Antonio Bezeau: Lot 32, range 2 East, under location ticket.
- The above described lots, numerically from 5 to 11 inclusively, are of the official cadastre for the township Falardeau.
- 12.— Jean-Paul Gauthier — Lots 37 and 38, range 6, under location ticket.
- 13.— Philippe Gaudreault: — Lots 60, 61 and 62, range 10, under location ticket, save lot 61 which is patented.
- 14.— Dame Paul-Émile Lapointe re: Uldège — The West half of lot 75 and lot 76, range 7.
- 15.— Ludger Tremblay "Lucien" — The North half of lot 71, range 10.
- 16.— Philippe Boudreault: The South half of lot 70, range 9.
- 17.— Albert Mailloux — A lot of land forming part of lot 76, range 8, measuring about 50 square feet, bounded as follows: on the North by said Desrosiers street, on the South by the Coulombe road, on the East by the residue of said lot 76, belonging to Ludger Petit, and on the West by the land of Simon Coulombe.

The lots and parts of lots above described, numerically from 12 to 17 inclusively, are of the official cadastre for the township Tremblay.

The said immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may effect them.

Payments of municipal consolidated taxes not yet due shall be charged to the purchaser.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint Honoré, this 24th day of January, 1946.

FRANCIS DUFOUR,
Secretary Treasurer.

12488-5-2

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ
LAC SAINT-JEAN-OUEST

Avis public est, par les présentes, donné par J.-Edouard Boily, secrétaire-trésorier du comté Lac Saint-Jean-Ouest, que les terrains ci-dessous mentionnés, y compris bâtisses et dépendances dessus construites, seront vendus à l'enchère publique, en la salle des sessions du Conseil de comté, au chef-lieu, à Roberval, JEUDI, le QUATORZIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent quarante-six, à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes municipales, scolaires et autres, ainsi que les frais encourus:

Savoir: le lot numéro 13 dans le deuxième rang du canton Parent, appartenant à monsieur Lucien Lapierre.

Taxes municipales	\$ 3.96
" scolaires	35.50
" d'Eglise	55.87

Donné à Roberval, ce 21ième jour de janvier 1946.

Le Secrétaire-trésorier du Comté,

12411-4-2-o J.-ÉDOUARD BOILY.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
LAKE SAINT JOHN WEST

Public notice is hereby given by J.-Edouard Boily, secretary-treasurer of the county of Lake Saint John West, that the hereunder discribed lands, including buildings and dependencies, will be sold at public auction, in the room where the County Council holds its meetings, at the chief place of the County, at Roberval, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and forty-six, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of the municipal and school and other taxes, and costs incurred:

To wit: lot number 13 in the second range of the township Parent, belonging to Mr. Lucien Lapierre.

Municipal taxes	\$ 3.96
School "	35.50
Church "	55.87

Given at Roberval, this 21st day of January, 1946.

J.-EDOUARD BOILY,

12411-4-2 Secretary-Treasurer of the County.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE VERCHÈRES

Avis public est, par le présent, donné par J.-Albert Geoffrion, notaire, secrétaire-trésorier du Conseil municipal du comté de Verchères, que les terrains suivants seront vendus à l'enchère publique, au bureau du Conseil municipal du comté de Verchères, JEUDI, le QUATORZE MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes municipales, scolaires, dont ils sont affectés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF VERCHÈRES

Public notice is, hereby given by J.-Albert Geoffrion, notary, secretary-treasurer of the Municipal board of the county of Verchères, that the lands hereinafter mentioned shall be sold at public auction, in the office of the Municipal board of the county of Verchères, THURSDAY, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the municipal, school taxes, thereon due, unless the same have been paid with the costs, before the sale, to wit:

Municipalité de la paroisse de Saint-Marc — Municipality of the parish of Saint-Marc

Noms Names	Nos du cadastre Cadastral Nos.	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Divers Sundries	Total
Archambault, Wilfrid & Lucien	432	\$ 0.33	\$ 0.55	\$ 0.74	\$ 1.62
Archambault, Wilfrid & Lucien	433	1.26	1.84	0.50	3.60
Charbonneau, Charles	402 ½ O.-W.	1.05	1.65	1.29	3.99

Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu — Municipality of Saint-Antoine-sur-Richelieu

Gravel, Mme-Mrs. Antoine	P. 44	\$ 3.30	\$ 8.12	\$ 1.60	\$ 13.02
------------------------------------	-----------------	---------	---------	---------	----------

A Verchères, le huit janvier mil neuf cent quarante-six.

Le Secrétaire-trésorier, C.M.C.V.,

12412-4-2-o J.-ALBERT GEOFFRION.

At Verchères, on this eighth day of January, 1946.

J.-ALBERT GEOFFRION,

12412-4-2-o Secretary-Treasurer, M.C.C.V.

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de terris
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, { **ROMEO LACHANCE**, menuisier-charpentier, domicilié à N° 11618 Chicoutimi, district de Chicoutimi demandeur; vs **STANLEY-JAMES DONELLY**, alias J.-B. PELTIER, ouvrier, domicilié à Chicoutimi, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

Un certain terrain de forme irrégulière, faisant partie du lot numéro douze-B (12-B), du rang nord de la Rivière Chicoutimi, au cadastre officiel du Canton Laterrière compris dans les bornes suivantes, au sud-est par la Rivière Chicoutimi, à la laisse des plus hautes eaux du printemps, au sud-ouest par le terrain de Simon Dubé, vendu à ce dernier par le vendeur suivant acte devant le notaire C.-E. Boivin, le 11 août 1944, numéro 13506 de ses minutes, au nord-ouest par le terrain de M. Philippe Tremblay Léo ou encore par le sommet d'une butte qui se trouve à cet endroit, et au nord-est par la ligne de division entre le lot numéro 12-B, et le lot 12-A des rang et canton ci-dessus mentionnés, avec bâtisses et avec dépendances.

Avec droit de passage pour l'acquéreur et ses représentants, à perpétuité, dans un chemin de trente pieds de largeur, partant du chemin public actuel jusqu'au terrain dudit M. Simon Dubé, ledit chemin passant sur les lots numéros douze-A et douze-B (12-A et 12-B), du rang nord de la Rivière Chicoutimi, au cadastre officiel du Canton Laterrière, l'acquéreur et ses représentants devant entretenir ce dit chemin au prorata, c'est-à-dire que s'il y a trois propriétaires ils devront diviser les dépenses en trois, et ainsi de suite. L'acquéreur devra clore seul et à ses frais ledit terrain de tous les côtés où il touche au terrain de M. Philippe Tremblay Léo.

Avec droit pour l'acquéreur et ses représentants, de passer à pied et en voiture et de toute façon sur le terrain dudit M. Simon Dubé (Partie du dit lot numéro douze-B (12-B), du rang nord de la rivière Chicoutimi, au cadastre officiel du Canton Laterrière), pour communiquer du chemin dont il est question au paragraphe précédent au terrain présentement vendu, mais ledit Simon Dubé pouvant toujours se libérer de ce droit de passage en faisant lui-même à ses frais un chemin partant du dit chemin décrit au paragraphe précédent pour aller rejoindre le terrain présentement vendu, tel chemin devant être fait à la profondeur du terrain présentement vendu et devant être aussi beau que le chemin traversant le terrain du dit M. Simon Dubé.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Laterrière, MARDI, le CINQUIEME jour du mois de MARS 1946, à DEUX heures de l'après-midi (Heure normale).

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, le 29 janvier 1946. 12515-5-2-0
[Première insertion, 2 février 1946]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris
Superior Court

District of Chicoutimi, { **ROMEO LACHANCE**, carpenter-joiner, domiciled at Chicoutimi, district of Chicoutimi, plaintiff; vs **STANLEY JAMES DONELLY**, alias J.-B. PELTIER, workman, domiciled at Chicoutimi, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

A certain lot of land of irregular figure, forming part of lot number twelve-B (12-B), of the range North of the Chicoutimi River, on the official cadastre for the Township Laterrière, comprised within the following boundaries: on the Southeast by the Chicoutimi River, at the Spring high water mark, on the Southwest by the land of Simon Dubé, sold to the latter by the vendor according to deed before notary C.-E. Boivin, the 11th of August, 1944, No. 13506 of his minutes, on the Northwest by the land of Mr. Philippe Tremblay Léo or again by the summit of a hillock which lies at this place, and on the Northeast by the division line between lot number 12-B and lot 12-A of the aforesaid range and township, with buildings and dependencies.

With right of way for the purchaser and his representatives, in perpetuity, in the road thirty feet wide, starting from the actual public road to the land of the said Mr. Simon Dubé, the said road passing over lots numbers twelve-A and twelve-B (12-A and 12-B), of the range North of the Chicoutimi River, on the official cadastre for the Township Laterrière, the purchaser and his representatives to maintain the said road prorata, that is to say that if there are three proprietors they shall divide the cost in three, and so forth. The purchaser shall fence, at his expense, the said land on all the sides that touch the land of Mr. Philippe Tremblay Léo.

With right for the purchaser and his representatives, to pass on foot and with vehicle and in any manner over the land of the said Mr. Simon Dubé (Part of said lot number twelve-B (12-B), of the range North of the Chicoutimi River, on the official cadastre for the Township Laterrière), to communicate from the road mentioned in the preceding paragraph with the land presently sold, but the said Simon Dubé shall at any time free himself from this right of way by building a road, at his own expense, starting from the said road described in the preceding paragraph, to reach the said land presently sold, such road to be made at the depth of the land presently sold and to be as good as the road crossing the land of the said Mr. Simon Dubé.

To be sold, at the parochial church door of Notre-Dame de Laterrière, on TUESDAY, the FIFTH day of the month of MARCH, 1946, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, January 29th, 1946. 12515-5-2
[First insertion, February 2nd, 1946.]

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada,
Province of Québec,
District de Terrebonne
N° 8789
{ McNULTY, BROU-
ILLETTE LI-
MITÉE, corporation lé-
galement constituée,
ayant son siège social et sa principale place
d'affaires à Montréal, district de Montréal; vs
GABRIEL JUTEAU, de la Ville de Ste-Thérèse,
district de Terrebonne.

Un terrain de forme irrégulière, situé sur la rue St-Charles, en la Ville de Ste-Thérèse, connu et désigné comme faisant partie du N° 6 au cadastre officiel du village de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant 45 pieds de front sur la rue St-Charles, 57 pieds de largeur en arrière, 66 pieds de profondeur dans une ligne et 91 pieds et 6 pouces de profondeur dans l'autre ligne, ayant une superficie de 3,818 pieds carrés, mesure anglaise, le tout plus ou moins, et borné comme suit; en avant, vers le sud par la rue St-Charles, en arrière vers le nord, par partie du lot N° 7 appartenant à Ste-Thérèse United Church, d'un côté vers l'est par partie du dit lot N° 7 appartenant à la Commission Scolaire Protestante et de l'autre côté vers l'ouest par le résidu du dit lot N° 6 appartenant au vendeur Raphaël Gauthier.

Une parcelle de terrain situé sur la rue St-Charles, en la ville de Ste-Thérèse, connu et désigné comme faisant partie du lot N° 6 du cadastre officiel du village de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant 3 pieds de front sur la rue St-Charles, par 91 pieds et 6 pouces environ de profondeur mesure anglaise, borné comme suit: en avant vers le sud par la rue St-Charles, en arrière vers le nord par partie du lot N° 7 du même cadastre, appartenant à Ste-Thérèse United Church, d'un côté vers l'est par partie du dit lot N° 6 appartenant à l'acquéreur et de l'autre côté vers l'ouest par le résidu du dit lot N° 6 appartenant au vendeur R. Gauthier avec bâtiments dessus érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Thérèse, MERCREDI, le SIX MARS 1946, à DEUX heures de l'après-midi.

St-Jérôme, le 30 janvier 1946.

12525-5-2-o ALBERT FOURNELLE.
[Première insertion, 2 février 1946]

Cour Supérieure

Canada,
Province of Québec,
District de Terrebonne
N° 8366
{ GABRIEL VER-
DIER, cultivateur
et entrepreneur, domi-
cilié et résidant à St-
Adolphe de Howard, dans le district de Terrebonne, demandeur; vs WALTER HAMPTON, de Morin Heights, dans le district de Terrebonne, défendeur.

Ce terrain, emplacement situé dans le village de Morin-Heights, dans le Comté d'Argenteuil, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels pour le canton Morin, comme étant une partie du lot numéro trente-huit lettre "A" (Partie 38A) dans le deuxième rang susdit et borné comme suit: En front par la montée, d'un côté et en arrière par le reste dudit lot appartenant à J. Watchorn et de l'autre côté par la Rivière et mesurant ledit morceau de terre environ cent pieds de largeur en front sur le chemin par une profondeur irrégulière à laquelle il est référé aux titres et contrats comme étant cinquante pieds mais qui est considérablement plus que cinquante pieds à certains points, ledit emplacement contenant toute la profondeur qu'il peut exister entre la Montée en front et une

TERREBONNE

Superior Court

Canada,
Province of Québec,
District of Terrebonne
No. 8789
{ McNULTY, BROU-
ILLETTE LI-
MITED, a corporation
legally constituted, hav-
ing its social place of business at Montreal,
district of Montreal; vs GABRIEL JUTEAU,
of the town of Ste-Thérèse, district of Terrebonne.

A lot of land of irregular form situated on St-Charles Street in the town of Ste-Thérèse, known and designated as doing part of lot No. 6 at the official plan for the Village of Ste-Thérèse de Blainville, measuring 45 feet in front on St-Charles street, 57 feet wide at the rear 66 feet in depth on one line, and 91 feet and 6 inches in depth on the other line having a surface of 3818 square feet, english measure more or less and bounded as follows; at the front to the south by St-Charles street, at the rear to the north by part of the lot No. 7 belonging to Ste-Thérèse United Church, on one side to the east by part of said lot No. 7 belonging to the Protestant School Commission, and on the other side to the west by the rest of said lot No. 6 belonging to the vendor Raphaël Gauthier.

A parcel of land situated on St-Charles street in the Town of Ste-Thérèse known and designated as being part of No. 6 at the official plan for the Village of Ste-Thérèse de Blainville, measuring 3 feet in front on St-Charles street by about 91 feet and 6 inches in depth english measure bounded as follows; in front to the south by St-Charles street, at the rear to the north by part of lot No. 7 of the same plan belonging to Ste-Thérèse United Church, on one side to east by part of said lot No. 6 belonging to the buyer and on the other side to the west by the rest of said lot No. 6 belonging to the vendor Raphaël Gauthier; with the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic door Church of Ste-Thérèse on WEDNESDAY, MARCH the SIX, 1946, at TWO o'clock in the afternoon.

St-Jérôme, January the 30th 1946.

12525-5-2-o ALBERT FOURNELLE,
[First insertion, February 2nd, 1946]

Superior Court

Canada,
Province of Québec,
District of Terrebonne
No. 8366
{ GABRIEL VER-
DIER, farmer and
contractor, residing at
St-Adolphe de Howard,
in the District of Terrebonne, demandeur; vs
WALTER HAMPTON, of Morin Heights, in the District of Terrebonne, defendant.

That certain emplacement situate in the Village of Morin Heights in the County of Argenteuil, known and designated of the Official Plan and in the Book of Reference of the Township of Morin, as being a portion of lot number thirty-eight letter "A" (Pt. 38a), in the second Range hereof and bounded as follows: In front by the montée, on one side and in rear by the rest of the said lot belonging to J. Watchorn and on the other side by the River, and measuring said piece of land about one hundred feet in width in front on the road by irregular depth, which depth is referred to in the title deeds as fifty feet, but is considerably more than fifty feet at some points, said emplacement containing all the depth there may be between the montée in front and an old concrete foundation in rear.

vieille fondation en ciment en arrière. Les mesures ci-haut mentionnées sont des mesures anglaises et sont plus ou moins.

Avec les bâtisses dessus érigées, incluse celle comme étant "Stoney-Brook Inn". Tel que le tout se trouve actuellement avec tous ces droits, membres et dépendances et sans exception d'aucune sorte de la part du vendeur et avec toutes les servitudes qui peuvent y être attachées.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise Protestante à Morin-Heights, le CINQUIEME jour de MARS 1946, à DEUX heures p.m.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, ce 24 janvier 1946. 12526-5-2-o
[Première insertion, 2 février 1946]

The above measurements are English measure and are more or less..

With the buildings thereon erected including that known as "Stoney-brook Inn". As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances and without exception or reserve of any kind on the part of the vendor, and together with all servitudes that may appertain thereto.

To be sold at the door of the Protestant Church at Morin-Heights on the FIFTH day of MARCH 1946, at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, this 24th January 1946. 12526-5-2-o
[First insertion, February 2nd, 1946]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 5

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Isabelle vs Dumas 456

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

362 — Industrie de la boîte de carton
dans la province de Québec 456
363 — Métiers du bâtiment dans la ré-
gion des Trois-Rivières 456

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Abattoir coopératif de Gentilly (Fon-
dation) 462
Adorable Frocks Inc. (Directeurs) 461
Association Forestière Ste-Anne-de-Ro-
quemaure (Fondation) 457
Canadian Legion (Quebec Command)
Publications Corporation (Règlements
Coaticook, ville de (Rachat d'obligations)
Coopérative d'Electricité de St-Ulric-
de-Rivière-Blanche (Fondation) 460
La Caisse Populaire Desjardins de Ber-
thier (en bas) (Fondation) 460
La Caisse Populaire Desjardins de Notre
Dame-de-Lourdes-de-Verdun (Fon-
dation) 460
La Caisse Populaire des Mille-Iles (Fon-
dation) 459
La Corporation Récréative d'Outre-
mont (Amendement) 459
Le Syndicat de l'U. C. C. d' Eastman
(Formation) 461
Le Syndicat de l'U. C. C. de Lotbinière
(Formation) 461
Le Syndicat de l'U. C. C. de Marieville
(Formation) 460
Le Syndicat de l'U. C. C. de Notre-
Dame-du-Nord (Formation) 462
Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Etienne-
de-Bolton (Formation) 458
Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Claire
(Formation) 462
Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Luce
(Formation) 459
Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Rose-
du-Dégelis (Formation) 458
Le Syndicat de l'U. C. C. de Trois-
Pistoles (Formation) 460

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Isabelle vs Dumas 456

ORDER IN COUNCIL:

362 — Paper Box Industry in the Pro-
vince of Quebec 456
363 — Building Trades in the District
of Trois-Rivières 456

417 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Abattoir coopératif de Gentilly (Foun-
dation) 462
Adorables Frocks Inc. (Directors) 461
Association Forestière Ste-Anne-de-Ro-
quemaure (Foundation) 457
Canadian Legion (Quebec Command)
Publications Corporation (By-laws) 461
Coaticook, town of (Redemption of bonds)
Coopérative d'Electricité de St-Ulric-
de-Rivière-Blanche (Foundation) 460
La Caisse Populaire Desjardins de Ber-
thier (en bas) (Foundation) 460
La Caisse Populaire Desjardins de Notre
Dame-de-Lourdes-de-Verdun (Foun-
dation) 460
La Caisse Populaire des Mille-Iles
(Foundation) 459
La Corporation Récréative d'Outre-
mont (Amendment) 459
Le Syndicat de l'U. C. C. de Eastman
(Formation) 461
Le Syndicat de l'U. C. C. de Lotbinière
(Formation) 461
Le Syndicat de l'U. C. C. de Marieville
(Formation) 460
Le Syndicat de l'U. C. C. de Notre-
Dame-du-Nord (Formation) 462
Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Etienne-
de-Bolton (Formation) 458
Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Claire
(Formation) 462
Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Luce
(Formation) 459
Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Rose-
du-Dégelis (Formation) 458
Le Syndicat de l'U. C. C. de Trois-
Pistoles (Formation) 460

Le Syndicat des Employés de Canadian Brassières, Inc. (Formation).....	458
Notre-Dame du Laus, munic. de (Nom changé).....	459
Saguenay Country Club (Directeurs)...	462
Saguenay Country Club (Règlements)...	459
Zénda Realities Limited (Directeurs)...	458

Le Syndicat des Employés de Canadian Brassières, Inc. (Formation).....	458
Notre-Dame du Laus, munic. of (Name changed).....	459
Saguenay County Club (Directors)....	462
Saguenay Country Club (By-laws)....	459
Zenda Realities Limited (Directors)....	458

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Bills privés.....	463
-------------------	-----

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Private Bills.....	463
--------------------	-----

CHARTES — ABANDON DE:

Notre-Dame Lumber Limited.....	463
Wilkinson Construction Company Limited.....	463

CHARTERS — SURRENDER OF:

Notre-Dame Lumber Limited.....	463
Wilkinson Construction Company Limited.....	463

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Association des Gardes-Malades Enregistrées de la province de Québec....	444
Baranovsky, George.....	443
Bernierville, village de.....	454
Cap de la Madeleine, cité de et al.....	448
Cliche, Charles-Edouard.....	446
Coaticook, ville de.....	439
Concernant la Loi des Ingénieurs Civils	449
Crown Trust Company.....	445
Dorion, ville de.....	455
Drummondville, cité de.....	449
Folkins, John Alderson.....	443
Gatineau, village de et al.....	439
Gibb, David Gordon.....	441
Granby, cité de.....	441
Hôtel-Dieu St-Michel de Roberval.....	438
Lachine, cité de.....	442
L'Association des Chiropraticiens de la province de Québec Incorporée.....	454
La Corporation des Embaumeurs de la province de Québec — The Corporation of Embalmers of the Province of Quebec.....	448
L'Association des Comptables Généraux Licenciés de la province de Québec — Certified General Accountants' Association of the Province of Quebec....	453
L'Association des Courtiers d'Assurance de la province de Québec.....	447
Lauzon, ville de.....	448
La Tuque, ville de.....	443
Louiseville, ville de.....	455
Montmagny, ville de.....	443
Robichaud, Hyacinthe Méderic.....	438
Roxboro, ville de.....	446
Sherbrooke, cité de.....	446
Ste-Anne-des-Lacs, paroisse de.....	453
Succession François-Xavier Beaudry....	442
Succession Miriam Hadley Belasco....	444
Succession Anna Vallée-Cheff.....	444
Succession Dame Léona Masse-Dufresne	455
Succession J.-H. Pariseau et al.....	450
Succession Helen Peebles.....	445
Succession Joseph-Narcisse Perrault....	450
Tremblay, Wenceslas.....	445
Val d'Or, ville de.....	451
Verdun, cité de.....	445

Registered Nurses Association of the Province of Quebec.....	444
Baranovsky, George.....	443
Bernierville, village of.....	454
Cap de la Madeleine, city of et al.....	448
Cliche, Charles-Edouard.....	446
Coaticook, town of.....	439
Concerning the Civil Engineers' Act..	449
Crown Trust Company.....	445
Dorion, town of.....	455
Drummondville, city of.....	449
Folkins, John Alderson.....	443
Gatineau, village of et al.....	449
Gibb, David Gordon.....	441
Granby, city of.....	441
Hôtel-Dieu St-Michel de Roberval.....	438
Lachine, city of.....	442
The Quebec Chiropractic Association Incorporated.....	454
The Corporation of Embalmers of the Province of Quebec — La Corporation des Embaumeurs de la province de Québec.....	448
Certified General Accountants' Association of the Province of Quebec — L'Association des Comptables Généraux Licenciés de la province de Québec.....	453
The Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec.....	447
Lauzon, town of.....	448
La Tuque, town of.....	443
Louiseville, town of.....	455
Montmagny, town of.....	443
Robichaud, Hyacinthe Méderic.....	438
Roxboro, town of.....	446
Sherbrooke, city of.....	446
Ste-Anne-des-Lacs, parish of.....	453
Estate of François-Xavier Beaudry....	442
Estate of Miriam Hadley Belasco....	444
Estate of Anna Vallée-Cheff.....	444
Estate of Dame Léona Masse-Dufresne.	455
Estate of J. H. Pariseau et al.....	450
Estate of Helen Peebles.....	445
Estate of Joseph Narcisse Perrault....	450
Tremblay, Wenceslas.....	445
Val d'Or, town of.....	451
Verdun, city of.....	445

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

TERRES ET FORETS:

Bassin de Chambly, village de.....	464
St-Colomb de Sillery, paroisse de.....	463
St-Joseph de Chambly, paroisse de.....	463
St-Joseph de Chambly, paroisse de.....	464

DEPARTMENTAL NOTICES:

LANDS AND FORESTS:

Chambly Bassin, village of.....	464
St-Colomb de Sillery, parish of.....	463
St-Joseph de Chambly, parish of.....	463
St-Joseph de Chambly, parish of.....	464

TRAVAIL:

Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec (Prélèvement).....	471
Comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec (Prélèvement).....	470
Comité paritaire de l'horlogerie (Modification).....	465
Comité paritaire des directeurs de funérailles de Montréal (Approbation de règlements).....	464
Comité paritaire des directeurs de funérailles de Montréal (Prélèvement).....	468
Comité paritaire du commerce de détail de Saint-Hyacinthe (Approbation de règlements).....	465
Comité paritaire du commerce de détail de Saint-Hyacinthe (Prélèvement)...	472
Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal (Modification)...	475

VOIRIE:

Fermeture de chemins.....	474
---------------------------	-----

EXAMENS DU BARREAU:

Montréal: pratique du droit.....	474
----------------------------------	-----

LETTRES PATENTES:

A. E. Whitehouse and Sons Limited. . .	418
Alice Adrian Inc.	419
Canadian Reconditioning & Sales Limited . . .	419
Chevalier & Pauzé Compagnie Limitée. . .	420
Cinema Alhambra Inc.	420
City Wholesale and Jobbing Company Ltd.	421
Dinsmore & Company, Limited . . .	421
Doctor X Preparations Ltd . . .	422
Eagle Toys Limited.	422
Excel Distributing Inc.....	423
Excel 5c to \$1.00 Stores Ltd.....	423
E. & A. Crelinsten Inc.....	425
Four Star Fashions Inc.	425
Gero Limitée — Gero Limited.	426
Glenmoor Sportswear Limited.	426
H. & S. Bélanger Inc.....	427
J. E. Hébert, Ltée . . .	427
J. H. Nadeau Limitée — J. H. Nadeau Limited.	428
Kape Bros. Inc.	428
La Bohème Inc.	429
Laterrière Catering Limited.	429
Leather Sport Garment Ltd.	430
Maxine Trading Corporation.	430
Northland Dairy Incorporated . . .	431
Palco Incorporated.	431
P. Beauchemin Corporation.	431
Produce Packaging Co.....	432
Renaissance Export Inc.	432
Roméo Dorval Limitée . . .	433
Symak Sales Company Ltd . . .	433
S. & V. Manufacturing Company Inc. . .	434
The Canada Manufacturing Co., Ltd. . .	434
The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd . . .	435
The Walking Doll Co. Ltd.	436
Walley Lumber Co. Ltd . . .	436
Westmount Park Manor Corporation. . .	437

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Colonial Holdings Limited	437
---------------------------------	-----

LABOUR:

Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec (Levy)	471
Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec (Levy)....	470
Parity Committee of Horology (Amendment)	465
Parity Committee of the Funeral Directors of Montreal (Approval of by-laws).	464
Parity Committee of the Funeral Directors of Montreal (Levy).....	468
Retail Trade Parity Committee of St-Hyacinthe (Approval of by-laws)....	465
Retail Trade Parity Committee of St-Hyacinthe (Levy).	472
Joint Commission of the Ladies Hairdressing Trade of Montreal (Amendment)	475

ROADS:

Roads closed.....	474
-------------------	-----

BAR EXAMINATIONS:

Montreal: practice of law	474
---------------------------------	-----

LETTERS PATENT:

A. E. Whitehouse and Sons Limited. . .	418
Alice Adrian Inc.	419
Canadian Reconditioning & Sales Limited . . .	419
Chevalier & Pauzé Compagnie Limitée. . .	420
Cinema Alhambra Inc.	420
City Wholesale and Jobbing Company Ltd.	421
Dinsmore & Company, Limited . . .	421
Doctor X Preparations Ltd . . .	422
Eagle Toys Limited.	422
Excel Distributing Inc.....	423
Excel 5c to \$1.00 Stores Ltd.....	423
E. & A. Crelinsten Inc.....	425
Four Star Fashions Inc.	425
Gero Limited — Gero Limitée.	426
Glenmoor Sportswear Limited.	426
H. & S. Bélanger Inc.....	427
J. E. Hébert, Ltée . . .	427
J. H. Nadeau Limited — J. H. Nadeau Limited.	428
Kape Bros. Inc.	428
La Bohème Inc.	429
Laterrière Catering Limited.	429
Leather Sport Garment Ltd.	430
Maxine Trading Corporation.	430
Northland Dairy Incorporated . . .	431
Palco Incorporated.	431
P. Beauchemin Corporation.	431
Produce Packaging Co.....	432
Renaissance Export Inc.	432
Roméo Dorval Limitée . . .	433
Symak Sales Company Ltd . . .	433
S. & V. Manufacturing Company Inc. . .	434
The Canada Manufacturing Co., Ltd. . .	434
The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd . . .	435
The Walking Doll Co. Ltd.	436
Walley Lumber Co. Ltd . . .	436
Westmount Park Manor Corporation. . .	437

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Colonial Holdings Limited	437
---------------------------------	-----

Cresswell Roll Forming Company Limited	438
Old Southern Colony Chenilles Inc.	438

Cresswell Roll Forming Company Limited	438
Old Southern Colony Chenilles Inc.	438

NOMINATION:

APPOINTMENT:

Asselin, Hon. Edouard	475
---------------------------------	-----

Asselin, Hon. Edouard	475
---------------------------------	-----

PROCLAMATION:

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.	475
---	-----

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	475
--	-----

VENTES POUR TAXES:

SALES FOR TAXES:

Lac St-Jean-Ouest munic. du comté de	477
Saint-Honoré, paroisse de.	475
Verchères munic. du comté de	477

Lake St. John-West munic. of the county of	277
Saint-Honoré, parish of.	475
Verchères munic. of the county of	477

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFF'S SALES:

CHICOUTIMI:

CHICOUTIMI:

Lachance vs Donelly alias Peltier	478
---	-----

Lachance vs Donelly alias Peltier	478
---	-----

TERREBONNE:

TERREBONNE:

McNulty, Brouillette Limitée vs Juteau	479
Verdier vs Hampton	479

McNulty, Brouillette Limited vs Juteau	479
Verdier vs Hampton	479

12523-o

12523o

